BR
370
.U55
1899

LIBRARY OF PRINCETON
2-12-47
THEOLOGICAL SEMINARY

BR 370 .U55 1899
Universit e de Paris.
Facult e de th eologie
Notice sur un registre des
proc es-verbaux de la

# NOTICE

SUR

# UN REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

## DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE PARIS

### PENDANT LES ANNÉES 1505-1533

Paris. Université. Faculté de théologie.

LIBRARY OF PRINCETON
FEB 12 1941
THEOLOGICAL SEMINARY

# NOTICE

SUR

# UN REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

## DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE PARIS

### PENDANT LES ANNÉES 1505-1533

MANUSCRIT DES ARCHIVES DE LA MAISON DE LA TRÉMOÏLLE,
AUJOURD'HUI À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, N° 1782 DU FONDS LATIN
DES NOUVELLES ACQUISITIONS

PAR

M. LÉOPOLD DELISLE

TIRÉ DES NOTICES ET EXTRAITS DES MANUSCRITS
DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE ET AUTRES BIBLIOTHÈQUES
TOME XXXVI

PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

LIBRAIRIE C. KLINCKSIECK, RUE DE LILLE, 11

M DCCC XCIX

2372

# NOTICE

SUR

# UN REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

## DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE PARIS

### PENDANT LES ANNÉES 1505-1533.

MANUSCRIT DES ARCHIVES DE LA MAISON DE LA TRÉMOÏLLE, AUJOURD'HUI À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, N° 1782 DU FONDS LATIN DES NOUVELLES ACQUISITIONS.

Les anciennes archives de l'Université de Paris ont subi les pertes les plus lamentables. Ce qui en subsiste est aujourd'hui dispersé dans beaucoup de dépôts français et étrangers. Il a fallu de prodigieux efforts de patience, d'activité et de sagacité pour rassembler les milliers de documents qui constituent les annales de l'Université pendant le moyen âge et dont se compose le recueil, justement célèbre, du R. P. Denifle et de M. Chatelain.

Il n'est donc pas inutile de faire connaître la découverte d'un important registre des archives de l'Université dont la trace était perdue depuis de longues années. L'honneur de la découverte revient tout entier à M. le duc de La Trémoïlle, qui, en classant le chartrier de sa maison, a mis la main sur un registre contenant les délibérations de la Faculté de théologie pendant le premiers tiers du XVI^e^ siècle.

Ce document, où l'on peut suivre jour par jour le mouvement causé à

Paris par la naissance et les premiers développements de la Réforme, pouvait passer pour irrévocablement perdu. Du Boulay ne l'a point connu au XVII^e siècle quand il a composé sa monumentale histoire de l'Université de Paris, et Duplessis d'Argentré déclarait, vers l'année 1731, que le Registre des conclusions de la Faculté de théologie du temps de François I^er n'existait plus. Il le dit positivement en publiant[1] le texte d'une conclusion du 4 janvier 1526 (n. st.) d'après une expédition authentique, faute d'avoir le registre de cette année : *cum non habeatur registrum hujus anni.*

Le registre perdu est celui qui reparaît aujourd'hui à la lumière. Je vais en donner la description, et j'essayerai d'en faire entrevoir l'importance.

C'est un volume en papier, de 269 feuillets, hauts de 275 millimètres et larges de 200. Il a été relié en veau au XVII^e siècle et il porte au dos le titre : *Ext[rait] de ce qui s'est passé en Sorb[onne] dep[uis] 1505 jusq[ues] en 1533.*

Il suffit de jeter les yeux sur le Registre pour constater que ce n'est pas un plumitif rigoureusement tenu au jour le jour. C'est une mise au net, dans laquelle on trouve, copiés d'une seule traite, des morceaux plus ou moins étendus, comprenant une assez longue série de séances. Pour la première partie, il a certainement existé un registre antérieur, dont celui-ci est une transcription fidèle et contemporaine. L'existence d'un exemplaire antérieur est positivement attestée par un passage qui se lit au fol. 120 du manuscrit.

Le procès-verbal de la séance du 1^er décembre 1523 renvoie en ces termes à une décision prise le 22 août précédent : « Decretum pro negotio translationum sacre Biblie concluso die XXII mensis Augusti, supra, folio 35. » Or les feuillets de notre manuscrit n'ont été numérotés que de nos jours, et le feuillet actuellement coté 105, au verso duquel se trouve la délibération du 22 août, ne porte aucune trace d'un n° 35. Preuve évidente de l'existence d'un registre, d'après lequel a été copié en partie celui que nous passons en revue.

Le Registre contient le procès-verbal des délibérations de la Faculté de théologie depuis le 3 novembre 1505 jusqu'au 25 novembre 1533. Ces délibérations étaient appelées des Conclusions, et le véritable titre du Registre doit être : *Regestum conclusionum sacræ Facultatis theologiæ in Universitate Pa-*

[1] *Collectio judiciorum de novis erroribus*, t. II, part. 1, p. x.

*risiensi*. C'est ainsi qu'il est désigné dans un extrait authentique, imprimé en 1529, qui se lit en tête d'un ouvrage de Jérôme de Hangest : *Præconiorum sacrosanctæ Christi matris virginis semper gloriosæ Mariæ adversus Antimarianos Propugnaculum*[1]. Je mets en regard l'un de l'autre le texte de l'approbation tel qu'il se voit au commencement du livre (fol. *a* VI v°) et le texte de la même approbation consigné au fol. 228 de notre registre :

TEXTE DU *PROPUGNACULUM* :

Extractum e Regesto Conclusionum sacræ Facultatis theologiæ in Universitate Parisiensi.

Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo nono, die decima quinta mensis julii, congregata per juramentum Facultate, post ejusdem missam, apud Sanctum Maturinum, auditaque trium ejusdem Facultatis magistrorum relatione, qui librum compositum per honorandum virum ejusdem Facultatis doctorem Hieronymum de Hangest, contra eos qui honori virginis Mariæ detrahunt, visitaverunt, post maturam deliberationem, placuit Facultati ut imprimatur et venditioni exponatur.

De mandato domini decani, ex ordinatione Facultatis : JOHANNES TANNEL, primus bidellus et scriba Facultatis theologie.

TEXTE DU REGISTRE :

Die XV mensis julii, anno Domini MDXXIX, congregata Facultate per juramentum apud Sanctum Mathurinum, post missam ejusdem Facultatis, audita relatione trium magistrorum ejusdem Facultatis, qui visitaverunt quemdam librum compositum per honorandum magistrum nostrum Hieronimum de Hangest contra illos qui detrahunt honori virginis Marie, quibus auditis, post maturam deliberationem, placuit Facultati quod imprimatur et venditioni exponatur.

La même observation peut être faite sur une décision que la Faculté prit le 4 janvier 1526 (n. st.), au sujet d'un écrit de Jacques Merlin, et qui est insérée au fol. 184 v° de notre Registre. Cette décision se retrouve mot pour mot dans l'édition que Du Plessis d'Argentré en a publiée, non point d'après notre Registre, mais d'après un « Extrait du Registre des conclusions de la Faculté de théologie de l'Université de Paris[2] ».

[1] La souscription finale de ce livre est ainsi conçue : *Sub prelo Ascensiano, ad nonas Augusti* MDXXIX, *ære Joannis Parvi*. Volume in-4°, dont un exemplaire est à la Bibl. nat., D. 5855 (2).

[2] « *Extractum e registro Conclusionum Facultatis theologie in Universitate Parisiensi.*

« Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto, die quarta mensis januarii,

Il semble qu'avant l'année 1520 la tenue des procès-verbaux ait laissé à désirer. Le 5 mai de cette année, les docteurs furent amenés à instituer une charge nouvelle, celle de syndic; elle devait être annuelle, mais le premier titulaire, Noël Béda, en resta investi jusqu'en 1533, et il s'en servit de façon à diriger à son gré tous les travaux de la Faculté[1]. Or le premier devoir du syndic était de veiller à la tenue de deux registres, l'un consacré aux conclusions, ou, pour parler plus clairement, aux procès-verbaux des assemblées, l'autre aux jugements prononcés sur les questions litigieuses de théologie[2]. Le Registre qui nous occupe est celui qui était en usage avant le statut de 1520 et qui a été continué jusqu'en 1533, suivant les prescriptions du statut du 5 mai 1520, sous la haute direction du syndic Noël Béda; il a été écrit presque en entier par un certain Jean Tannel, prêtre normand, originaire du diocèse de Rouen, comme on le voit par la clause finale d'un acte du 2 juin 1516 relatif à treize propositions « mal sonnantes » qui avaient été prêchées à Beauvais, pendant le dernier carême, par le jacobin Claude Cousin[3].

Ce Jean Tannel, d'abord sous-bedeau de la Faculté, fut promu le 18 décembre 1522 aux fonctions de premier ou grand bedeau[4]; il exerçait en cette qualité les fonctions de receveur et de secrétaire ou greffier[5]. Il a écrit et si-

congregata Facultate apud collegium Sorbonæ, proposuit honorandus dominus syndicus Beda et legit quoddam arrestum datum in curia Parlamenti pro libro Origenis; quo audito, multa dixit honorandus dominus pœnitentiarius Merlin pro sua excusatione. Quo etiam audito, dedit Facultas deputatos, etiam de consensu Merlin et Beda, pro illa materia, videlicet magistros nostros Clerici, de Molendino et Loret. » Du Plessis d'Argentré, *Collectio judiciorum*, t. II, p. x.

[1] M. Pierre Caron a présenté en 1898 à l'École des chartes une thèse sur *Noël Béda, principal du collège de Montaigu, syndic de la Faculté de théologie de Paris.* C'est un travail consciencieux, approfondi et intéressant, pour l'achèvement duquel l'auteur trouvera des renseignements précieux dans le Registre qui est ici décrit. Le programme des recherches de M. Caron occupe les pages 27-34 des *Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1898 pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe.*

[2] § VI des Extraits joints à la présente notice.

[3] « Presentibus ad hec venerabilibus et discretis viris magistris Johanne Tannel, presbitero subidello dicte Facultatis, Johanne Vlumenscork, librario jurato Parisiensi, et Richardo Le Jeune, clerico, Rothomagensis et Constanciensis diocesum. » Fol. 48 v°.

[4] « Die jovis XVIII mensis decembris anni MDXXII..., audita supplicatione magistri Johannis Tannel, secundi bidelli,... collatum est officium primi et principalis bidelli prefato magistro Johanni Tannel. » Fol. 84.

[5] « Et deinde dicto bidello manebunt in manibus ipsius bidelli tanquam graffarii dicte

gné, au bas du fol. 196 v°[1], une note ajoutée à une décision du 18 septembre 1526, et le 1er juillet 1531 il a fait insérer sur la marge du Registre (fol. 238 v°) un reçu par lequel un religieux de l'ordre des ermites de Saint-Augustin lui donnait décharge d'une somme de 10 livres, dont lui, Jean Tannel, était consignataire : c'était le montant d'une amende qu'un autre religieux du même ordre, Jean Cahors, avait été condamné à payer, le 15 décembre 1530, pour l'insuffisance de son banquet de maîtrise[2]; il avait été convenu que l'amende devait être affectée, soit à un nouveau docteur de l'ordre des ermites, soit à l'Hôtel-Dieu :

Ego Johanes Le Blon, ordinis Augustinensium, doctor theologus, recepi a magistro Johanne Tannel, majore bidello nostre Facultatis, summam michi datam per socium meum Johannem Cahors, prout ordinavit Facultas in ista conclusione, de qua quidem summa x librarum quitto predictos. Actum anno Domini millesimo quingentesimo xxxi°, die prima julii.

J. LE BLOND.

Une particularité qu'on doit remarquer sur le fol. 175 v° achève de démontrer le caractère authentique et original du Registre. Le 3 juillet 1525, un théologien que la Faculté avait censuré, maître Martial Masurier, du diocèse de Limoges, se résigna à faire amende honorable et à payer une somme de 10 écus d'or pour les frais qu'il avait occasionnés à la Faculté. Le procès-ver-

Facultatis theologie. » A la date du 13 octobre 1526. Fol. 198.

« Contra magistrum Johannem Tannel, principalem bidellum Facultatis. » 1er mars 1527 (n. st.). Fol. 206 v°.

« Per magistrum Johannem Tannel, majorem bidellum et receptorem predicte Facultatis. » 13 mars 1527 (n. st.). Fol. 206 v°.

« Fuit expresse injunctum magistro Johanni Tannel, primo bidello, quod ut scriba Facultatis hujus modi requestam signet signo suo manuali. » 12 décembre 1528. Fol. 222.

La signature apposée au bas d'un extrait du Registre, en date du 15 juillet 1529, est ainsi conçue : « Johannes Tannel, primus bidellus et scriba Facultatis theologie. » Voir plus haut, p. 317.

[1] « De mandato domini decani, ex ordinatione Facultatis, hec conclusio fuit tradita per me subsignatum honorando magistro nostro Jacobo Merlin, die vicesima sexta mensis septembris, anno predicto millesimo quingentesimo vicesimo sexto :

« TANNEL. »

[2] « . . . Quoniam in convivio sui magisterii non dedit fercula honesta nec sufficientia, propter quod... fuit facta magna querimonia. » Fol. 238. La peine disciplinaire infligée à Jean Cahors fit grand bruit dans l'Université, et le roi témoigna son mécontentement à la Faculté, qui eut à délibérer sur cette affaire dans les assemblées du 9 et du 13 janvier 1531 (n. st.). On trouvera plus loin (p. 395) le procès-verbal de la séance du 9 janvier.

bal de l'amende honorable se termine par une attestation au bas de laquelle Martial Masurier a mis sa signature autographe :

Et hec omnia sponte et libere fecit ipse Masurier, quemadmodum propria voce in facie Facultatis testatus est ; que etiam propria manu signare promisit.

MARTIALIS MASURIER.

Notre manuscrit offre d'ailleurs, même dans la première partie, toutes les apparences d'authenticité que peut exiger la critique la plus rigoureuse. Le copiste est allé jusqu'à noter des additions faites en interligne. Ainsi, au fol. 22, la date *die ultima decembris* ayant été mise en interligne, l'approbation en a été mentionnée à la fin du paragraphe : *Approb.* DIE ULTIMA DECEMBRIS *in glosa.*

Dans cette première partie nous voyons souvent reproduites les signatures que les doyens ou d'autres membres de la Faculté avaient mises sur les minutes des procès-verbaux :

*Bricot* [1]. 14 v°, 21 v°, 22, 22 v°, 23, 24, etc. — *Decanus Bricot.* 21 v°, 22. — *Bricot pro decano.* 2 v°.

*Bertrandi* [2]. 4 v°.

*Mauterne* [3]. 14 v°, 23, 23 v°, 26 v°, etc.

*De Nery* [4]. 16 v°, 48 v°.

*Boussart* [5]. 49 v°, 50, 57, 57 v°. — *Decanus Boussart.* 55 v°, 64 v°. — *Boussart pro decano.* 60.

*Odoart* [6]. 77.

Le registre découvert par M. le duc de La Trémoïlle dans les archives de sa maison mérite donc une confiance absolue. Toutefois ceux qui le consulte-

[1] « Magister Thomas Bricot, insignis ecclesie Parisiensis penitentiarius. » Fol. 9.

[2] « Magister Henricus Bertrandi, notarius publicus. » Fol. 9.

[3] « Honorandus dominus decanus Mauterne. » Fol. 31.

[4] « Magister Johannes de Nery, primus et principalis bidellus Facultatis », résigna ses fonctions le 18 décembre 1522 (fol. 84), et mourut peu après, comme le prouve ce texte : « Executores testamenti defuncti magistri Johannis de Nery, primi bidelli Facultatis. » 12 novembre 1523. Fol. 117. Voir encore le fol. 185.

[5] « Reverendus pater et egregius vir magister Gauffridus Boussart, insignis ecclesie Parisiensis cancellarius ac prefate Facultatis decanus. » Fol. 49 v°.

[6] « Organo domini decani Philippi Odouart conclusit Facultas. » Fol. 114 v°.

ront ne devront pas oublier que les procès-verbaux de plusieurs séances ou parties de séances n'y ont pas été insérés; on verra plus loin qu'on a systématiquement éliminé une bonne partie de ce qui avait trait à l'affaire du divorce du roi d'Angleterre.

Le Registre des procès-verbaux dont nous nous occupons a son complément naturel dans un autre registre de la Faculté de théologie, également du temps de François Ier, que la Bibliothèque nationale possède depuis déjà longtemps. Cet autre registre est un de ceux dont la tenue fut prescrite, comme on l'a vu un peu plus haut, le 5 mai 1520, en même temps que la tenue des registres des procès-verbaux : il contient le texte des jugements prononcés par la Faculté pour fixer des points de doctrine sur lesquels des doutes avaient pu s'élever, et des contestations se produire avec plus ou moins d'éclat. La Faculté considérait ces registres comme les pièces les plus importantes de ses archives. Tandis qu'elle se contentait de faire consigner sur des cahiers de papier les procès-verbaux de ses séances, elle ordonnait, par une décision spéciale du 15 octobre 1523, que ses jugements doctrinaux fussent copiés sur des registres de parchemin, sans que rien fût épargné pour assurer la conservation d'un travail aussi utile :

Ordinatum est quod in membranis, id est pergameno, fieret liber, in quo omnes qualificationes propositionum per Facultatem facte et que fient describerentur, et quod pro tam utili negocio non parcatur sumptibus [1].

Telle fut l'origine d'une série de beaux registres en parchemin, qui ont disparu, à peu d'exceptions près.

Le premier registre de cette série, qui devait s'arrêter à l'année 1524, a été employé par Du Plessis d'Argentré [2], qui en attribuait avec raison la rédaction à Noël Béda, et qui le cite en renvoyant à « Liber I conclusionum sacræ Facultatis », ou « Liber I sacræ Facultatis », ou bien encore « Liber I conclusionum et censurarum sacræ Facultatis ». Il est peut-être conservé à Ashburnham Place, n° 242 du fonds Barrois.

Le second, rempli par les censures des années 1525-1531, est aussi l'œuvre de Noël Béda. L'abbé de Targny, qui l'avait recueilli, voulait le faire rentrer

[1] Registre des procès-verbaux, fol. 114 v°. — [2] *Collectio judiciorum*, t. II, part. 1, p. 11 et suiv.



IMPRIMERIE NATIONALE.

dans les archives de la Faculté[1]; mais ce fut la Bibliothèque du Roi qui en hérita; il porte aujourd'hui le n° 3381 B du fonds latin, et il est intitulé : « Liber secundus registri determinationum Facultatis theologie schole Parisiensis, incipiens ab anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo quarto et durans usque ad annum millesimum [quingentesimum tricesimum primum]. » Il se compose de 143 feuillets de parchemin, plus une feuille préliminaire, occupée par le titre et par une table. Dimension des feuillets : 315 millimètres sur 254. Du Plessis d'Argentré, qui l'avait vu entre les mains de l'abbé de Targny[2], a publié la plupart des censures qu'il contient et dont il a donné deux fois la liste[3]. La signature du grand bedeau Jean Tannel se voit sur les fol. 18 v° et 100.

Le registre des Conclusions ou procès-verbaux, de 1505 à 1533, et le registre des Censures ou Déterminations, de 1525 à 1531, sont à peu près tout ce qui nous reste des actes de la Faculté de théologie pour le premier tiers du XVI^e^ siècle.

Les autres ont dû disparaître sous le règne de Louis XIV, peu de temps après qu'un curé de Saint-Sulpice, Henry Baudrand, mort en 1699, les eut compulsés pour former un grand recueil des actes de la Faculté, en cinq gros volumes in-folio, dont les quatre premiers, conservés au séminaire de Saint-Sulpice, m'ont été communiqués par M. l'abbé Levesque, l'un des directeurs de cet établissement.

Les procès-verbaux retrouvés par M. le duc de La Trémoïlle nous font assister aux réunions de la Faculté, qui se tenaient à des intervalles irréguliers, mais souvent fort rapprochés les uns des autres, tantôt dans le collège de la Sorbonne, tantôt dans le couvent des Mathurins. Les docteurs s'y occupaient ordinairement de l'administration des biens de la Faculté, de la nomination des officiers, des autorisations de professer, de la réglementation des cours et des épreuves, de la désignation des examinateurs, des dispenses ou faveurs réclamées par différents candidats, des recommandations adressées par le roi,

[1] Note autographe de l'abbé de Targni, non datée, qui a été fixée entre les fol. 1 et 2 du manuscrit latin 3381 B de la Bibliothèque nationale.

[2] « Cujus registri... Ludovicus de Targni, secundus custos regiæ bibliothecæ, vir inter literatos clarissimus, authenticum exemplum apud se conservat. » *Collectio judiciorum*, t. I, part. II, p. VI de l'Index.

[3] *Ibid.*, p. IV-VI, et t. II, part. I, p. II et suiv.

par les princes ou par des prélats et de grands personnages, de la collation des grades.

Mais les questions qui reviennent le plus souvent sous le règne de François Ier ont trait aux luttes engagées entre les défenseurs de la vieille orthodoxie et les partisans de la Réforme. L'ébranlement que ces luttes déterminèrent dans les esprits, à la cour, au Parlement et surtout au milieu de l'Université, a laissé des traces profondes dans le résumé des délibérations, des discussions et des jugements de la Faculté. Beaucoup de séances sont remplies par la critique des écrits suspects, par l'examen d'ouvrages que des auteurs ou des libraires timorés ne veulent pas faire imprimer sans s'être préalablement munis d'une approbation, par la censure et la condamnation des propositions qu'on signalait comme entachées d'erreurs, dans les cours publics, dans les soutenances de thèses et surtout dans les prédications.

Il m'a semblé que le meilleur moyen de donner une idée du caractère et de l'intérêt des procès-verbaux serait d'en analyser quelques pages[1] et d'en publier textuellement des extraits, en prenant de préférence les affaires dans lesquelles intervinrent François Ier, Louise de Savoie et Marguerite d'Angoulême.

Dès la première année de son règne François Ier eut à s'occuper des questions qui s'agitaient dans les réunions des théologiens de l'Université. Le 2 mai 1515, la Faculté se demandait dans quelle mesure elle pouvait solliciter l'appui du roi pour faire approuver par le pape la condamnation du livre de Jean Reuchlin intitulé *Speculum oculare*. (I.) Mais rien n'indique que dans cette circonstance le roi ait dû se prononcer.

L'année suivante, François Ier fit comprendre à la Faculté qu'il ne se désintéresserait pas des controverses passionnées qui divisaient les théologiens et qui avaient un écho à la cour et à la ville. La Faculté s'occupait alors d'un livre de Thomas de Vio, général de l'ordre des dominicains, plus connu depuis sous le nom de cardinal Cajetan; elle paraissait vouloir le condamner. Le 11 juin 1516 le président Paschal se fit introduire dans une réunion te-

[1] Dans les analyses qui suivent il n'est fait de renvois aux feuillets du Registre que pour les passages qui ne sont pas textuellement reproduits à la fin de cette Notice. Les passages ainsi reproduits sont indiqués dans la présente Notice par des cotes en chiffres romains qui correspondent aux différents paragraphes de nos extraits.

nue à Saint-Mathurin : après de longs compliments, il exhiba une lettre que le roi écrivait à la Faculté pour lui demander de ne point se mêler d'examiner et de condamner l'ouvrage de Thomas de Vio, et il fut décidé, après délibération, que, par égard pour le roi, on surseoirait à l'examen, à l'appréciation ou à la condamnation du livre, et qu'une lettre de politesse serait écrite à Sa Majesté. (II.)

La Faculté avait tout intérêt à témoigner de la déférence au roi. C'est à lui, en effet, qu'elle devait recourir pour faire donner une sanction à ses décisions. Le 9 janvier 1518 (n. st.), à la suite d'une solennelle délibération, on chargea Guillaume Petit, confesseur du roi, de porter à son maître une lettre dans laquelle seraient exposés en détail les scandaleux abus qui se produisaient dans les prédications de la croisade : on soutirait l'argent des fidèles à ce point que, de ce chef, les sujets du roi étaient plus grevés que du fait des impositions et des gabelles. Les prédicateurs tenaient des propos erronés, ridicules et dangereux pour la foi et les mœurs, que le légat et les évêques ne devraient pas tolérer. Il conviendrait aussi de retrancher dans la bulle de la croisade des articles que plusieurs théologiens estimaient fort douteux et propres à troubler les consciences. Deux religieux, signalés par l'intempérance de leur langage, furent appelés devant la Faculté pour donner des explications sur leur conduite.

Le 6 mai suivant, une délibération spéciale aboutit à la censure d'une proposition que les prédicateurs de la croisade développaient dans leurs sermons, et à l'approbation du sens donné à un passage de la bulle du pape. (III et V.)

En 1520, la Faculté eut à aborder des questions d'une bien autre gravité. Il s'agissait de l'introduction des doctrines luthériennes en France. La Faculté, dans sa séance du 17 juillet, reçut communication d'une lettre du duc de Saxe, qui voulait avoir l'avis des théologiens de Paris sur les propositions émises par Luther. L'examen en fut renvoyé à Jacques Berthélemi [1] et à Noël Béda.

On s'en occupa le 15 septembre et le 15 novembre; mais ce fut seulement le 15 avril 1521 qu'on fut en mesure de soumettre à la Faculté l'instrument

[1] Ce docteur est ici appelé *Jacobus Barthelemi* (fol. 65 du Registre); mais son nom est le plus souvent écrit *Berthelemi*.

où étaient relevées en détail les propositions à condamner dans les écrits de Luther[1]. Les procès-verbaux de notre Registre nous font connaître les formes solennelles dont la publication fut entourée. L'impression des censures fut votée d'urgence[2], et on s'ajourna au 22 avril pour arrêter la teneur des lettres d'envoi qu'on devait adresser au roi, à l'Empereur et au duc de Saxe. Les termes de ces lettres furent définitivement adoptés dans une séance tenue le surlendemain 24. On décida qu'il serait immédiatement adressé au roi, par l'intermédiaire de son confesseur, frère Guillaume Petit, récemment promu à l'évêché de Troyes, un exemplaire des censures imprimé sur vélin et relié avec luxe (*in membrana ad hoc impressa et egregie ac preciose ligata*). La lettre à l'Empereur ne devait point partir sans qu'on eût pris l'avis du roi; mais la lettre au duc de Saxe fut expédiée sans aucun retard.

Peu de jours après, le Parlement fut mis en demeure d'agir pour arrêter la propagation des doctrines luthériennes, et les gens du roi furent invités à faire preuve d'énergie dans l'intérêt de la foi, pour justifier le titre de Très Chrétien que leur maître s'honorait de porter[3].

Les censures ne devaient pas être un sérieux obstacle aux progrès du mal dont la Faculté s'alarmait. Des symptômes sérieux en furent signalés jusque dans la maison royale vers la fin de l'année 1522. Le 15 novembre, Guillaume Petit dénonça à ses collègues la présence à la cour d'un certain Michel, jadis ermite, qui portait actuellement le costume des prêtres séculiers[4]. Il fréquentait les appartements de la mère et de la sœur du roi; il y prêchait tous les jours, en secret, à un auditoire de femmes, et ses discours étaient loin de respirer l'orthodoxie, notamment en ce qui concerne le culte des saints; il dénigrait les théologiens et répétait que l'hérésiarque Luther était un saint

[1] Cet instrument a été publié par Du Boulay, t. VI, p. 116-127, et par D'Argentré, t. I, part. II, p. 365-374, et t. II, part. I, p. II-IV.

[2] L'édition originale, en caractères romains, sortie des presses de Josse Bade, nous est connue par un exemplaire tiré sur vélin qui se conserve à la Bibliothèque de l'Arsenal. Voir Van Praet, *Catalogue des livres imprimés sur vélin qui se trouvent dans des bibliothèques tant publiques que particulières*, t. I, p. 202. Une autre édition contemporaine, en caractères gothiques, forme un livret de 12 feuillets in-4°, intitulé : *Determinatio theo‖logiæ Facultatis Parisiensis‖super doctrina Luthe‖rana hactenus per‖eam visa.* A la Bibl. nat., D. 5836.

[3] Plus loin, p. 354, § VII-IX, XI-XIII.

[4] Il s'agit de Michel d'Arande, qui, après avoir embrassé le parti de la Réforme, monta sur le siège épiscopal de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Voir Haag, *La France protestante*, éd. Bordier, t. I, col. 296.

homme, qui avait pu se tromper sur quelques points, comme saint Augustin, saint Jérôme et d'autres saints. Guillaume Petit croyait devoir avertir la Faculté, pour qu'elle se préparât à la défense de la vérité; il était, quant à lui, résolu à combattre jusqu'à s'exposer à l'exil, et il en avait parlé au roi.

On décida qu'une information serait faite par les soins de l'inquisiteur de la foi et que, si la culpabilité de Michel était établie, la Faculté en écrirait à la mère et à la sœur du roi et chargerait deux ou trois maîtres d'aller conférer avec les princesses. (XVI.)

La cour fut renseignée plus ou moins exactement sur ce qui s'était passé dans l'assemblée du 15 novembre.

Des indiscrétions avaient été commises, et Guillaume Petit était tombé en disgrâce. Celui-ci vint se plaindre à la Faculté le 8 décembre. On lui promit d'expulser le coupable, s'il pouvait être découvert, et on nomma quatre commissaires pour aller rendre au chancelier un compte exact de ce qui s'était passé; on espérait par là réussir à calmer le roi et les princesses. Ce résultat fut atteint, s'il faut ajouter foi au rapport que les quatre commissaires soumirent à la Faculté le 15 décembre. (XVII et XVIII.)

De nouvelles difficultés surgirent au mois de juin 1523. Le lundi 15 de ce mois, comparut devant la Faculté un jeune Flamand, Louis de Berquin, qui se disait docteur ès lois, quoiqu'il fût revêtu d'un costume militaire. Il était porteur d'une lettre de François Ier, dont il fut donné lecture et que l'assemblée se déclara disposée à prendre en considération. Il s'agissait d'examiner au plus vite des écrits qui causaient un grand scandale à Paris. (XIX.) On s'ajourna au lendemain 16 juin.

A cette séance du 16 juin assista un prélat qui était entouré d'une grande considération, le docteur Arthur Fillon, évêque de Senlis. L'ordre du jour appelait l'examen de publications suspectes, telles que les écrits de Jacques Le Fèvre sur les Évangiles, et certains ouvrages d'Érasme et de Berquin. On décida que les livres et cahiers de Berquin, envoyés à la Faculté par le Parlement, seraient partagés entre des commissaires suivant un état dressé par le bedeau; que les commissaires les examineraient d'urgence, qu'ils en parleraient aux collègues de leur voisinage; le surlendemain, à sept heures du matin, Gilles Delff devait soumettre un rapport sur le livre intitulé : *De abroganda missa privata.*

Le même jour, le doyen, accompagné de cinq maîtres, irait trouver le chancelier et le supplierait de mettre à exécution les ordres du roi pour le brûlement public des écrits de Luther, afin d'effrayer les nombreux sectateurs de la nouvelle doctrine. Le syndic Béda s'était assuré du concours du chancelier. Dans une seconde séance, tenue le 16 juin, la Faculté condamna le livre de Berquin intitulé : *De usu et efficacia missæ*[1]. (XX.)

Le lendemain 17 juin, les maîtres convinrent de se réunir tous les matins, à sept heures, dans la grande salle de la Sorbonne, jusqu'au jour où serait terminé l'examen des livres de Berquin. Le commissaire chargé d'examiner l'un de ces livres, celui qui était intitulé : *Apologia adversus calumniatores Lutheri, alias Speculum theologastrorum*[2], était en mesure de lire son rapport : le livre fut condamné au feu. Après quoi, Berquin, introduit devant l'assemblée, demanda à conférer, soit avec la Faculté réunie en corps, soit avec des commissaires, pour connaître les erreurs qui lui étaient reprochées. Berquin s'étant retiré, la Faculté, après mûre délibération, accueillit la demande : elle chargea plusieurs de ses membres d'avoir le même jour une conférence avec Berquin. Tout ce que le Registre nous apprend de cette conférence, c'est quelle dura d'une heure à six. (XXI.)

Dans la séance du 18 juin, la Faculté paraît s'être bornée à condamner le livre de Luther *De abroganda missa privata*[3]. Mais elle fut avisée que, le lendemain 19, le doyen serait reçu par le chancelier, qui avait à lui faire, à lui et à quelques prélats, une communication de la part du roi. (XXII.)

Dans la conférence du 19, à laquelle assistaient l'archevêque de Sens et les

[1] Un rapport sur les livres et papiers de Berquin, adressé le 26 juin 1523 par la Faculté au Parlement, contient cet article : « Liber de usu et efficacia missæ, non quotatus neque signatus : de missa temerarie et ignoranter loquitur et tractat, rituique Ecclesiæ catholicæ ac omnium sanctorum doctrinæ impie detractat. » D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. XII.

[2] Le manuscrit de cet ouvrage est mentionné comme il suit dans le rapport du 26 juin :

« Liber qui dicitur APOLOGIA, quotatus numero 4 et littera D, membrana coopertus, in cujus principio dicit ipse de Berquin auctor esse, quinquaginta octo folia : est sedi apostolicæ contrarius, contumeliosus, sacris generalibus conciliis plane derogans, scismaticus atque perniciosam Lutheri hæresim manifeste asserens et defendens. Idem censemus de sex codicillis quotatis num. 21 et littera X, in quorum primo est titulus talis : SPECULUM THEOLOGASTRORUM, quoniam idem continet quod præfatus liber. »

[3] Ouvrage de Luther publié à Wittemberg en 1522.

évêques de Meaux, de Langres et de Senlis, le chancelier se fit l'organe des plaintes du roi : elles portaient sur trois points. La Faculté avait fait publier et discuter publiquement, dans les écoles du collège de Navarre, une position dans laquelle le roi, les ministres et les grands du royaume étaient critiqués en termes séditieux. Le roi ne voulait pas que la Faculté examinât et jugeât les écrits de Jacques Le Fèvre sur les Évangiles, sans qu'au préalable les articles dénoncés comme suspects eussent été communiqués au chancelier et aux prélats ci-dessus nommés; la remise de ces articles entre les mains du chancelier devait être faite au plus tard le 25 juin. Enfin, il déplaisait au roi de voir traiter comme convaincu de complicité avec les Luthériens ce maître Michel, ancien ermite, qui était maintenant un prêtre séculier, attaché à la maison de la duchesse d'Alençon. (XXIII.)

Aussitôt que la Faculté eut été mise au courant des griefs du roi, probablement dès le samedi 20 juin, elle déclara qu'on ne communiquerait à personne les articles extraits du livre de Le Fèvre, et que les examinateurs n'iraient point discuter avec l'auteur en présence des prélats désignés par le chancelier : il s'agissait non pas d'une personne, mais d'un point de doctrine, dont le jugement était bien du ressort de la Faculté. Cette question vidée, l'assemblée eut encore le temps d'écouter la lecture d'un rapport sur un ouvrage de Berquin, dont le titre est resté en blanc dans le procès-verbal. Le rapporteur concluait à une condamnation, qui fut immédiatement prononcée. (XXIII.)

Le lundi suivant 22 juin, la Faculté, après avoir condamné le livre intitulé *De institutis humanis,* s'occupa du premier des sujets de plainte du roi. Elle décida que le bachelier dont les positions avaient été dénoncées comme séditieuses serait jusqu'à nouvel ordre exclu des actes de la Faculté, et qu'il expliquerait par écrit le sens de sa thèse et les raisons développées à la soutenance. Des commissaires furent invités à se réunir dans l'après-midi pour préparer d'humbles remontrances à présenter au chancelier. (XXIV.)

La séance du mardi 23 fut consacrée à l'audition des rapports que deux commissaires avaient rédigés sur deux ouvrages de Berquin, l'un relatif au sacerdoce [1], l'autre à diverses matières, celui-ci dépourvu de titre. Les ou-

[1] Le rapport de la Faculté, en date du 26 juin, le désigne ainsi : « Liber continens rationes Lutheri, quibus omnes christianos esse sacerdotes molitur suadere, signatus littera T, multis in locis abrasus, ad enervationem ordinis sacerdotalis et sanctissimi eucharistiæ sa-

vrages furent condamnés et les termes de la censure durent être arrêtés dans l'après-midi par les rapporteurs. (XXV.)

L'examen des livres de Berquin se continua dans la journée du 25. Il aboutit à la condamnation de la traduction française de ces trois ouvrages : 1° la *Trias Romana* d'Ulric de Hutten; 2° le livre composé par Luther pour montrer que le pape Léon X avait indûment condamné ses écrits aux flammes, et que lui, Luther, avait eu raison de faire brûler publiquement le Corps du droit canonique; 3° le *Paradisus Julii papæ*. Fut condamné en même temps un livre de Berquin intitulé « Decalus Moysi et pape »[1]. (XXVI.)

La Faculté ne travailla pas avec moins d'activité le lendemain 26 juin : elle condamna trois ouvrages dont il s'était trouvé des exemplaires entre les mains de Berquin. Les titres n'en sont pas insérés dans le procès-verbal; on y voit seulement que l'un d'eux était l'œuvre de Mélanchton. Au cours de la séance, Berquin demanda à être introduit dans l'assemblée; il entra accompagné de deux notaires, présenta une lettre du roi, en date du 24 juin, et demanda une réponse immédiate. On lui dit de se retirer un instant pour laisser les maîtres délibérer sur la réponse à lui faire. On lut alors la lettre du roi, qui parut ne pas s'accorder avec celle que la Faculté avait reçue une quinzaine de jours auparavant. Dans la seconde lettre, le roi demandait de suspendre l'examen et le jugement des écrits de Berquin; or cette opération était terminée, et le dossier en devait être porté le lendemain matin au Parlement. Berquin n'avait pas attendu la réponse. On convint que, s'il revenait, on lui dirait que la Faculté remercierait le roi de l'envoi de ses deux lettres, et qu'elle espérait le contenter en agissant pour le mieux. (XXVII.)

Dans une seconde séance tenue le vendredi 26 juin, on acheva de mettre en règle le dossier de l'affaire Berquin, et on renferma dans un sac tous les écrits provenant de la saisie; la remise en fut faite le soir même au greffe du Parlement. (XXVII.)

crificii impie contendens, multa blasphema atque hæretica complectitur. »

[1] Les quatre ouvrages condamnés le 25 juin 1523 par la Faculté étaient des traductions exécutées par Louis de Berquin. Le rapport daté du 26 juin les indique dans les termes suivants : « Tractatus seu liber quotatus numero 18 et littera S, continens rationes propter quas Lutherus Decretales ceterosque juris canonici libros igni publice tradidit, perperam, scandalose et schismatice e latino in gallicam linguam a dicto de Berquin traductus est. —



IMPRIMERIE NATIONALE.

Le lendemain 27, la Faculté approuva définitivement le texte des censures et d'une supplique adressée au Parlement pour qu'il voulût bien accueillir lesdites censures. Ainsi fut-il fait sans le moindre délai, grâce à l'appui de quelques amis et des avocats du roi[1]. (XXVIII.) Quelques jours plus tard, le samedi 8 août 1523, les livres de Berquin furent brûlés par l'autorité de la cour de Parlement, devant la grande église Notre-Dame de Paris[2].

L'affaire de Berquin avait tellement absorbé la Faculté qu'elle avait dû laisser de côté une des plaintes que le chancelier avait articulées dans la conférence du 19 juin : il s'agissait de la procédure entamée au sujet des Commentaires de Jacques Le Fèvre sur les Évangiles. Elle s'était bornée à affirmer dès le 20 juin qu'elle se réservait le droit exclusif de les examiner. Le 27, aussitôt après avoir renvoyé au Parlement le dossier Berquin, elle décida que les propositions extraites des Commentaires de Le Fèvre pourraient être communiquées au chancelier, non pas au nom de la Faculté, mais au nom des théologiens qui avaient fait ces extraits. Maître Guillaume Du Quesne s'offrit pour aller en faire la communication; mais trois jours plus tard, le 30 juin, il se récusa. On convint alors de ne pas aller trouver le roi avant d'en avoir reçu l'invitation; si on devait y aller, on se bornerait à exposer simplement l'affaire à Sa Majesté, sans prononcer de discours. De même, si le chancelier accordait une audience, on résumerait en peu de mots ce qui avait été arrêté dans les dernières séances. (XXIII, XXVIII et XXIX.)

Mais les préventions de la Faculté ne devaient pas empêcher le roi de prendre en main la cause de Le Fèvre. Le Parlement venait de suspendre la vente des Commentaires jusqu'au jour où la Faculté aurait prononcé sa sentence : le Grand Conseil fut aussitôt saisi de l'affaire, par des lettres d'évocation en date du 11 juillet. De là, grand émoi dans la Faculté. Elle décida, le 13 juillet, qu'il fallait saisir la première occasion pour aller conférer avec le

Idem censemus de libro quotato numero 5 et littera B, cooperto rubeo corio, qui nuncupatur *La Triade Romayne.* — Et consimiliter de libro quotato numero 20, littera U, qui intitulatur *Le Paradis du pape Jule*, et de alio libello omnino raso, legibili tamen, intitulato *Le Catholique du pape et de Moyse*, ligato cum libro qui dicitur Apologia, numero 4, littera D. »

[1] Le rapport adressé par la Faculté au Parlement, daté du 26 juin 1523, a été publié par D'Argentré, t. I, part. II, p. 404-406, et t. II, part. I, p. XI-XIII. — Voir aussi le registre de la Faculté, ms. latin 3381 B de la Bibl. nat., fol. 55.

[2] *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Lalanne, p. 169.

chancelier et pour lui remontrer dans quelle voie dangereuse le gouvernement s'engageait; on lui dirait que le roi n'avait pas compris la portée de l'évocation. Au besoin, on irait, si c'était possible, en parler à Sa Majesté. (XXX.)

Le 24 du même mois, la Faculté chargea Noël Béda et Guillaume Emery de se présenter devant le Grand Conseil, non pour en reconnaître la juridiction, mais pour la décliner de la façon la plus absolue. (XXXII.)

Sur ces entrefaites, on dénonça à la Faculté un augustin, Arnaud de Brouosse[1], dont les leçons et les sermons causaient du scandale à Paris. Il serait oiseux de suivre les incidents de cette affaire pendant la première quinzaine de juillet 1543. Je n'y relèverai que deux détails qui montrent quel intérêt portaient à l'inculpé François Ier et la reine Claude : le 13 juillet, le confesseur de la reine[2] fit une démarche et réussit à obtenir un adoucissement aux mesures disciplinaires qui avaient été prises contre ce religieux. (XXX.)

Le lendemain 14 juillet, sur la demande de l'avocat du roi, Lizet, se tint à la Sorbonne, à sept heures du matin, une assemblée à laquelle s'étaient rendus près de 80 maîtres. Lizet prononça un discours sur les faux rapports que des gens mal intentionnés avaient faits à François Ier pour l'exciter contre la Faculté à propos des poursuites commencées contre Arnaud de Brouosse. Le roi l'avait chargé de voir ce qu'il y avait de fondé dans de telles imputations. La Faculté, après mûre délibération, reconnut la nécessité d'aller se justifier auprès du roi : ce devait être facile, il suffirait de produire les écrits mêmes des malveillants. On chargea de cette mission trois délégués, porteurs du texte de tous les articles relatifs à cette question. (XXXI.)

Arnaud de Brouosse cessa d'être inquiété pour le moment; mais les imprudences qu'il commit quelques années plus tard fournirent à ses ennemis l'occasion de revenir à la charge. De nouveaux griefs étaient venus s'ajouter aux anciens, et on accusait toujours ce religieux d'avoir fourni à un haut personnage, sur les délibérations de la Faculté, des renseignements erronés, de na-

[1] Il est appelé « Arnoldus de Bornossio (*ou* Bornosio), de ordine fratrum eremitarum Divi Augustini », dans la *Collectio* de Du Plessis d'Argentré (t. I, part. II, p. 403, et t. II, part. I, p. XX et 233), et dans l'*Index* de Jourdain (p. 329).

[2] Probablement Gilbert Nicolaï. Voir D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. I, p. 2.

ture à indisposer le roi contre les théologiens[1]. Toutefois des raisons particulières déterminèrent la Faculté à le traiter avec indulgence : il dut seulement prendre l'engagement de se tenir désormais sur ses gardes[2].

Les affaires de Berquin, de Le Fèvre et de Brouosse avaient profondément agité la Faculté pendant les mois de juin et juillet 1523; les derniers mois de l'année ne furent guère moins troublés.

Le 11 août, le capitaine des archers de la garde du roi, connu sous le nom de Frédéric[3], remit à la Faculté une lettre de François Ier, dont nous ignorons le contenu, mais qui devait avoir trait aux traductions de la Bible et à la condamnation des livres de Berquin. (XXXIII.) Le lendemain 12, l'assemblée commença par déclarer que les traductions du grec en latin, ou du latin en français, ne devaient pas être tolérées. On agita ensuite la question de savoir s'il fallait envoyer à Blois des commissaires pour expliquer à la cour la condamnation des ouvrages de Berquin. Il fut décidé qu'au lieu d'aller à Blois, on écrirait une lettre que l'évêque de Troyes mettrait sous les yeux du roi. (XXXIV.) Un autre avis prévalut dans la réunion du 14 : en même temps qu'une lettre serait adressée au roi, deux commissaires se rendraient à Blois, pour remontrer à Louise de Savoie et au chancelier quel préjudice causait à la foi ce qu'on faisait au nom du roi pour les livres de Le Fèvre et de Berquin. (XXXV.)

La question des traductions de la Bible fut souvent et longuement discutée depuis le 17 août jusqu'au 1er décembre; elle souleva des objections qui empêchèrent la Faculté de se prononcer nettement sur les points en litige. (XXXVI-LI.)

On n'hésitait pas moins sur les démarches à faire auprès de la régente. Après bien des tergiversations, et sans même tenir compte d'une lettre parvenue au doyen le 19 septembre[4], on renonça à envoyer une députation à

[1] « . . . Leserat non parum matrem sanctam Facultatem, et adhuc gravius, tradendo cuidam aulico propositiones super quibus contra eum agebatur in Facultate ut illas domino regi presentaret, quia nec omnino erant eædem aut similes, nec fuerant fideliter in gallicum verse, hoc enim medio provocabatur regis animus in Facultatem innocentem. » Fol. 199.

[2] Sur les poursuites dont Arnaud de Brouosse fut l'objet au mois de novembre 1526 il faut voir le Registre des délibérations, fol. 198 v°-200 v°.

[3] Voir *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Lalanne, p. 170, 187 et 188.

[4] Par cette lettre, que le chancelier avait écrite au nom de la régente, la Faculté était

Blois. (XLI.) Il est évident que la régente était fort préoccupée des progrès de la Réforme. Au cours du mois d'octobre, elle députa à la Faculté un cordelier, Gilbert Nicolaï, chargé de demander des conseils sur la conduite à tenir pour préserver le royaume de l'invasion des doctrines de Luther, et pour justifier de grands personnages qui se plaignaient d'être injustement signalés comme fauteurs des nouvelles doctrines. (XLVI et XLVII.) Le texte de la réponse de la Faculté et celui du mémoire qu'on y avait annexé, le tout sous la date du 7 octobre 1523, nous ont été conservés par D'Argentré [1].

D'autre part, la Faculté n'était guère rassurée par les nouvelles qu'elle recevait des dispositions de la cour. La lettre du mois d'août avait été remise à François Ier par Guillaume Petit. Celui-ci fit savoir indirectement que le roi n'avait pas caché son mécontentement en voyant que les poursuites dirigées contre Berquin ne pouvaient manquer d'atteindre Érasme, dont il admirait la science et qu'il aurait voulu attirer à Paris. (L.)

L'influence du célèbre humaniste de Rotterdam inquiétait singulièrement les docteurs de la Faculté. Je vais relever les renseignements que le Registre des procès-verbaux nous apporte à ce sujet.

L'attention de nos théologiens s'était fixée dès le 16 juin 1523 sur le scandale que pouvait causer la circulation des ouvrages d'Érasme. (XX.)

Au mois d'août, ils avaient fait part de leurs craintes à l'évêque de Troyes, Guillaume Petit, confesseur du roi, dont la réponse fut communiquée à la Faculté, le 3 novembre, par le principal du collège Mignon. Guillaume Petit déclarait qu'il avait entretenu le roi de cette question, et il répétait les paroles de François Ier : « J'entends dire que les théologiens de Paris se disposent à condamner les livres d'Érasme, alors que je veux l'appeler près de moi. Je leur en écrirai. » Guillaume Petit demandait de rédiger et d'envoyer au roi un mémoire des erreurs contenues dans les œuvres d'Érasme. Mais la Faculté,

invitée à envoyer à Blois trois de ses docteurs, qui de là devaient, avec douze religieux des ordres mendiants, parcourir diverses provinces du royaume, dans lesquelles les doctrines luthériennes avaient fait des progrès. On voit dans le *Journal d'un bourgeois de Paris* (éd. Lalanne, p. 187) que le roi et la régente, en 1523, envoyèrent douze religieux des quatre ordres mendiants par toutes les contrées de France, en Normandie, en Champagne, en Picardie, en Guienne, en Auvergne, en Lyonnais, en Languedoc et en Dauphiné, pour prêcher la foi catholique et réduire au néant les hérésies de Luther.

[1] *Collectio judiciorum*, t. II, part. 1, p. 2 et 3.

trouvant prudent de ne pas agir en corps, agréa la proposition qu'un de ses membres les plus autorisés, Noël Béda, lui fit de répondre en son nom privé à Guillaume Petit et de lui envoyer un relevé des passages suspects. (L.)

Au mois de janvier suivant (1524), la Faculté eut à s'occuper en particulier de deux ouvrages d'Érasme : la Paraphrase de l'Évangile de saint Luc [1], et l'Exposition de l'Oraison dominicale [2]. Le Parlement l'avait consultée pour avoir son avis sur la requête d'un libraire, Courard [3], qui voulait obtenir la permission d'imprimer la Paraphrase. La question de l'Exposition de l'Oraison dominicale était particulièrement délicate : le Parlement en avait autorisé l'impression par un arrêt rendu sur le rapport de plusieurs présidents ou conseillers. (LII et LIII.)

L'année suivante (1525), au mois de mai et de juin, la Faculté eut à examiner les traductions françaises de quatre ouvrages d'Érasme : la Déclaration des louanges de mariage, la Brièvе admonition de la manière de prier, le Symbole des apôtres et la Complainte de la paix. Elle n'hésita pas à les condamner dans les termes les plus énergiques, et la Complainte de la paix fut signalée au procureur du roi comme devant être livrée aux flammes [4]. (LXVIII et LXIX.) L'auteur des traductions n'est point nommé dans la délibération; mais un texte recueilli par D'Argentré les attribue à Louis de Berquin.

Au mois de mai 1526, les Colloques ne furent pas jugés plus orthodoxes. La lecture en fut interdite aux fidèles, et surtout aux jeunes gens. Des démarches durent être faites pour que le livre fût supprimé par le Parlement : *Suprema curia, que christianissimo zelo pestiferas doctrinas solet odio prosequi atque pernitiosas execrari novitates.* (LXXVII-LXXIX.) Le texte de la décision [5]

[1] On n'a point signalé d'édition parisienne de la Paraphrase d'Érasme sur Saint Luc; la première édition avec date connue est celle qui parut à Bâle en 1523.

[2] « Quamdam expositionem orationis dominice nuper ab Erasmo emissam. » Fol. 125. — M. Vander Haeghen (I, 157) indique une édition de la *Precatio dominica* publiée à Paris en 1523, in-8°.

[3] Fol. 124 v°. Il s'agit peut-être de Conrad Resch, qui avait fait imprimer à Paris en 1523, par Pierre Vidoue, la Paraphrase d'Érasme sur les Épîtres canoniques.

[4] *Collectio*, t. II, part. 1, p. 43.

[5] La censure des Colloques a été publiée par D'Argentré, t. II, part. 1, p. 47-52. — Le texte des censures prononcées contre les ouvrages d'Érasme est dans le registre de la Fa-

fut communiqué le 1er septembre suivant à un religieux célestin qui voulait l'envoyer à Louvain. (LXXXI-A.)

Le 9 juillet de la même année, la Faculté, sur l'invitation du Parlement, nomma une commission de douze théologiens pour examiner l'*Elenchus* d'Érasme [1], violente critique des censures de Noël Béda. (LXXX.)

Mais un incident bien imprévu vint alors arrêter la Faculté dans les attaques qu'elle dirigeait contre les écrits d'Érasme. Le 16 mai, elle avait encouragé la mise sous presse du livre que Noël Béda avait composé pour réfuter à la fois les écrits de Jacques Le Fèvre et la Paraphrase d'Érasme sur les Évangiles et les Épîtres canoniques [2]. (LXXIX.) Or, le 17 août, le Parlement manda le doyen Philippe Odouart, le syndic Noël Béda et Jacques Merlin, chanoine de Notre-Dame, et leur déclara que le roi venait de donner des ordres pour saisir les écrits dirigés par Noël Béda contre Jacques Le Fèvre et Érasme : la vente devait en être interdite jusqu'au jour où le roi l'autoriserait; la Faculté ne pouvait rien publier contre personne sans le consentement formel du Parlement, ce qui, toutefois, selon l'opinion du président Guillard, devait s'entendre des critiques individuelles des théologiens, et non pas des conclusions ou des sentences doctrinales de la Faculté. Ceux qui avaient par surprise fait signer cette lettre au roi l'expliquaient en disant que la Faculté n'avait pas tenu compte de l'évocation faite en 1523 au sujet des Commentaires de Le Fèvre. Noël Béda réclama avec énergie, et fit comprendre aux magistrats que le roi n'aurait jamais envoyé pareille lettre s'il avait été exactement renseigné. Il faudrait rétablir les faits et les exposer au roi avec une respectueuse modération, aussitôt qu'il serait de retour à Paris. La Faculté ne pouvait d'ailleurs s'abstenir de signaler les dangers que couraient la foi et les mœurs. La Cour accueillit donc avec bienveillance les observations des théologiens; elle compatissait à leurs embarras, et semblait donner des conseils plutôt que des ordres. On fit un rapport de l'entrevue à la Faculté le 18 août, et après avoir pris connaissance de la lettre du roi et d'une lettre adressée au

culté, ms. latin 3381 B de la Bibl. nat., fol. 66 et 99.

[1] *In Censuras erroneas Nat. Bedæ Elenchus.* [Basileæ], Froben. s. d. in-8°.

Cet ouvrage d'Érasme a été réimprimé plusieurs fois sous le titre de *Supputationes errorum in Censuris Natalis Bedæ.*

[2] Une édition de la Paraphrase des Épîtres canoniques avait été imprimée à Paris en 1523 par Pierre Vidoue.

roi par Érasme [1], lettre qui parut très séditieuse, pleine de scandales et manifestement favorable aux hérétiques, on décida qu'une lettre serait écrite au roi, et la préparation en fut confiée au doyen assisté de quatre commissaires : Le Clerc, Clichtoue, Béda et Merlin. (LXXXI.) Nous ignorons quelle suite fut alors donnée à l'affaire; mais nous la trouvons reprise trois mois plus tard.

Le 20 novembre 1526, la Faculté était convoquée pour recevoir communication d'un projet d'articles à soumettre au roi, projet qui avait été préparé par le syndic Noël Béda. L'assemblée, après en avoir délibéré, décida que le théologien qui porterait la parole n'entrerait pas dans des détails personnels à Érasme, à Le Fèvre et aux autres écrivains incriminés, à moins d'y être contraint par une urgente nécessité; mais on pourrait en glisser quelques mots à l'oreille du roi. On apporterait plusieurs exemplaires d'un mémoire des principales erreurs condamnées, pour les distribuer à la mère du roi, aux princes et aux courtisans. On en donnerait au chancelier une copie, à laquelle seraient joints les articles relevés par Béda. Plusieurs des théologiens seraient prêts à prendre la parole, si besoin était, et, en vue de cette éventualité, on désigna Le Clerc, Béda et Villepoys. Ce plan de campagne ne fut cependant pas définitivement arrêté. (LXXXIV.)

Le 1er décembre, la Faculté trouva à propos de ne pas communiquer le relevé des erreurs contenues dans les livres de Le Fèvre, d'Érasme, de Meigret, de Caroli et de Berquin, comme on avait cru pouvoir le faire, sans avoir relu et discuté les articles relatifs à Le Fèvre, le reste étant déjà bien jugé. (LXXXV.)

Ce fut seulement le 10 décembre que la discussion fut ouverte. Ce jour-là, lecture fut donnée des propositions erronées qu'on avait relevées dans les livres de Jacques Le Fèvre. On proposa d'en remettre une traduction française au roi, à la mère du roi, à plusieurs seigneurs de la cour, et d'en communiquer le texte latin au chancelier. Trois autres séances furent encore consacrées à l'examen de ces articles, qui furent définitivement adoptés le 14 décembre, pour être présentés au roi et à quelques grands personnages. Nous ignorons sous quelle forme s'en fit la présentation. (LXXXVI-LXXXIX.)

[1] Cette lettre, datée de Fribourg, le 16 juin 1526, a été publiée par Du Boulay, t. VI, p. 194 et 195.

Le texte des censures n'est point inséré dans le Registre des conclusions. La partie qui se rapporte aux assertions d'Érasme, et qui avait sans doute été rédigée dès le mois de juillet, nous est parvenue par une autre voie; elle n'occupe pas moins de 25 pages dans le recueil de D'Argentré [1].

Le résultat des conférences fut très probablement porté sans le moindre retard au chancelier. Nous voyons, en effet, que, le 15 décembre, le lendemain même du vote des censures, la Faculté envoya une députation à Antoine Du Prat, pour le conjurer de prendre en main la défense de la foi catholique, comme il avait moyen de le faire en qualité de métropolitain de la province de Sens et de chancelier du royaume. La députation devait lui demander si les mesures prises ou réclamées en faveur de Caroli, de Meigret, de Berquin, de Le Fèvre, d'Érasme et de Gérard lui paraissaient justes et de nature à faire honneur au roi. Cette mission dut être remplie par Clichtoue, par Béda et par Loret. (XC.)

La Faculté ne semble guère avoir obtenu satisfaction, et la lutte recommença avec plus de vivacité quelques mois plus tard. Le 9 juillet 1527, François Ier, étant à Écouen, écrivit une lettre à l'Université de Paris, pour se plaindre de la mauvaise foi avec laquelle Noël Béda travaillait à faire censurer les ouvrages d'Érasme. Symphorien Bullioud, évêque de Bazas, présenta cette lettre le lendemain matin à l'assemblée de l'Université, et demanda qu'il y fût répondu le jour même, en français ou en latin [2]. Le Registre de M. le duc de La Trémoïlle ne contient aucune allusion ni à la mission de l'évêque de Bazas, ni aux incidents qui suivirent, et dont le plus saillant fut l'emprisonnement des maîtres qui résistaient aux ordres du roi [3]. Nous y voyons seulement qu'à la date du 14 septembre la Faculté de théologie mit à l'ordre du jour la question du livre de Béda dénoncé au nom du roi par l'évêque de Bazas [4] et l'examen des propositions tirées des écrits d'Érasme. Le procès-verbal est conçu dans des termes très vagues. (XCIV.)

Le Registre nous apprend qu'on s'occupa de ces affaires pendant les mois de septembre et d'octobre. (XCIV-XCVI.) Mais il n'entre pas dans le détail,

[1] T. II, part. 1, p. 53-77.

[2] Du Boulay, t. VI, p. 200.

[3] *Ibid.*, p. 201.

[4] Il s'agit du volume qui parut en 1526, chez J. Bade, sous le titre de *Annotationum Natalis Bedæ in Jacobum Stapulensem libri duo, et in Erasmum liber unus super Evangelia et Epistolas canonicas.*



IMPRIMERIE NATIONALE.

et il passe absolument sous silence la censure des ouvrages d'Érasme dont le libellé fut arrêté le 16 décembre 1527[1].

Érasme était tellement suspect à la Faculté qu'elle vit d'un mauvais œil l'édition que le libraire parisien Chevallon avait faite en 1529 des œuvres de saint Ambroise suivant la recension d'Érasme. Elle le fit savoir en termes comminatoires au pauvre libraire, le 1er février 1530 (CIX), et cependant celui-ci, pour la réimpression du Saint Ambroise d'Érasme, s'était assuré la collaboration de Guillaume Petit, l'évêque de Troyes, qui lui procura la collation de deux anciens manuscrits.

Pour éviter le retour de pareils ennuis, Claude Chevallon soumit préalablement à l'examen de la Faculté, le 15 février 1530 (n. st.), l'édition qu'il préparait des œuvres de saint Augustin (CXI), et qui parut sous la date de 1531-1532, en dix volumes in-folio. Le texte publié par Érasme en avait été revu sur d'anciens manuscrits par Jacques Hæmer, qui, dans une épître dédicatoire adressée à Jean Bordier, abbé de Saint-Victor, explique comment Érasme avait introduit dans son texte beaucoup de leçons conjecturales.

Le nom d'Érasme revient une dernière fois dans notre Registre au mois d'avril 1532. Le syndic de la Faculté lui dénonça un pamphlet dans lequel étaient attaqués en même temps la censure de la Faculté et un écrit de Josse Clichtoue. Il s'agissait évidemment du volume qui parut à Bâle en 1532 sous le titre de : *Dilutio eorum quæ Jodocus Clithoueus scripsit adversus declamationem suasoriam matrimonii.* La Faculté commença, le 3 avril, par inviter les libraires à ne point vendre ce volume, à ne point le recevoir en dépôt et surtout à ne point le réimprimer. Le 15 et le 25, elle prépara la rédaction de nouvelles censures; mais, le 2 mai, elle décida de ne pas entrer dans le détail des articles à condamner, et se borna à déclarer que le livre était à supprimer et à retirer des mains des fidèles. Elle ajourna l'examen de la forme à donner à la condamnation et de l'époque à laquelle la condamnation serait publiée. Ne sachant à qui recourir, aux juges délégués en matière de foi, au Parlement ou à l'évêque de Paris, elle aurait voulu qu'un des maîtres fît paraître en son nom personnel un écrit qui mît les fidèles en garde contre les nouvelles erreurs d'Érasme. (CXX-CXXIII.)

[1] D'Argentré, t. II, part. 1, p. 53-77.

Là s'arrêtent les renseignements que le Registre retrouvé par M. le duc de La Trémoïlle nous apporte sur l'opposition que souleva à Paris l'apparition de plusieurs ouvrages d'Érasme.

En lisant les procès-verbaux, dont nous venons de résumer quelques pages, on peut se rendre compte du caractère des docteurs qui étaient à la tête de la Faculté, de l'influence dont ils jouissaient, de leurs rapports avec la cour et le Parlement, de leur infatigable vigilance à découvrir les atteintes directes ou indirectes portées à l'orthodoxie par les écrivains, les professeurs et les prédicateurs. Leur zèle ne s'exerce pas seulement à Paris; il s'étend aussi sur les provinces. Ils s'inquiètent des scandales qui leur sont signalés à Beauvais[1], à Meaux[2], à Étampes[3], à Rouen[4], à Séez[5], à Lyon[6] et sur beaucoup d'autres points du royaume. Ils s'alarment des traductions françaises de la Bible, du Symbole et des Oraisons[7]; ils se défient de l'étude du grec et de l'hébreu[8]; ils s'épuisent à éplucher mot à mot les livres qui sortent des presses françaises ou étrangères; ils en tirent des « propositions », sur lesquelles s'engagent d'interminables controverses, aboutissant le plus souvent à de rigoureuses censures et servant parfois de base à des poursuites criminelles.

Les écrits des Pères de l'Église et ceux des docteurs qui jouissaient du plus grand crédit n'étaient soustraits ni à l'examen ni même à la censure de la Faculté. Les éditeurs devaient lui adresser d'humbles requêtes pour obtenir l'autorisation d'imprimer ou de réimprimer les ouvrages d'auteurs tels que saint Eucher et saint Basile[9], Rémi d'Auxerre[10], saint Bruno[11], saint Ber-

[1] Fol. 46-48 v°, 50 v°, 51.

[2] Fol. 107 v°, 202, 209, etc. — Le 3 novembre 1525, Noël Béda demande le remboursement de dépenses faites pour arrêter un tailleur (*sutor*) nommé Testelette, qui avait invectivé le vicaire de Saint-Christophe de Meaux; fol. 182.

[3] Fol. 68 v°.

[4] Fol. 77 v°.

[5] Fol. 68, 69 v°, 70, 183.

[6] Fol. 143 v° et suiv.

[7] Fol. 104 v°, 105 v°, 106, 113, 115 et v°, 119 v°, 149, 211.

[8] Fol. 233.

[9] Autorisation de publier un livre et une épître de saint Eucher, avec une épître de saint Basile. 10 septembre 1524. Fol. 150. — L'affaire avait été introduite dans une assemblée du 27 août 1524. Voir le fol. 148 v°.

[10] Autorisation d'imprimer « expositionem Remigii, antiqui doctoris, in evangelia ». 15 septembre 1529. Fol. 229.

[11] Autorisation de publier les œuvres du fondateur de l'ordre des Chartreux : « Opera Brunonis, ordinis Carturiensis institutoris et patris. » 1er avril 1524. Fol. 132.

nard [1], Hugues de Saint-Victor [2], Pierre Lombard [3], saint Bonaventure [4] et Denys le Chartreux [5].

C'est à l'aide des procès-verbaux qu'on peut suivre, dans toutes leurs péripéties, les luttes soutenues par les théologiens soupçonnés plus ou moins justement de favoriser la doctrine luthérienne, notamment : Claude Cousin, dominicain [6], Denis Marcel, gardien du couvent des Cordeliers de Séez [7], Martial Masurier, curé de Saint-Martin de Meaux [8], Pierre Caroli, du même diocèse [9], maître Pierre « de Novimagio », dominicain [10], Charles de Bovelles [11], Géraud, trésorier de l'église de Meaux [12], Aimé Meigret, dominicain, qui avait causé de grands scandales à Lyon et dans le Dauphiné [13]; maître Nicolas Le Clerc, auteur d'un livre français sur les Évangiles [14], Jacques Pouent et

[1] Refus d'autoriser la publication d'une traduction française des quatres homélies de saint Bernard sur le texte *Missus*. 26 octobre 1523. Fol. 115 v°.

[2] Demande faite par Josse Clichthoue, au nom des religieux de Saint-Victor, de mettre en vente l'édition des œuvres de Hugues de Saint-Victor, qui était à peu près achevée. 15 septembre 1526. Fol. 195 v°.

[3] Demande d'examen de l'Exposition des épîtres de saint Paul par le Maître des Sentences. 1er septembre 1526. Fol. 194 v°.

[4] Autorisation de publier l'Exposition du psaume *Beati immaculati*, par saint Bonaventure. 1er avril 1524. Fol. 132.

[5] Autorisation de publier des ouvrages de Denys le Chartreux, « paucis prius per ipsos deputatos (les examinateurs) in aliquibus locis permutatis, que potuissent hoc tempore aliquos offendere ». 1er juin 1530. Fol. 234 v°.

[6] Fol. 46, 47 v°, 48 v°.

[7] Fol. 68-70.

[8] Fol. 71, 92, 97 v°-99 v°, 102, 110 v°-112, 115-120, 125 v°-127 v°, 172 v°-178, 209, 218 et v°, 235 v°, 237 v°.

[9] Fol. 97 v°-99 v°, 102, 108 v°, 115 et v°, 118 v°, 119 et v°, 122 v°-124, 147-166, 179-182, 197, 201, 208, 220 v°, 224 et v°, 233 et v°, 268 et v°. Cf. D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. 21-29; le registre de la Faculté, ms. latin 3381 A de la Bibl. nat.; Haag, *La France protestante*, 2e édit., t. III, p. 770.

[10] Fol. 105 v°. Conf. fol. 120. Voir Quétif et Échard, *Scriptores ordinis Prædicatorum*, t. II, p. 64.

[11] Fol. 147, 168 v°, 169 v°, 173 et 185.

[12] Fol. 148.

[13] Fol. 143 v°-147, 163 v°-169 v°, 189 v°. — Plusieurs de ces articles visent l'opuscule que Brunet (III, 1578) indique en ces termes : « Epistre en latin de maistre Aimé Meigret, théologien, à messeigneurs de parlement de Grenoble; plus un sermon en françois presché à Grenoble par ledit Meigret le jour de saint Marc evangeliste, l'an de grace mil cinq cens vingt quatre. » Sans lieu ni date. In-16 de 47 feuillets. — Voir le registre de la Faculté, ms. latin 3381 B de la Bibl. nat., fol. 5, *Scriptores ordinis Prædicatorum*, t. II, p. 58; D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. 9-17; *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Lalanne, p. 226.

[14] Fol. 182 v°.

l'apologiste de celui-ci, Mathieu Saunier [1], Jean Bernard, augustin [2], Jean Barenton, augustin [3], Étienne Le Court, curé de Condé, au diocèse de Séez [4].

A plusieurs reprises, en 1530, 1532 et 1533, nos théologiens voulurent censurer les œuvres du cardinal Cajetan [5]. Le 24 juillet 1529, ils condamnèrent les changements qu'on voulait introduire dans un psautier disposé à l'usage de l'église de Soissons [6]. En 1522 ils avaient obligé leur doyen, maître Geoffroi Boussard, à supprimer un discours qu'il avait mis en tête d'une exposition des Sept psaumes et dans lequel étaient dénigrés Étienne de Poncher, archevêque de Sens, François de Poncher, évêque de Paris, quelques prélats défunts et plusieurs membres du Parlement [7]. L'année suivante, ils n'autorisèrent pas sans observations la mise en vente de l'*Antilogia* de Jérôme de Hangest [8]. En 1525, ils exigèrent des coupures dans les sermons de Michel Menot [9], et en 1528 la correction de deux passages d'un livre de maître Pierre Cousturier (*Sutor*), de l'ordre des Chartreux [10].

Un long mémoire serait nécessaire pour donner une idée des orages que déchaîna l'Apologie d'Origène, composée par Jacques Merlin, un des plus savants et laborieux chanoines de l'église de Paris [11]. D'Argentré [12] a résumé le débat qui s'engagea au sujet de ce travail de Jacques Merlin, et d'une réfutation qu'en fit aussitôt Noël Béda. Mais il est loin d'avoir connu tous les détails de cette interminable querelle, qui dura au moins du 11 février 1522

[1] Fol. 184. — Conf. le ms. latin 3381 A de la Bibl. nat., fol. 40, et D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. 30-34.

[2] Fol. 189 v°. — Conf. le document inséré dans le ms. latin 3181 A de la Bibl. nat., fol. 64.

[3] Fol. 233 v° et 234.

[4] Fol. 245 v°. — Cf. d'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. 93-98.

[5] Fol. 234 v°, 251, 256-260 v°, 263 v°-264 v°. — Déjà en 1516 la Faculté avait été sur le point de censurer un traité du même auteur, qui était alors général de l'ordre des Dominicains. Fol. 50.

[6] Fol. 228.

[7] Fol. 80 v° et 81. Conf. Du Boulay, *Hist. univ.*, t. VI, p. 151.

[8] Fol. 109. — Nicolas Clément a marqué parmi les ouvrages manquant à la Bibliothèque du Roi : *H. de Hangesto, Antilogia adversus pseudo-christ.* Paris, 1523.

[9] Fol. 169.

[10] Fol. 218 v°.

[11] La Faculté s'occupa le 8 octobre 1524 d'une difficulté qui s'était élevée à l'occasion d'un passage de la préface du Recueil des Conciles publié par ce Merlin, chez Galiot Du Pré. Fol. 156 du Registre.

[12] *Collectio judiciorum*, t. II, part. 1, p. IX et X.

au 1er février 1527 et à laquelle se rapportent près de trente articles du Registre des conclusions [1]. L'un d'eux a trait à une pièce de polémique qui avait été composée à Cambrai [2]; un autre a pour objet les mesures que Merlin voulait faire prendre, au mois d'avril 1522, pour empêcher maître Jean de Marnef, l'un des quatre principaux libraires jurés de l'Université, de continuer l'impression de dialogues composés par Noël Béda comme réfutation de l'Apologie d'Origène: la Faculté se prononça contre les prétentions de Merlin [3].

Ces luttes sont très intéressantes à suivre dans les procès-verbaux des assemblées de la Faculté; mais ce qui en forme le principal attrait, c'est qu'on y entrevoit dans quelle mesure et avec quelles hésitations François Ier, Louise de Savoie et Marguerite d'Angoulême intervinrent à différentes reprises, parfois pour encourager le zèle des docteurs, plus souvent pour le modérer et pour protéger plus ou moins énergiquement les persécutés.

Les détails que j'ai donnés, et mieux encore les fragments qui seront publiés comme exemples à la fin de cette notice, montrent suffisamment quel parti on pourra tirer du Registre de M. le duc de La Trémoïlle pour l'histoire religieuse du règne de François Ier. Je ne poursuivrai donc pas davantage l'analyse des procès-verbaux. Je me borne, en terminant, à signaler encore les renseignements qu'ils nous apportent sur des incidents qui eurent un assez grand retentissement en 1530 et en 1533 : l'examen de la validité du premier mariage de Henri VIII, roi d'Angleterre; l'émotion causée par les prédications de Girard Roussel, au Louvre, en présence de la reine de Navarre, et les censures dont fut menacé un livre de cette princesse : *Le Miroir de l'âme pécheresse.*

En 1530, la Faculté se trouvait mêlée à une affaire dont les conséquences furent extrêmement graves, le divorce de Henri VIII, roi d'Angleterre. Le mariage de ce prince avec Catherine d'Aragon, veuve de son frère aîné, n'avait pu être célébré, en 1509, qu'en vertu d'une dispense accordée par le pape. Plus tard, quand le roi voulut divorcer, pour épouser Anne Boleyn, il fit soutenir par ses avocats que le pape n'avait pas eu le droit d'accorder une telle

[1] Fol. 74 v°-76, 80, 98, 101 v°, 131 v°, 132, 141 v°, 142, 145 v°, 184 v°, 192 v°, 195-201, 203-205 v°. — [2] Fol. 74 v°. — [3] Fol. 76.

dispense et qu'un mariage contracté dans ces conditions était nul et devait être cassé. Il importait de faire consacrer cette doctrine par un corps aussi autorisé que la Faculté de théologie de l'Université de Paris [1]. Les agents de François Ier, gagnés à la cause de Henri VIII, réussirent dans cette audacieuse entreprise. Ils se procurèrent un acte solennel, portant que la Faculté, dans une assemblée tenue à Saint-Mathurin, le 2 juillet 1530, déclarait que le pape ne pouvait accorder une dispense pour le mariage d'un frère avec la veuve d'un frère décédé sans enfants [2] : *nuptiæ cum relictis fratrum decedentium sine liberis sic naturali jure pariter et divino sunt prohibitæ, ut super talibus matrimoniis contractis sive contrahendis summus pontifex dispensare non possit.*

Cette déclaration, dont l'authenticité a été contestée [3] et que la Faculté semble avoir désavouée, avait été obtenue à la suite d'intrigues dont les principaux meneurs furent le grand maître Anne de Montmorency, le diplomate Guillaume Du Bellay, le frère de celui-ci, Jean Du Bellay, évêque de Bayonne, Pierre Lizet, premier président du Parlement, et Guillaume Petit, évêque de Senlis. L'histoire de ces intrigues est trop compliquée pour être rapportée

[1] On a produit une déclaration de la Faculté de décret, favorable aux projets de Henri VIII, qui aurait été votée à Saint-Jean-de-Latran, le 23 mai 1530, et dont il a existé dans les archives de la couronne d'Angleterre une expédition originale signée « De Boncourt ». Le texte en a été inséré à la page 4 d'un livret in-4°, publié à Londres au mois d'avril 1530 (v. st.), sous ce titre : *Gravissimæ atque exactissimæ illustrissimarum totius Italiæ et Galliæ academiarum Censuræ, ... de veritate illius propositionis, videlicet quod ducere relictam fratris mortui sine liberis ita sit de jure divino et naturali prohibitum, ut nullus pontifex super hujus modi matrimoniis contractis sive contrahendis dispensare possit.* (Bibl. nat., Nc. 84.) Voir Rymer, éd. de La Haye, t. VI, part. II, p. 155.

[2] La déclaration du 2 juillet 1530 a été publiée à Londres, au mois d'avril suivant, à la page 6 du livret cité dans la note précédente (*Gravissimæ atque exactissimæ*, etc.). Elle est imprimée dans Rymer (éd. de La Haye, t. VI, part. I, p. 155) d'après une expédition originale signée par J. Tannel, greffier de la Faculté. On la trouve aussi dans la *Collectio* de Du Plessis d'Argentré, t. II, part. II, p. 99* ou 100.

[3] On peut critiquer la régularité des moyens employés pour obtenir la déclaration, mais on ne saurait en contester ni la teneur ni la date. Indépendamment des témoignages anciennement connus des historiens français, nous savons aujourd'hui qu'il existe au Record Office, à Londres, une copie notariée de la déclaration expédiée le 6 juillet, et que Reginald Pole, agent de Henri VIII à Paris, se hâta d'annoncer à son maître, dès le lendemain, 7 juillet, que son affaire venait d'être achevée dans l'assemblée du samedi 2 du même mois. Voir dans la collection des *Calendars* du Maître des Rôles le recueil formé par J. S. Brewer, *Letters and papers foreign and domestic of the reign of Henry VIII*, vol. IV, part. III, p. 2923 et 2927, nos 6497 et 6505.

ici; les principaux incidents en ont été exposés par l'abbé Le Grand [1] et tout récemment par M. l'abbé Féret [2], d'après des lettres provenues des archives de la famille de Montmorency et arrivées à la Bibliothèque nationale avec les collections de Béthune [3]. Le Registre découvert par M. le duc de La Trémoïlle permettra d'y ajouter quelques traits nouveaux et de fixer la chronologie de plusieurs détails importants.

Je dois me borner ici à analyser les articles du Registre qui se rapportent à cette délicate affaire. Il n'en est point question dans le Registre antérieurement au 1er février 1530 (n. st.), bien que la Faculté ait dû en être saisie avant la fin de l'année 1529 [4].

Le 1er février 1530 (n. st.), Jacques Berthelemi se plaint de la façon dont on a recueilli et dont on recueille isolément les opinions contradictoires des maîtres au sujet des dispenses accordées par le Saint-Siège. (CVIII.) Le 4 du même mois, il est décidé que toutes les opinions recueillies à ce sujet seront remises entre les mains de maître Wayn, et qu'à l'avenir aucun maître ne devra donner isolément son opinion sur cette matière. (CX.)

Le 1er avril, la Faculté, conformément à la proposition du syndic, Noël Béda, repoussa à l'unanimité la demande d'un théologien espagnol, maître Pierre de Garray, qui aurait voulu avoir communication de l'opinion émise par Béda et par plusieurs autres maîtres au sujet du pouvoir du pape en matière de dispenses; cette opinion était consignée dans une pièce déposée au greffe de l'officialité de Paris. (CXII.)

Le samedi 16 juillet, Noël Béda se plaint de la façon dont Guillaume Petit, évêque de Senlis, avait tiré des archives, pour le communiquer à Lizet, pre-

[1] *Histoire du divorce de Henri VIII, roy d'Angleterre, et de Catherine d'Arragon.* Paris, 1688. Trois vol. in-12.

[2] Article intitulé *Le premier divorce de Henri VIII*, publié dans la *Revue des questions historiques*, du 1er juillet 1898, t. LXIV, p. 72-78.

[3] La plupart de ces lettres ont été publiées dans le tome III de l'ouvrage de Le Grand.

[4] On lit dans une lettre que Jean Du Bellay adressait de Londres, le 29 décembre 1529, à Anne de Montmorency : « Je n'ay encores veu ce roy (Henri VIII), ne ceulx qui ont le crédit envers luy, en si bon train qu'ils sont; à quoy a merveilleusement aydé ce que vos theologiens ont faict, selon l'advis qui est venu des ambassadeurs; mais il y a ung Beda de ce nombre, qui est un très dangereux marchant; et ne seroit grant besoing d'en avoir beaucoup de tels en une bonne compagnie. . . » Le Grand, *Preuves de l'histoire du divorce*, t. III de l'*Histoire*, p. 421.

mier président du parlement, le cahier renfermant les opinions des maîtres de la Faculté touchant le divorce du roi d'Angleterre; sur quoi, il est décidé que, le lundi ou le mardi de la semaine suivante, deux commissaires, accompagnés du sous-bedeau, iront trouver Guillaume Petit, qui s'était éloigné de Paris, et réclameront la réintégration du cahier dans les archives de la Faculté. Guillaume Petit dut répondre que la réintégration dépendait du premier président Lizet. Mais la démarche qui fut faite auprès de ce magistrat, et dont il fut rendu compte à la Faculté, demeura sans résultat. (CXV-CXVI.)

Le 13 août, on convint d'attendre pendant huit jours le retour de Guillaume Petit, pour lui envoyer une députation de quatre membres chargés de réclamer en termes pressants la restitution du cahier; la Faculté verrait alors ce qui serait à faire s'il ne lui avait pas été donné satisfaction. En même temps, elle fit défendre à tous les maîtres qui n'avaient pas pris part aux délibérations antérieures de donner leur avis sur cette question, soit dans un sens soit dans un autre. (CXVII.)

Enfin, le 1er février 1531 (n. st.), Pierre de Garray ayant fait une nouvelle démarche pour obtenir communication de toutes les pièces relatives à l'affaire du roi d'Angleterre, on résolut d'en référer au premier président Lizet, qui était au courant de la question et qui pouvait donner un avis sur ce qui était à faire en cette circonstance. (CXIX.)

A dater de février 1531, notre Registre garde un silence complet sur le divorce de Henri VIII.

Il y a là d'étranges et énormes lacunes. Il est de toute évidence que le rédacteur du Registre a systématiquement omis de noter nombre d'incidents fort graves, dont on suit, non sans difficulté, la trace dans la correspondance de Montmorency. Le Registre ne contient pas la moindre allusion aux assemblées tumultueuses du 8, du 9 et du 11 juin, dont Guillaume Du Bellay rendit compte au roi dans une longue dépêche datée du 9 et du 12 de ce mois [1].

[1] « J'ay différé jusques aujourd'huy à presenter voz lettres du VIIe du moys passé à messieurs les doyen et docteurs de la Faculté de theologie de ceste Université... Et y assistèrent messeigneurs les evesque de Senlys, abbez de Premonstré, de Chailly, de Cuyssy, de Saint-Martin de Laon, de Vendosme, de Foncombault et aultres abbez, plusieurs doyens, archediacres et chantres d'eglises collegiales, prieurs, generaulx, provinciaulx, ministres et gardiens



IMPRIMERIE NATIONALE.

Il ne mentionne pas même la séance du 2 juillet dans laquelle fut prise la délibération, ci-dessus signalée, qui pesa d'un si grand poids pour faire prononcer la nullité du premier mariage de Henri VIII.

L'année 1533 fut signalée par les agitations auxquelles donnèrent naissance ou prétexte les prédications faites par maître Girard Roussel pendant le carême, au Louvre, devant la reine de Navarre [1]. Quelques-unes des propositions émises par Roussel furent relevées dans les chaires des paroisses de Paris, notamment par le syndic de la Faculté, Noël Béda, avec une telle violence qu'on put craindre un soulèvement populaire contre ceux qui passaient pour fauteurs des doctrines luthériennes.

de l'ordre des quattre mendians, tous docteurs de ceste Université et Faculté, gens de sçavoir, aage et auctorité, et tous assemblez et venuz par vostre commandement, es presences desquelx je proposay comment le roy d'Angleterre, vostre bon frère, se trouvant en grant scrupule *etc.*... Pour ces raisons et pour estre la matière de consequence et digne d'estre bien veue et discutée, vous aviez faict assembler la dicte Faculté en tel et si suffisant nombre que pieça ne fut en pareil, les pryant et neantmoins enjoignant qu'en se recommandant à Dieu, après celebration d'une messe du Saint Esprit, ilz eussent à bien veoir les articles qui sur ceste matière leur seroient proposez... Cela dict, Sire, et adherent tousjours à ma première parole, je me departy, pour les laisser plus librement conclure de ce qu'ilz avoient affaire. Les premiers deliberans furent d'advis que vostre requeste estoit si juste et raisonnable que non seulement à vous, mais à la plus vile ou estrange personne du monde, ne se povoit selon Dieu reffuser, et à ceste cause que promptement vous debvoient obeir. Aultres furent d'advis qu'estant la Faculté subgette au pape *etc.*... Aultres, pour moderer ceste segonde deliberacion, furent d'opinion que *etc.*... Aucuns personnages d'auctorité en la dicte Faculté voulurent reprendre la parole et leur remonstrer premierement que *etc.*... Durant lesquelx propos, et cependant que leur bedeau recolligeoit les noms et opinions des deliberans, pour veoir quelle seroit l'opinion de la plus grant partie, se leva ung des dicts seigneurs noz maistres, qui luy arracha le roolle des poings et le descyra. Et sur ce poinct se levèrent en troppe, et avecques grand et desordonné tumulte commencèrent aucuns à cryer que c'estoit assez faict et parlé, et que la plus grande et plus saine partie estoit d'advis de non deliberer sans escripre à vous, Sire, et au pape. Ainsi se departit la compagnye... Je allay parler à mons. le premier president, qui appela vers luy Beda, Barpthelemy, Tabary et aucuns aultres principaulx aucteurs de ceste discorde et brigue, et après plusieurs remonstrances obtint envers que le lendemain au matin ilz se rassembleroient... Et ce matin a esté la Faculté rassemblée, en laquelle a esté conclut comme dessus, et assigné jour à lundi prochain pour commencer à deliberer... De Paris, ce IX^e^ jour de juing. » Original à la Bibl. nat., ms. français 3020, fol. 113-116. Conf. Le Grand, *Preuves de l'histoire du divorce*, p. 458-471.

[1] Les articles relatifs à l'affaire de Girard Roussel sont dans le Registre, du fol. 261 au fol. 266. Ils sont reproduits dans les extraits publiés ci-dessous, articles CXXVII et suiv.

Le mardi de Pâques, 15 avril, le légat Antoine Du Prat appela quelques délégués de la Faculté et leur dit que le roi l'avait chargé de faire une enquête à ce sujet; il leur ordonna de réunir immédiatement des théologiens et de relever dans un délai de trois jours toutes les propositions erronées qu'on prétendait avoir entendues dans la bouche de Roussel. Dès le lendemain, 16 avril, la Faculté tint une séance, dans laquelle il fut recommandé à tous les membres présents de mettre par écrit les propositions qui étaient venues à leur connaissance.

D'autre part, la Faculté reçut, le 21 avril, une lettre du roi, qui demandait qu'on lui envoyât deux ou trois des maîtres les plus autorisés. Le choix tomba sur Nicolas Le Clerc, archidiacre de Châlons, sur Valentin Liévin, inquisiteur de la foi, et sur Jean de Gagni. Ce dernier n'ayant pu se joindre à ses collègues, Le Clerc et Liévin rendirent compte, le 25 avril, de l'audience que leur avait donnée François Ier, entouré de princes et de seigneurs : le roi les avait longuement entretenus, en termes chaleureux, de son désir d'extirper les erreurs, et il avait bien accueilli les explications qui lui avaient été données au sujet de faux rapports qui étaient arrivés à ses oreilles. La Faculté, satisfaite de ce compte rendu, remercia le roi et fit célébrer le lendemain (26 avril) une messe du Saint-Esprit dans l'église des Carmes. A l'issue de la messe, elle se réunit dans le chapitre des Carmes, pour arrêter la teneur d'une lettre qui devait être adressée au roi et à différents princes.

Le 6 mai, la Faculté, ayant pris connaissance de deux lettres, l'une du roi à Guillaume Petit, évêque de Senlis, l'autre du grand maître Anne de Montmorency, parut vivement touchée des sentiments de foi qui avaient inspiré ces lettres.

L'affaire semble être entrée dans une nouvelle phase le 7 mai. Ce jour-là, le doyen, le syndic et trois autres membres de la Faculté furent avisés que Guillaume Petit et plusieurs autres juges étaient chargés par le légat de procéder contre les prédicateurs du dernier carême, et que, de par le roi, il était enjoint à la Faculté de remettre une copie des articles réputés condamnables dans les sermons de Girard Roussel.

Le surlendemain, 9 mai, la Faculté commença par remercier le roi et le légat; puis elle décida que l'affaire serait traitée non pas dans une assemblée générale de la Faculté, mais par une commission de seize membres, com-

mission qui siégea le même jour dans l'après-midi et décida que les articles seraient livrés aux juges. Le 12 mai, elle arrêta le texte des articles à mettre sous les yeux du roi et du grand maître. Le 15, la Faculté, sur le rapport du syndic, approuve ce que la commission avait fait; elle entend deux témoins, maître Boissel et frère Jean de Sallignac, qui avaient assisté aux prédications de Girard Roussel; mais Boissel refusa de parler et se réserva de déposer seulement devant les juges; quant à Jean de Sallignac, il déclara n'avoir rien remarqué d'incorrect dans les sermons de Roussel. L'accusation devenait difficile à soutenir; elle ne fut cependant pas abandonnée : Jacques Berthelemy, Béda et un maître du collège de Navarre furent chargés de recueillir des dépositions qui pussent faire impression sur l'esprit des juges.

Peu de jours après, le 26 mai 1523, la Faculté fut saisie d'une lettre du roi, envoyée de Moulins le 18 mai, relative aux prédications de Béda et de quelques bacheliers pendant le dernier carême. Comme les termes de la lettre du roi, que nous ne connaissons pas, ne permettaient pas à Béda d'exercer plus longtemps les fonctions de syndic, ces fonctions furent confiées à Nicolas Le Clerc pour la durée de l'absence de Béda.

Le 27 mai, la Faculté décide que deux seulement de ses membres, Nicolas Le Clerc et Étienne Loret, se présenteront devant les juges chargés de l'affaire de Girard Roussel. Le lendemain (28 mai), Le Clerc et Loret rendirent compte aux commissaires de ce qui s'était passé dans l'entrevue avec les juges. On les remercia, et on décida qu'une députation irait trouver le roi, toutefois sous le bon plaisir de la Faculté.

Le 30 mai, la Faculté fut mise au courant de la procédure entamée et qui venait d'être ajournée jusqu'après les fêtes de la Pentecôte. Elle choisit alors pour promoteur Jacques Gilbert, dit Le Roi, et comme on parlait d'affiches séditieuses, placardées aux carrefours de la ville, le recteur fut prié de convoquer une assemblée pour interdire des manifestations dangereuses.

Le 14 juin, la Commission des seize se réunit à la Sorbonne. Le 19, la Faculté désigne Arnoul Monart, procureur de l'Université, pour remplir le rôle de solliciteur auprès des juges en matière de foi, et elle charge un de ses membres d'avoir un entretien avec le roi.

Cependant la Commission des seize n'aboutissait pas, et le 1$^{er}$ juillet, la Faculté se crut obligée de l'autoriser à prendre des suppléants pour remplacer

les membres qui ne pouvaient pas prendre part à ses travaux [1]. Elle la laissa libre de faire, s'il y avait lieu, une démarche auprès du roi et de désigner un syndic intérimaire pour remplacer Noël Béda. La Commission usa sur l'heure de ces autorisations : elle se compléta en nommant huit nouveaux membres, et en choisissant, pour aller parler au roi, Nicolas Bouchart, assisté d'un dominicain, Louis Thibaud, bachelier en théologie. Jean de Gagni fut élu en même temps pour syndic jusqu'au retour de Béda.

L'éloignement de Béda, imposé par la lettre royale du 26 mai, avait fait perdre à la Faculté une partie de son assurance. On peut s'en rendre compte en lisant l'acte du 8 juillet 1533, par lequel elle donne pouvoir à Arnoul Monart et à Jacques Fournier de produire, en son nom, les témoins qui devaient déposer devant les commissaires enquêteurs, Guillaume Petit, évêque de Senlis, maître Léonard de La Guyonnie et Pierre de L'Estoille, conseillers au Parlement, et François Tabary, official de Paris, pour justifier les articles envoyés au roi par la Faculté en réponse à la lettre du 18 mai. Elle déclarait expressément qu'en donnant ce pouvoir elle n'entendait pas se porter partie contre Girard Roussel et qu'elle se bornait à répondre aux mandements du roi et des commissaires enquêteurs.

La suite de l'affaire dut se dérouler en dehors de la Faculté. Le Registre de M. le duc de La Trémoïlle ne la conduit pas plus loin.

Il est permis de croire que les accusateurs de Girard Roussel espéraient atteindre indirectement sa protectrice la reine de Navarre. L'hypothèse est d'autant plus légitime que, cette même année 1533, le bruit se répandit que la Faculté de théologie avait condamné un poème de Marguerite, *Le Miroir de l'âme pécheresse*, récemment imprimé à Alençon. Le bruit avait pris une telle consistance que l'Université, réunie aux Mathurins, le 24 octobre 1533, eut à délibérer sur une lettre de François Ier qui demandait pour quelles raisons *Le Miroir de l'âme pechereſse* avait été porté sur la liste des livres condamnés [2]. Il est probable que des docteurs avaient, en effet, censuré ce livre,

[1] « Loco magistri nostri defuncti Veteris et aliorum qui non possunt interesse. » Fol. 265. Il y a là sans doute une allusion aux théologiens qui avaient été éloignés de Paris par ordre du roi, et dont le rappel fut sollicité par l'Université le 5 juillet : « Annuit quoque Universitas supplicationi Facultatis theologicæ pro revocandis Bedda et aliis theologis ab exilio. » Du Boulay, t. VI, p. 238.

[2] Du Boulay, t. VI, p. 238.

mais il semble certain qu'une condamnation officielle n'avait pas été prononcée. La Faculté de théologie eut cependant beaucoup de peine à dégager sa responsabilité : elle dut prendre, à ce sujet, trois délibérations, et, contrairement aux usages, elle fit consigner dans un acte solennel le nom de tous les théologiens qui avaient assisté à la délibération et qui avaient attesté sous la foi du serment qu'aucun d'eux n'avait jamais condamné le Miroir, et qu'à leur connaissance le livre n'avait été condamné ni par la Faculté ni par des délégués de la Faculté.

Je ne crois pas m'être exagéré l'importance des procès-verbaux des assemblées de la Faculté de théologie pour l'histoire religieuse de la France pendant les années qui suivirent l'explosion de la Réforme. C'est un document de premier ordre, que devront consulter tous ceux qui s'intéressent au règne de François Ier. L'accès leur en sera facile. En effet, M. le duc de La Trémoïlle, non content d'avoir découvert dans ses archives un tel document et d'en avoir reconnu la valeur, a voulu le mettre entièrement à la disposition des historiens. Il l'a offert à la Bibliothèque nationale, en même temps qu'un manuscrit du commencement du XIIe siècle renfermant les Pronostiques de Julien de Tolède et les Homélies de saint Augustin sur la première épître de saint Jean [1]. Ainsi s'est accru de deux notables articles le très remarquable fonds de manuscrits que nous devons à la libéralité d'un amateur, aussi instruit qu'éclairé, connu de longue date comme un insigne bienfaiteur de nos musées, de nos bibliothèques et de nos archives.

[1] Voir plus loin, page 407.

## EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX.

### 1515.

I. (Fol. 42 v°.) Anno predicto (millesimo quingentesimo xv), die secunda mensis maii, fuit sacra theologie Facultas congregata apud Sanctum Maturinum...

Quoad litteras transmissas ab urbe Roma, lectas in novissima congregatione, placuit Facultati quod dominus confessor apud regem et dominum Parisiensem obtineat litteras ad dominum nostrum papam pro commendatione condempnationis libelli qui dicitur fuisse Reuclin; non tamen placet ei pro nunc scribere ad dictum sanctissimum dominum nostrum papam pro hujus modi negocio, sed prius vult videre conclusionem per eam acceptam in predicta materia, et audire responsiones magistri Jacobi Fabri, amicabiliter interrogandi super contentis de eo in libello seu processu per fautores dicti Reuclin composito contra Facultatem.

### 1516.

II. (Fol. 50.) Anno predicto (MDXVI) fuit sacra theologie Facultas congregata apud Sanctum Maturinum, per juramentum, die xi[a] mensis junii, ad recipiendum et videndum quasdam litteras quas supremus dominus noster rex scribebat Facultati, et quas dominus presidens Paschal presentavit. In dicta congregatione comparuit honorandus magnificus dominus presidens Paschal, qui, post nonnullas remonstrationes quas nomine et ex parte regis fecit dicte Facultati, tandem exhibuit eisdem quasdam litteras, quas supremus dominus noster rex predictus Facultati scribebat, in quibus litteris rex rogabat Facultatem ut ultra non se intromitteret de examinando et condemnando quemdam[1] libellum quem fecit frater Thomas de Vio, generalis ordinis Predicatorum. Super qua materia deliberavit Facultas quod, propter honorem regis, pro nunc supersederet ab examinatione, qualificatione aut condempnatione dicti libelli, et quod scriberentur ex parte Facultatis littere gratiose ad dictum dominum nostrum regem, sicut advisaretur in deputatis.

BOUSSART.

[1] *Quodam* dans le ms.

## 1518.

III. (Fol. 55 v°.) Anno predicto (M. D. XVII, v. st.), die nona mensis januarii, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud Sanctum Maturinum, in loco solito, per juramentum, super materia cruciate.

In qua congregatione, post maturam deliberationem omnium magistrorum nostrorum in magno numero existentium, deliberavit eadem Facultas et conclusit, conformiter ad advisata per deputatos, quod fierent littere ad regem, quas portaret dominus confessor regius magister noster Guillelmus Parvi, ad informandum regem de scandalis et abusibus qui fiunt tam in predicationibus quam in subtilibus exactionibus peccuniarum occasione dicte cruciate; et quod per istam viam opprimitur populus suus multo plus quam per solita vectigalia et gabellas. Et rogat Facultas dominum confessorem quod vellet sigillatim et magis in particulari abusus predictos declarare et explanare regi, cum omni modestia et humilitate et secundum prudentiam suam.

Voluit eciam Facultas quod fient littere ad dominum legatum et episcopos regni, exhortando eos ut diligenter vigilent super gregem sibi commissum, et non permittant nonnullos falsos et indiscretos predicatores in suis parrochiis predicare, de quibus est vox publica, et multa sunt fide digna testimonia; plerique falsa, ridiculosa, scandalosa et periculosa in fide et moribus predicant ad extorquendas pecunias a pauperibus subditis regi et incolis regni sui.

Tertio dixit Facultas quod extrahantur a bulla cruciate certi articuli sive particule, de quibus potest esse major difficultas, de quibus multi dubitant et super quibus nonnulli formant scrupulos; et super illis Facultas per suam opportunitatem deliberabit, et specialiter super isto : « utrum papa possit facere per indulgentias[1] quod dans decem solidos ad opus et ad finem cruciate extrahat unam animam a purgatorio. »

Item quod vocabuntur ad Facultatem magistri nostri Pagani, de ordine Predicatorum, et Capelli, de ordine Augustinensium, audituri nonnulla que fuerunt delata ad Facultatem de ipsis et predicationibus suis in materia cruciate.

De litteris regis, decanus, confessor et de Valle faciant minutam.

DECANUS BOUSSART.

IV. (Fol. 56 v°.) Anno predicto (M. D. XVII, v. st.) fuit congregatio Universitatis per juramentum apud Sanctum Bernardum, die XXII[a] mensis marcii. . .

Curia, insequendo requestam matris Universitatis, admisit et recepit oppositionem ipsius contra publicationem concordatorum apostolicorum, super qua audietur ipsa, cum per curiam videbitur, loco et tempore opportunis, policitaque est eadem curia quod, si contingeret (quod absit!) predictorum concordatorum fieri publicationem, nichilominus

[1] Le ms. porte *facere quod indulgentias.*

privilegia, franchisee et libertates, simul cum oppositione, remanebunt illesa. Que responsio curie Parlamenti fuit lecta in congregatione predicta Universitatis.

BOUSSART.

V. (Fol. 57.) Anno predicto (M. D. XVIII), die sexta mensis maii, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud Sanctum Maturinum, in loco solito, post missam de deffunctis, ad audiendam qualificationem propositionum oblatarum ipsi Facultati per honorandum magistrum nostrum Johannem de Quercu, factam per deputatos Facultatis. Quarum propositionum et qualificationum tenor sequitur et est talis :

« Quiconque mect au tronc de la croisade ung teston, ou la valeur, pour une ame estant en purgatoire, il delivre la dicte ame incontinent, et s'en va infaliblement ladicte ame aussitost en paradis. Itaque en baillant dix testons pour dix ames, voire milles testons pour milles ames, elles s'en vont incontinent et sans doubte en paradis. » Qualificatio : « Hec propositio est falsa, scandalosa, suffragiorum pro deffunctis substractiva, tenorem bulle cruciate excedens, et, si fuerit predicata, fuit temerarie asserta et pro conscienciarum quietate revocanda. »

« Il n'est point certain que infalliblement toutes ames indifferemment estans en purgatoire, pour chascunnes desquelles on mect au tronc de la croisade dix solz tournois, s'en voisent incontinent et sans doubte en paradis, mais s'en fault rapporter à Dieu, qui accepte ainsi qu'il luy plaist le tresor de l'Eglise appliqué ausdictes ames. » Qualificatio : « Hec propositio est vera, doctoribus divini et humani juris consona, pietatem fovens fidelium et tenori bulle cruciate non adversa. »

Anno et die predictis, congregata theologorum sacratissima Facultas apud Sanctum Maturinum Parisiensem, missa ejusdem Facultatis ibidem celebrata, supradictas duas propositiones per magistros et deputatos ejusdem Facultatis sepius agitatas et disputatas, modo et forma prescriptis, qualificavit easque sic esse qualificandas voluit, dixit et determinavit.

BOUSSART.

## 1520.

VI. (Fol. 62 v°.) Anno predicto (M. D. XX), die quinta mensis maii, fuit sacra Facultas congregata per juramentum, post missam ejusdem, apud Sanctum Mathurinum, super articulis sequentibus.

. . . Item quoad syndicum, super quo, post frequentes tractatus et conferentias, tam in Facultate quam inter deputatos, preteritis temporibus habitas, deliberavit Facultas per organum prefati domini decani necessarium habere hujusmodi syndicum, cujus officium fuit declaratum in articulis qui tunc in Facultate fuerunt lecti, et ordinatum quod ipsi articuli inscriberentur in hoc registro Facultatis, et de facto elegerunt omnes unanimiter ad hujusmodi officium exercendum per annum venerabilem et scientificum virum magistrum



IMPRIMERIE NATIONALE.

nostrum Natalem Bedam; rogaverunt instanter ut subire vellet hujusmodi onus; qui, post multas excusationes quas dicebat esse legitimas, hujusmodi officium acceptavit, declarando tamen quod nulla stipendia pro hujusmodi negocio vellet acceptare, sed pro uno anno gratis servire ipsi Facultati in his que expressa sunt in predictis articulis, ad Dei laudem et honorem Facultatis...

(Fol. 63.) Sequuntur articuli domini syndici, et durabit per annum et serviet Facultati gratis.

Primus est procurare ut scripto redigentur conclusiones Facultatis, et assistere per se vel alium in fine congregationum ut conclusiones ipse scribantur in libro ad hoc conficiendo, et in sequentibus congregationibus referre tenorem conclusionum precedentium, et curare ut ille demandentur executioni.

... Tertius est quod materie disputate, concluse et diffinite per Facultatem, etiam preteritis temporibus, et que a modo venient et resolventur per Facultatem, redigantur scripto in membranis, et fiat de hiis liber qui ponatur in archivis Facultatis, ne depereant labores ipsius Facultatis, sed serviant posteris.

VII. (Fol. 65.) Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo, die XVII[a] mensis julii, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud Sanctum Mathurinum super articulis sequentibus.

...Secundus fuit ad audiendam lecturam litterarum transmissarum ex parte ducis Saxonum. Lecte fuerunt littere misse ad decanum et Facultatem ex parte predicti ducis Saxonum, pro expeditione librorum et disputationum Leuter; quibus lectis, ordinavit Facultas quod libellus disputationum ipsius Leuter videretur per Facultatem; et primo quarta pars ipsius disputationis in qua agitur de penitencia; et nominavit duos deputatos magistros nostros Jacobum Barthelemi et Natalem Beda, qui in plena congregatione refferrent propositiones contentas in dicta disputatione, super quibus videretur esse deliberandum. Et ordinavit Facultas quod deliberationes fierent in plena congregatione et non in deputatis.

VIII. (Fol. 65 v°.) Anno predicto, die XV mensis septembris, fuit sacra theologorum Facultas congregata, post missam ejusdem Facultatis, apud Sanctum Maturinum super tribus articulis.

Primus fuit ad audiendam relationem honorandorum magistrorum nostrorum qui fuerant congregati super libro de Luther.

IX. (Fol. 66 v°.) Anno predicto (M. D. XX), die XV mensis novembris, fuit sacra theologie Facultas congregata apud Sanctum Maturinum, post missam ejusdem Facultatis, super articulis sequentibus. Primus fuit ad deliberandum et ordinandum super quibusdam per syndicum proponendis quoad examen quod fit de doctrina Leutheriane (*sic*); quoad hoc Facultas habuit gratias hiis qui laboraverunt in qualificatione propositionum Leutherianarum, et continuetur qualificatio.

## 1521.

X. (Fol. 67.) Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo primo, die quarta mensis aprilis post Pascha, fuit sacra theologie Facultas congregata apud Sanctum Maturinum, post missam ejusdem Facultatis, ad audiendum lecturam litterarum transmissarum de Scocia super materia heresis, que fuerunt presentate ex parte Facultatis theologie Aberdonie in regno Scocie, super tribus propositionibus per quemdam fratrem Predicatorem in ultima die festi immaculate Conceptionis sanctissime Virginis Matris, concionando ad populum, contra determinacionem in concilio Basiliensi factam, resolutionem nostre Facultatis et statutum de puritate hujusmodi Conceptionis, predicatis. Quarum litterarum audita lectura et ipsarum propositionum, conclusum fuit de illa re non esse ulterius disputandum, sed quod ejusdem Facultatis decisio, ante aliquot annorum lustra gravissime et solidissime facta, auctentice sub Facultatis sigillo mitteretur in epistola.

XI. (Fol. 67 v°.) Anno millesimo quingentesimo vicesimo primo, die xv[a] mensis aprilis, fuit sacra theologie Facultas congregata post missam ejusdem Facultatis, apud Sanctum Maturinum per juramentum.

Ad audiendum finaliter ea que facta sunt in materia de Luther. Post lecturam epistole ad omnes pro damnatione seu decisione doctrine prefati Lutheri, approbavit eandem, et cum singulis qualificationibus, et totum negocium unanimi consensu omnium conclusit; et ordinavit Facultas quod impressioni dilligentius intendendum esset, quod factum est.

XII. Et quoniam visum fuit expediens plurimis magistrorum ad dominum regem nostrum, imperatorem et ducem Saxonie nomine Facultatis scribere, exhortando ut hujusmodi perniciosam doctrinam de suis ditionibus eliminarent, fuerunt in magno numero convocati in collegio Sorbone die lune sequenti xxii° ejusdem mensis, ad audiendas formas ipsarum litterarum seu epistolarum per nonnullos factas, quatenus ex pluribus conflarentur convenientiores aut delegerentur, quod factum est, et ordinatum quod feria quarta proxima, aprilis xxiii, rursum per juramentum vocarentur omnes et singuli magistri ad eundem locum, refectorium Sancti Maturini, ubi, post lecturam ipsarum trium epistolarum, approbate sunt, et conclusum quod ad dominum regem que ad eum est confestim mitteretur cum sententia Facultatis, in membranis ad hoc impressa, et egregie ac preciose ligata, per regios cursores et ad dominum episcopum Trecensem, regium confessorem, fratrem Guillelmum Parvi, ejusdem Facultatis magistrum, per epistolam unius nostrum, totum dirigeretur, qui regi offerret; quod factum est. De litteris autem ad imperatorem, conclusum extitit, propter causas certas, non esse mittendas inconsulto rege; littere vero ad ipsum dominum Saxonie et ducem mitterentur.

XIII. (Fol. 69.) Anno predicto, die vi mensis maii, fuit sacra theologie Facultas con-

gregata apud Sanctum Maturinum, post missam ejusdem Facultatis, super articulis sequentibus.

Primus fuit ad audiendum ea que acta fuerunt ex parte Facultatis apud curiam Parlamenti super materia Lutheri. Quoad hoc fuit dictum quod reformetur requesta jam porrecta supreme curie Parlamenti, et eatur ex parte Facultatis ad gentes regis, ad rogandum quod accipiant materiam contra Leutherum, tanquam propriam in favorem fidei, cujus christianissimus debet esse, prout est, tutor et deffensor.

## 1522.

XIV. (Fol. 74 v°.) Anno predicto (M. D. XXI), die prima mensis marcii, fuit sacra theologie Facultas congregata apud Sanctum Maturinum, post missam ejusdem Facultatis, in loco solito, super articulis sequentibus. Primus fuit ad audiendum quandam supplicationem quam intendebat facere honorandus magister noster Jacobus Merlin. Super quo predictus magister noster Merlin remonstravit Facultati quod dudum castigaverat et imprimi fecerat opera Origenis, pro quo etiam quamdam apologiam sive defensionem composuerat, quam dictis operibus preposuerat. Nuper autem intellexit quod quidam apud Cameracum quemdam libellum contra eum scripserat, in diffamationem dicti Origenis et suam. Propterea supplicavit Facultati quod honori suo, qui et ejusdem Facultatis humillimus filius erat, consulens, vellet sibi dictum libellum communicare, ut posset videre que in eo continentur, et si opus esset pro sua excusatione et honore respondere, paratus, si in eadem Appologia erraverit, subire sententiam diffinitivam et judicium ejusdem Facultatis, matris sue. Cujus supplicatione per Facultatem audita, quia a nonnullis magistris nostris dictum est quod jam dictus libellus erat datus impressoribus, et jam actu imprimebatur, conclusit eadem Facultas primo quod deputati viderent dictam Appologiam factam per dictum magistrum nostrum Merlin pro Origene, postea refferrent Facultati; secundo quod non impediretur impressio libelli de quo querimoniam fecit in sua supplicatione prefatus magister noster Merlin, sed propter reverenciam ejus non ederetur aut venderetur nec publicaretur idem libellus, nisi prius fuerit visitatus per deputatos supra nominatos et communicatus eidem magistro nostro Merlin.

XV. (Fol. 75 v°.) Anno predicto (M. D. XXI), die lune septima mensis aprilis ante Pascha, fuit sacra theologie Facultas per juramentum convocata et in majori aula collegii Sorbone congregata...

(Fol. 76.) Anno, die, hora et honorando loco predictis, ante eandem sacratissimam Facultatem comparuit vir honestus magister Johannes Marnef, unus quatuor principalium librariorum juratorum Universitatis, qui supplicando eidem Facultati remonstravit et declaravit quod, admodum insequendo certas conclusiones Facultatis, ipse imprimere inceperat quosdam dyalogos compositos contra Appologiam pro Origene per magistrum nostrum Jacobum Merlin prius editam, quam impressionem cum prosequeretur, auctoritate

curie Parlamenti, per unum ostiariorum fuerunt, sibi et artificibus qui pro eo imprimebant, facte inhibitiones, ad instantiam dicti Merlin, de procedendo ulterius in hujusmodi Dyalogorum impressione. Et quoniam ipsa Parlamenti curia, respondendo requeste eidem per ipsum magistrum nostrum Merlin super hoc negotio porrecte, sic dixerat : « Ostendatur decano et Facultati theologie, quorum habito responso curia providebit, et interim fiant inhibitiones, » jam sepius in ipsa Facultate supplicuerat ut ipsa vellet eidem curie quod justum foret respondere; alioquin magnam in re sua jacturam pateretur; idcirco instancius requirebat ut negotium illud per Facultatem sine ulteriori dilatione terminaretur. Qua audita supplicatione, post omnium magistrorum deliberationem, injunxit sacra Facultas honorandis magistris nostris Guillelmo de Quercu, Nicolao Clerici, curatis Sanctorum Johannis et Andree, Jacobo Berthelemi et Johanni du Hestray, ut, omni dillatione postposita, inter se tractarent et viderent quid esset curie pro hac materia respondendum, essentque parati in proxima congregatione suam relationem facere, quatenus ipsa Facultas finem huic rei posset imponere.

XV *bis*. Anno predicto, die jovis sequente, hujus mensis aprilis decima, eadem sacra Facultate in predicta collegii Sorbone aula rursum specialiter congregata, et prefatorum suorum deputatorum audita relatione facta per organum domini curati Sancti Johannis in Gravia, super negotio eis die lune ultima commisso, post maturam omnium et singulorum magistrorum deliberationem, ipsa Facultas, ex unanimi omnium voto, et nemine contradicente aut reclamante, organo domini decani, Egidio Delff tunc pro decano sedente, conclusit Facultas et determinavit bonum esse, conveniens et utile pro ampliori veritatis cognitione imprimere et venditioni exponere Dyalogos tutantes divum Hyeronimum et sacros canones, in hiis que de operibus Origenis determinaverunt.

XVI. (Fol. 81.) Die xv novembris, anno quingentesimo xxii, fuit Facultas congregata post missam in capitulo Sancti Mathurini...

(Fol. 81 v°.) Tunc affuit reverendus in Christo pater dominus Trecensis episcopus, magister Guillelmus Parvi, regius confessor et unus de magistris ejusdem Facultatis; postquam super in medium positis primo loco, ut ex more dominis episcopis congruit, sentenciam dixisset, querimoniam subjunxit, Facultati declarans quemdam nomine Michaelem, quondam heremitam, nunc vero in habitu secularium presbiterorum, agit in regia domo, in curia morari et assidue in cubiculis dominarum matris regis et sororis versari, quotidieque in illis cubiculis predicare mulieribus, et non publice, qui asseritur non esse sane doctrine, sed errores quosdam seminare, presertim quoad cultum sanctorum et veneracionem, quodque pro viribus statui theologorum denigraret, et Lutherum heresiarcham virum sanctum diceret, nec mirum si in aliquibus errasset, quia sic erraverunt et sancti, ut Aug[ustinus], H[i]er[onymus] et alii. Hec autem Facultati referebat ipse reverendus dominus Trecensis, ut dicebat, quatenus se ad defensionem veritatis accingeret et quid agendum foret meditaretur, asserens se pro illa velle ad exilium usque certare, et

quod domino nostro regi de re hac verbum fecerat. Post maturam deliberationem, conclusum fuit quod per fidei inquisitorem super hujusmodi fieret informatio, quam Facultati presentaret, et si culpabilis inveniretur, scriberet ipsa Facultas ad ipsas dominas, matrem scilicet et filiam, et duos aut tres de magistris mitteret qui negotium cum eis tractarent, prout visa informatione deliberabitur.

XVII. [Fol. 83.) Die octava mensis ejusdem et anni (decembris M.D.XXII), in majori aula Sorbone Facultate congregata, attristati fuerunt defuncti magistri nostri Petri Tarteret obitu, et magistri nostri Claudii Rongnart, quorum quilibet pro emendis redditibus in manus bidelli posuit summam centum librarum turonensium, et se obligavit Facultas celebrari facere illos obitus, alterum die sancti Joseph, alterum die sancti Claudii, more missarum que in medio mensis dicuntur.

Tunc etiam affuit dominus episcopus Trecensis, querimoniam faciens gravem quod domino nostro regi, ejus matri atque sorori, revelatum fuisset id quod XV mensis novembris in Facultate pro bono fidei proposuerat prefatus dominus Trecensis, non eo spiritu quo fuerat loquutus sed sinistro, multa etiam perperam fingendo et addendo. Quo audito, conclusum fuit quod, si auctor inveniri possit, privandus erit a gremio Facultatis; et deputavit quatuor qui ex parte Facultatis accederent dominum cancellarium, eidem veritatem omnem et puram relaturi, quatenus cessaret regia indignatio et dominarum contra prefatum dominum Trecensem et ipsam Facultatem, si forsitan esset aliqua contracta.

XVIII. (Fol. 83 v°.) Die lune XV ejusdem mensis decembris v° XXII, congregata Facultate in capitulo Sancti Mathurini, post missam, inter alia probavit acta per deputatos apud dominum cancellarium super negocio domini Trecensis, occasione cujus cessavit commotio principis.

## 1523.

XIX. (Fol. 92 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo tercio, die XV mensis junii, fuit sacra theologorum Facultas congregata post missam apud Sanctum Mathurinum, super articulis sequentibus. . . In eadem congregatione comparuit quidam nobilis, nomine dominus de Berquin, qui presentavit quasdam litteras Facultati a christianissimo nostro rege missas; quibus lectis, Facultas habuit gratias prefato christianissimo regi, et parata est obedire.

XX. Die martis XVI mensis junii v° XXIII fuit sacra Facultas congregata. Insequendo conclusiones prius factas super examinandis variis doctrinis de quibus fiebant graves (fol. 93) querimonie et oriebantur plura scandala, quale dicebatur esse scriptum magistri Jacobi Fabri super Evangelia, quedam Erasmi opera et cujusdam nomine de Berquin, et illi congregationi affuit reverendus dominus episcopus Silvanectensis, magister Arthurus Fillon, doctor ejusdem Facultatis. Materiis autem in medium positis et discussis, post maturam deliberationem fuit conclusum per dominum Odouart, pro decano sedentem, in

primis quod libri et codices dicti Ludovici de Berquin, nobilis, qui se dicit in legibus doctorem, quamvis in habitu militari incedat, Flamigii natione, ut dicitur, qui quidem libri et codices missi sunt Facultati a suprema curia in uno sacco, ut, illis omnibus visitatis et examinatis, Facultas daret eidem curie suum de eis judicium, nominatis tunc magistris dividerentur et traderentur, prout fuerunt traditi secundum indicem seu inventarium super hoc per bidellum scriptum, et habentibus ipsos libros injunxit Facultas ut, illis diligenter visitatis, conferrent cum magistris quibusdam vicinioribus, ut possent Facultati per ordinem referre contenta unusquisque in sibi tradito libro, et quod ante omnia ipsa Facultas, insequendo et obediendo litteris quas pro acceleratione expeditionis dominus noster rex scripserat, et ad supplicationem dicti de Berquin, qui instancius requirebat expeditionem fieri, hanc materiam terminaret, et quod postridie illius in eodem loco hora septima comparere haberent omnes et singuli magistri, deliberaturi super relatione facienda per honorandum dominum Delff, qui accepit onus visitandi libellum qui inscribitur De abroganda missa privata. — Secundo quod dominus decanus cum aliis quinque magistris post congregationem accederent dominum cancellarium, eidem supplicaturi ut executioni (fol. 93 v°) vellet mandare domini nostri regis ordinationem super publica exustione scriptorum Lutheri heretici, ut multi qui illam doctrinam pestiferam sequuntur, auctorem autem adhuc commendantes, hac animadversione terrorem habeant, et sic purgetur illud malum quod factum est. Et proposuit dominus Beda syndicus ipsi domino cancellario, qui promisit per regis officiarios in suprema curia quod se facturum cum effectu.

Hora tertia etc. congregata Facultate, post relationem per unum de magistris factam de contentis in libello qui intitulatur De usu et efficacia misse, et omnium magistrorum deliberationem, damnatus est liber, juxta decretum super hoc factum.

XXI. Die mercurii XVII ejusdem mensis junii V^c XXIII, fuit congregata eadem Facultas, prosecutura examen librorum dicti de Berquin, et tunc conclusit quod quotidie hora septima comparerent omnes in majore aula Sorbone, donec finitum esset illud examen. Deinde ille magister cui fuerat injunctum visitare opusculum dicti de Berquin intitulatum Apologia adversus calumniatores Lutheri, alias Speculum theologastrorum, retulit contenta in illo.

Quo audito, post maturam omnium deliberationem, illum libellum damnavit Facultas ad flammas ignis secundum qualificationes tunc appositas, de quibus tamen fuit dictum quod adhuc quoad formam in deputatis videretur. Nunciatus est etiam per bidellum eidem Facultati pro foribus adesse prefatus de Berquin, introduci requirens ut nonnulla proponeret; quo concesso, inter varia que proposuit, dixit se velle ab ipsa Facultate aut ejus suppositis instrui et informari, et quod ei monstraretur (fol. 94) in quibus erraret, quia recte se scripsisse putabat, i[d]circo supplicabat edoceri. Quo audito, post ejus abscessum et omnium deliberationem maturam, ordinavit Facultas quod hora prima in eodem convenirent loco honorandi magistri nostri Phillippus Grivelli, Judocus Clictoueus, Jacobus Berthelemi, Natalis Beda, Jacobus de Molendino, Jacobus de Gonea, Nicolaus Enche, cum

quibusdam aliis, qui, petitioni ejusdem de Berquin annuendo, cum illo conferrent, eum instruendo et errores qui viderentur per Scripturas et rationes confutando, si ille comparere vellet, injunctumque est bidello ut predicto de Berquin hanc significaret conclusionem, et si placeret ei venire ad locum illum audiretur quantum vellet. Que omnia facta fuere. Et comparuit ille qui multas de cartula proposuit questiones, ad quas responderunt presentes magistri et quosdam errores ejus confutaverunt. Et in illa conferentia manserunt usque ad horam sextam.

XXII. Die jovis sequente, eadem hora locoque, Facultate congregata, contenta in libro qui inscribitur De abroganda missa privata, ab Luthero edito, et in manibus de Berquin invento, retulit dominus Delff, cui hoc munus fuerat impositum, et, eo audito, liber, magnis execrationibus Christi, ceu merebatur, que in censura videri possunt, damnatus est.

Illo autem die, dominus cancellarius mandavit patri decano ut postridie veneris, hora 2, cum nonnullis aliis magistris, compareret in domo sue habitationis secus Augustinensium conventum, ubi quidam prelati conveniebant, auditurus cum predictis aliis que esse[t] ipse dominus cancellarius eis ex domini nostri regis mandato dicturus. Quod factum extitit.

XXIII. (Fol. 94 v°.) Die veneris [1] sequente, congregata Facultate etc. Ante omnia retulit dominus decanus Odouart que sibi et aliis magistris, ante dominos prelatos, archiepiscopum scilicet Senonensem et episcopos Meldensem, Lingonensem et Silvanectensem, exposuisset pridie, veneris, ipse dominus cancellarius, quorum summa erat : regem non bene accipere quedam acta et attentata per Facultatem, ut dicebat. Primo ut ipsa Facultas divulgari fecerat et publice disputari unam positionem in scolis collegii Navarre, ubi in multis et rex et ejus regimen atque regnum seditiose taxaretur, et cum aliis quibusdam personis generosis. Secundo quod rex nollet scriptum magistri Jacobi Fabri super Evangelia per Facultatem examinari et definiri quin prius Facultas ipsis dominis cancellario et prelatis ante nominatis omnes articulos ratione quorum dicerent ipsum Fabri scriptum suspectum esse de errore, et jusserat ipse dominus cancellarius illos omnes articulos sibi deferri intra diem jovis xxv$^{am}$ hujus mensis, postridie nativitatis beati Johannis Baptiste. Tercio quod etiam regi minus placeret quod Facultas quemdam magistrum Michaelem, qui alias heremita fuit, nunc vero sacerdos secularis esse dicitur, estque domesticus illustrissime domine ducisse Alençonensis, sororis sue, tangeret, tanquam esset de erroribus pravaque secta jam convictus etc. Hec, inquam, retulit dominus decanus, cum responso per deputatos facto post conferentiam inter se ipsis dominis cancellario et prelatis. Super quibus, post omnium deliberationem, conclusum extitit quod nomine Facultatis nulli da-

[1] Il semble bien que le scribe ait, par inadvertance, écrit *Die veneris* au lieu de *Die sabbati*. En effet la suite du procès-verbal montre que cette réunion de la Faculté dut avoir lieu le lendemain de la conférence du vendredi 19 juin.

rentur articuli excerpti de prefato Jacobi Fabri scripto, propter multas rationes que adducte fuere. Secundo quod nec comparerent deputati nomine Facultatis ante prescriptos dominos disputaturi vel audituri dictum Fabri, de cujus persona nichil ad Facultatem, sed tamen de doctrina judicare habet, cujus interesse misceri non debet cum interesse auctoris, sed primo debet libere (fol. 95) per peritos et presertim theologos examinari doctrina, et de illa judicium fieri, quin aliquid de auctore attentetur. Tunc etiam, relatione per unum de magistris facta, de libello de Berquin quem vocat [1], post deliberationem, damnatus est juxta modos in censura positos.

XXIV. Die lune sequente XXII[a] ejusdem mensis junii, fuit congregata Facultas. Audita relatione per unum de magistris de contentis in libro intitulato De institutis humanis, post omnium deliberationem, ille liber fuit damnatus secundum decretum super hoc factum.

Deinde quoad querimoniam per dominum cancellarium factam de illa disputatione cujusdam baccalarii, eo audito in Facultate, post deliberationem, conclusum est quod ille baccalarius ab actibus Facultatis abstineret donec aliter fuisset ordinatum, et interim scripto traderet Facultati sensum propositionis sue quem in scola tenuit et rationes propter quas ita tenuerat.

Tertio quod post prandium convenirent deputati nominati, deliberaturi quale responsum esset dandum domino cancellario, quod factum est et definitum quod humiliter fierent remonstrationes ad finem per Facultatem intentum.

XXV. Die martis XXIII ejusdem mensis junii, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud predictum collegium Sorbone super predicta materia de Berquin. Auditis relationibus duorum magistrorum de contentis in duobus libris de predicto Berquin, quorum alter De sacerdotio dicitur, alter [de] variis et sine titulo, post deliberationem, illi libri damnati fuere juxta dogmatum exigenciam, et ordinatum quod deputati eodem die, hora quarta, convenirent, composituri formam decretorum super premissis librorum de Berquin damnationibus, et super hujusmodi disceptaturi secundum conclusionem premissam.

XXVI. (Fol. 95 v°.) Die jovis XXV ejusdem mensis junii, congregata Facultate in predicto collegio Sorbone, audita relatione per tres magistros nostros de tribus libris de latino sermone in vulgarem per dictum de Berquin translatis, quorum primi nomen est Trias Romana [2], et fuit a quodam germano, de Huten vocato, scriptus; secundus ab heretico Luthero, continens rationes per quas contendit monstrare summum pontificem Leonem decimum injuste ad flammas ignium damnasse sua, id est Lutheri, scripta, et quod Luther juste in Saxonie ducatu omnes libros pontificii juris, id est Magnum Decretum, Decretales,

[1] La place du titre est restée en blanc. — [2] Le pamphlet d'Ulric de Hutten, intitulé : *Dialogi : Fortuna, Febris prima, Febris secunda, Trias romana.* Mayence, 1520; in-4°.



IMPRIMERIE NATIONALE.

Sextum, Clementinas et Extravagantes, publice comburi fecit; tertius dicitur Paradisus Julii pape; post deliberationem damnati fuere libri juxta rerum exigentiam, prout in decreto videri potest; et similiter quidam libellus ab ipso de Berquin compositus, quem vocabat Decalus Moysi et pape [1]. Deinde lecte fuerunt palam et clare forme per deputatos correcte censurarum de premissis omnibus libris, ex omnium magistrorum votis seu deliberationibus collectarum, que placuerunt Facultati, excepta una particula quoad libellum De usu et efficacia misse, que adhuc, post difficultatem motam et agitatam, ad plures deputatos, post prandium hora secunda congregandos, fuit remissa, et in ipsis deputatis terminata. Et dictum est quod non darentur curie propositiones de hujusmodi libris excerpte, propter quas tale[m] de eis fert sententiam Facultas, propter multas causas, sed reservabuntur in archivis Facultatis, nec etiam daret Facultas rationes propter quas movetur sic judicare, quia hoc esset perniciosum multis modis.

XXVII. Die veneris sequente, in prefato collegio, congregata Facultate etc. Primo facta relatione eorum (fol. 96) que per deputatos precedente die ordinata fuerunt, post omnium deliberationem, illa fuerunt approbata et definita pro sententia finali. Secundo audita relatione per unum de magistris de libro quodam Melenthonis inscripto [2]

, et alterius per alterum magistrum vocato

, item unius tercii intitulato

per alium magistrum, qui quidem libri apud prefatum de Berquin inventi fuerunt; post deliberationem, pro sua quisque qualitate damnatus est.

Item, sedente Facultate et premissa tractante, significavit bidellus ipsum de Berquin adesse, qui petebat admitti; quo concesso, presentavit litteras domini nostri regis, in data de XXIIII hujus mensis junii, ad Facultatem, et hoc coram duobus quos adduxerat notariis, et responsum in presentiarum petebat. Cui dictum est: « Recedite paulisper, dum super vobis faciendo responso sententias dicerent magistri Facultatis, et vobis continuo reddetur. » Eo itaque absente, primo lecte fuerunt littere, et quoniam non vise sunt conformes prioribus, primo ordinatum extitit iret bidellus allaturus illas priores regis litteras, ut visis utrisque certius deliberaretur. Quo facto, et post omnium deliberationem, conclusum est quod ex quo secunde littere adversari videntur primis (nam per secundas dominus rex prohibere videtur ne in examine librorum de Berquin et judicio ulterius procederet donec juberet quod stabat Facultas in deliberatione), quia, scilicet, Dei gratia jam de omnibus libellis et codicibus compositis vel translatis per ipsum de Berquin judicium suum dederat, et fere de aliis omnibus in manibus illius inventis, et quod hodie omnia terse rescribentur, et totum negocium ita expedietur ut cras mane curie supreme omnes hujusmodi libelli in sacco suo restitui valeant, cum determinatione Facultatis, ut provideat ipsa curia (fol. 96 v°)

[1] Voir plus haut, page 330, note, col. 1.

[2] Des blancs ont été réservés pour inscrire les titres des trois livres dont il s'agit ici. Voir plus loin (p. 370, note du § XLV) les titres des ouvrages de Mélanchton que la Faculté condamna au feu le 5 ou le 6 octobre 1523.

prout commodius agendum viderit; item quod, si opus sit, domino regi exemplum ejusdem determinationis presentabitur, et quoad modum hoc faciendi deputati post meridiem definirent. Prefato autem de Berquin, qui non expectabat responsum, si redeat vel ad Facultatem vel dominum decanum, hec tantum dicentur verba : « Facultas consideravit duarum epistolarum domini nostri regis, cui quam humillimas pro earum communicatione agit gratias, tenorem, et faciet quod bonum videbitur, de quo, ut sperat ipsa Facultas, erit contentus. »

Eodem die veneris, hora secunda post meridiem, congregata Facultate, prius conclusa fuere, denuo promulgata, et post deliberationem omnium unanimi consensu confirmata, et injunctum nominatis tunc deputatis ut omni studio darent operam formam judicii Facultatis seu ultime omnium conclusionis pro hac materia componere, quatenus postridie, id est sabbato, curie presentari posset, et quod per bidellum, eodem die veneris, vespere, omnes prefatos de Berquin libros, in sacco coram Facultate repositos, ad graffariatum remitterentur, quod factum est.

XXVIII. Die sabbato, congregata Facultate etc. Primo lecta fuit forma determinationis per deputatos facta et requeste vel supplicationis curie porrigende pro receptione ejusdem determinationis, cujus originale in registro poni fuit ordinatum; que omnia placuerunt, et sine mora per bidellum ad curiam missa sunt, et amicorum atque regiorum advocatorum auxilio mox admissa fuere.

Item fuit ordinatum quod, si eundum esset ad dominum nostrum regem, quod magister noster Guillelmus de Quercu proponeret itidem ad dominum cancellarium, cui presentari possent, non nomine Facultatis, sed particularium magistrorum, omnes propositiones de Commentariis Jacobi Fabri extractas per particulares (fol. 97), si eas dare ad hoc vellent, nemo tamen cogeretur, et quod ipse dominus de Quercu secundum mentem Facultatis ageret.

XXIX. Die martis ultima ejusdem mensis junii, congregata Facultate in prefato collegio Sorbone, ut videret si eundum esset ad dominum nostrum regem et dominum cancellarium, et providendum de proponente, quia dominus de Quercu rogabat ab illo excusari : super quibus, post deliberationem, de more conclusum fuit quod ad dominum nostrum regem non iretur nisi ipse vocaret aut aliud audiretur. Secundo, si iretur, sine oratione plane et paucis aperiretur negocium aut ad proposita responsum daretur. Ad dominum vero cancellarium, si horam assignaret, irent deputati, et paucis etiam verbis et nudis declararet ei pater et dominus decanus Odouart conclusa per Facultatem quoad proposita nuper ab eodem domino.

Sedente autem, a pluribus magistris gravis est querimonia facta contra magistrum nostrum Arnaldum de Brouossio, ordinis Augustinensium, quod, scilicet in lecturis quas in epistolam beati Pauli ad Romanos quotidie facit, et in sermonibus ad populum, multa male examinata diceret, et scandala non levia generaret. Auditis autem bina vice nonnullis arti-

culis per eum, ut dicebatur, assertis, et requesta domini syndici Facultatis, post deliberationem conclusum est quod illi articuli et alii similes qui possent haberi scripto redigerentur, et crastina die, id est prima julii, ad congregationem post missam in Sancto Mathurino specialiter per bidellum citaretur, ut super hujusmodi responderet et audiretur; que omnia facta fuere.

XXX. (Fol. 99 v°.) Die lune XIII[a] ejusdem mensis julii, congregata sacra Facultate in eodem Sorbone collegio, primo unus de magistris nostris proposuit dominum confessorem regine, ordinis Augustinensium in Francia, eum obnixe rogasse ut, nomine ejusdem confessoris, Facultati supplicaret quatenus magistrum nostrum de Brouossio non cogeret in cathedra coram populo, ejusdem Facultatis nomine, quoad predicationem in die apostolorum Petri et Pauli per eundem factam, aliquam facere revocationem solemnem, sed[1] eidem domino confessori, qui est prelatus ordinarius illius, totum negocium remitteretur, qui promittebat compellere ipsum, ad populi edificationem, sic in solenni sermone predicare ut omnes plane cognoscere possent rerum male predicatarum veritatem. Quibus auditis, post maturam omnium deliberationem, fuit conclusum quod, propter varias causas, supplicationi prefati domini confessoris esset annuendum, et annuebat Facultas, dummodo in sermone illo essent duo magistri de Facultate presentes, sicut obtulerat idem dominus confessor; sed in Facultate ipse de Brouessio (fol. 100) fateri compelleretur quod simpliciter concedendum est papam esse caput Ecclesie militantis sub Cristo, quodque oppositum in concilio Constanciensi inter errores Wyclef et Hus damnatum est. Item quod comparatio qua, predicando in Sancto Mederico, dixit stultum esse credere quod gravius sit peccatum comedere carnes in die Parasceves, aut alia die veneris, quam mentiri aut proximum decipere, est minus conveniens, et propter modum quo hoc probat, quare scilicet primum est solum ab homine statutum, et tantum malum quare prohibitum; secundum a Deo immediate et malum de se, suspectum de errore, quo jam plurimi contendunt omnes humanas reicere ordinationes. Item quod ecclesiastici, jure naturali, divino et humano, sunt exempti ab impositionibus que per principes seculi laycis imponuntur, nec sunt ad contribuendum inducendi nisi secundum et in casibus juris. Et denique quod in suis predicationibus Ecclesie formam quam alii tenent, faciendo, scilicet pro impetratione gratie in principio sermonis dici duntaxat angelicam ad sanctam Dei matrem salutationem, ad quod etiam compellerentur omnes tam magistri quam baccalarii et studentes in eadem Facultate; in fine vero sermonis, pro similiter commandari (*sic*), orationem dominicam dici poterunt ordinare.

Deinde proposito per dominum syndicum quod, die sabbato XI[a] hujus mensis, fuerant curie supreme presentate littere patentes domini nostri regis, per quas causa que pendet in ipsa curia occasione requeste ei porrecte pro Commentariis in euvangelia Jacobi Fabri, ad magnum regis consilium evocabatur, et quod ejusdem domini regis nomine littere

[1] Le ms. porte *si*.

frequentes venirent in favorem de Berquin, unde plurimum impediretur executio declarationis veritatis et errorum extirpatio, super quibus videndum quibus mediis pro bono fidei et salute populi hujusmodi rebus posset obviari; super quibus habita deliberatione, conclusum est quod, cum primum (fol. 100 v°) oportunitas se offerret, eundum esset ad dominum cancellarium, ad quod deputavit ipsum syndicum cum uno alio magistro, qui haberent ei declarare quam periculosa et perniciosa via, quodque dominus rex non intelligit quod sic fiat, et, si opus esset, eidem domino regi, si fieri posset, loqueretur.

XXXI. (Fol. 100 v°.) Die martis ejusdem mensis XIIII^a^, fuit sacra Facultas per juramentum in collegio Sorbone, hora septima, mane, ad petitionem domini Lizet, advocati domini nostri regis in suprema curia, congregata, qua sedente in maximo numero (erant enim circiter octuaginta magistri), accessit ipse dominus advocatus, vir plenus litteris et fide atque Dei zelo, et pulcra oratione proposuit nomine domini nostri regis nonnulla falso et malo ingenio eidem domino regi suggesta, ut in odium sacre Facultatis induceretur, propter que prudenter dominus rex in mandatis dederat prefato domino Lizet, ut dicebat, super illis eandem Facultatem convenire, quatenus nosset verane essent que fuerant relata. Quibus auditis, post maturam omnium deliberationem, conclusum fuit quod necessarium erat dominum nostrum regem accedere, et ab impositis perperam ipsam Facultatem purgare, quod perfacille visum est futurum, et per propria malivolorum scripta; et ad hoc deputarentur tres ex magistris, quibus darentur articuli continentes omnia que singula proposita respiciunt, et secundum eorum tenorem pro sua providencia agerent. Et quoniam hec turbacio occasione reprehensionis magistri nostri Arnaldi de Brouossio Augustinensis, de quo supra [1], originem ducebat, ordinatum est quod ante deputatos, post prandium, hora secunda, vocaretur, responsurus ad objicienda per dominum syndicum, ut ex illis responsionibus cercius elici posset aliquorum veritas, que rei erant conveniencia. Quod et factum est.

XXXII. (Fol. 101.) Die veneris, ejusdem mensis julii XXIIII^a^, sacra Facultas fuit congregata apud collegium Sorbone. Post deliberationem, ordinavit primo quod ibunt magistri nostri Natalis Beda syndicus et Guillelmus Emery, quando opus erit, ad supremum domini nostri regis concilium pro negocio evocationis de Parlamenti curia cause super prohibitione per eandem curiam facta ne ultra vendantur Commentarii Jacobi Fabri super Evangelia quousque sit liber per sacram Facultatem examinatus, insequendo arresta prius data ad ipsum magnum concilium, qui magistri domino cancellario et concilio, non subeundo eorum judicium, sed omnino declinando, tum quia est materia fidei, tum Facultas precipuum membrum Universitatis, quod extra muros trahi non potest ad judicium, sed via remonstrationis et declarationis, ostendens secundum memorialia ad

[1] Le scribe a écrit : 2^m^ (*secundum*). Voir plus haut, § XXX.

hoc in deputatis confecta, pro bono fidei et euvangelica libertate, que visa sunt dicenda.

Secundo commisit Facultas magistros nostros Nicolaum Enchi, alias Treverensen, et Franciscum de Combles, ad visitandum quoddam opusculum concernens utramque rem theologam, per secretarium domini ducis Lothoringie compositum, qui petit ut ei liceat per impressionem id [1] emittere, ut de illo suum judicium ipsi supplicanti dent, utrum scilicet nichil contineat illud opusculum a vero vel probabili devians vel offensivum. Et pro quodam alio scripto visitando, ubi probatur aut firmatur omni juri consone esse sanctos a mortalibus esse orandos, deputavit magistros nostros Philippum Grivelle, Jacobum Berthelemi, Jacobum de Molendino et Natalem Bedam syndicum, ut illo visitato, etc., de utilitate ejusdem suum dent petenti judicium.

XXXIII. (Fol. 104 v°.) Die martis XI ejusdem mensis augusti, fuit sacra Facultas congregata apud collegium Sorbone. Primo probavit rotulum super magnis ordinariis factum per deputatos. Secundo quod super litteris domini nostri regis tunc per dominum capitaneum Fredericum Facultati presentatis, et aliis materiis que non potuerunt omnino terminari, crastina die, per juramentum, vocarentur magistri nostri super omnibus deliberaturi, videlicet tam de contentis in ipsis domini nostri regis litteris quam articulis ad determinandum propositis, quorum primus erat si expedit libros sacre Biblie in wulgare pro simplici populo transferri.

Tunc etiam, audita relatione per magistros nostros Nicolaum Treverensem et Franciscum Mauray facta de quodam opusculo inscripto Ebtaclum contra libros Luteri, per fratrem..... [2], ordinis Predicatorum, scripto et eisdem ad visitandum commisso [3], consensit Facultas et voluit quod imprimatur tanquam utile et conducens extirpationem errorum dicti heretici.

XXXIV. Die mercurii XII[a] ejusdem mensis, fuit etiam congregata Facultas per juramentum ubi prius. Primo sententias dixerunt multi super negocio translationum sacre Biblie et aliorum Ecclesie officia concernentium, ut est symbolum Nicenum, precepta quedam et alia que quotidie et de novo fiunt, tam, ut dicunt auctores, de greco in latinum quam de latino in wulgare, utrum scilicet licite sint et Ecclesie utiles et sic tolerande, necne: qui omnes uno eodemque judicio dixerunt illas nullo modo fieri debere, et quia cedunt in multiplex incommodum, omnino reprimende nec tolerande.

Deinde super materia principali, videlicet si Facultas debet mittere deputatos ad Blesensem arcem, reddituros rationes propter quas ipsa damnavit libros Ludovici de Berquin, ante magnum domini nostri regis consilium, sicut ipse per suas litteras expresse fieri jubet : post omnium deliberationem, conclusum extitit, quod, propter plurimas rationes

[1] Au lieu de *id* le registre porte *ei.* — [2] Le nom est resté en blanc dans le manuscrit. — [3] Il y a dans le registre *scriptum... commissum.*

per deliberantes adductas, nullatenus hoc faceret ipsa Facultas, sed solum domino nostro regi scribentur graciose littere, conficiende per nominatos deputatos, et postmodum viderentur, et per dominum Trecensem, cui etiam scribet Facultas, domino regi presentabuntur. Item quod duo magistri cum bidello accederent illum dominum Fredericum et causas paucis expone[re]nt cur sic agat Facultas, et eidem negocium fidei commendabunt.

XXXV. (Fol. 105.) Die veneris XIIII ejusdem mensis, anno V^c^ XXIII, apud Sanctum Mathurinum fuit sacra Facultas congregata post missam. Inter alia, post deliberationes, statuit quod littere ad dominum nostrum regem per unum de magistris mitterentur, et quod duo alii irent Blesas illustrissime matri scilicet cristianissimi regis nostri et domino cancellario rationes dicturi propter quas Facultati videntur maxime pernitiosa que sub nomine ejusdem domini nostri regis fieri cernuntur in causis fidei, ut pote pro Commentariis et translationibus magistri Jacobi Fabri et pro libris de Berquin, per quo[s] manifeste favet damnatis scriptis per Lutherum.

XXXVI. Die lune XVII ejusdem mensis, in collegio Sorbone etc. Primo, plures ex magistris dixerunt sentencias super materia translationum, qui omnes, uno dempto, simpliciter illas reprobaverunt; ille vero, scilicet Judocus Clictoue, non simpliciter sed aliqualiter pro suo arbitrio moderabatur.

Deinde, recitato quod dominus noster rex magnis itineribus Mediolanum contenderet, conclusum est quod littere ad eum et dominum Trecensem per cursorem cum primum mitterentur.

Tertio, audito quod illustrissime domine cum cancellario in fine hujus mensis huc essent reverse, post deliberationem, conclusit quod differretur progressus magistrorum ad eas mittendorum.

Quarto, quod ad curie graffariatum portarentur omnes libri Lutheri flammis, juxta illius arrestum, flammis, prout agendum decernerat (*sic*) Facultas, dandas; si tamen curie placeret, servarentur singuli in archivis Facultatis pro futuro, etc.

XXXVI. A. Die martis XVIII^a^ ejusdem mensis augusti, anno predicto, congregata Facultate in predicto collegio Sorbone, primo fuerunt opinati nonnulli super illa materia translationum; inter duo, scilicet de La Noe et Maillart, non simpliciter illas damnarunt, sed utcunque poterant illis visi sunt favere.

Deinde, omnibus illuc vocatis baccalariis, inter alia fuit per organum domini Boussart decani injunctum quatenus in suis argumentis, quantum commode fieri possent, sacras adducerent Scripturas, quia quod hoc minus facerent essent insignium personarum querimonie.

XXXVII. (Fol. 105 v°.) Die mercurii XIX^a^ ejusdem mensis, anno predicto, in predicto collegio fuit congregata Facultas.

Primo, ordinatum est, post deliberationem, quod non scriberet Facultas ad dominum cancellarium pro causa de Berquin, sicuti suadebant nonnulli, sed quod [erat] parata Facultas ipsa, secundum arresti formam, dare deputatos domino Parisiensi, quando adessent duo de curia consiliarii.

Secundo, sentencias dixerunt quidam ex magistris super propositis, quoad translationes sacre Biblie de hebreo vel greco noviter factas in latinum vel faciendas, et de latino in wulgare, qui omnia hec suis damnaverunt votis; quidam tamen ex eis dixit quod non existimat jam expedire ut de hujusmodi in curia procuretur prohibitio, ne forsan propter multos fautores minus recte succedat.

XXXVIII. Die sabbato ejusdem mensis augusti XXII[a], in eodem Sorbone collegio fuit sacra Facultas congregata in magno numero et solemniter.

Primo, qui nondum fuerant opinati de negocio traductionum sacre Biblie auditi sunt ad ultimum usque, et quia magister noster de Novimagio, ordinis Predicatorum, inter loquendum dixit quod Biblia qua utimur in Novo Testamento non erat illa que per beatum Hieronimum fuit grece veritati reddita, sed quod Ecclesia utitur Biblia incorrectissima; quod secundum dictum quia Facultatem scandalisavit, continuo per seniores reclamatum est et contradictum ferventer, monstratumque per nonnullos, ceteris audientibus, inconveniencia que ad illam secundam assertionem sequerentur, et soluta plane argumenta ex quibus ille putabat, falso tamen, habere quod impie asseruerat, huc requisivit dominus syndicus quod a domino decano interrogaretur utrum vellet stare in illa propositione et defendere suum dictum, et si sic, illo ad partem retracto, deliberaretur quid super negocio agendum; quod videns assertor cessit, dicens quod nolebat illud asserere, sed quasi disputare dixerat, nec vellet in tali dicto persistere. Deinde, auditis omnibus, conclusit sacra Facultas organo domini decani Boussart quod non sunt utiles Ecclesie nove traductiones Biblie que de greco vel hebreo in latinum fiunt, verbi causa per Erasmum et Jacobum Fabrum, sed pernitiose, propter optimas, (fol. 106) nec id quidem paucas, que adducte sunt a magistris, raciones, et ideo nullo modo permittende aut tollerande, sed per Ecclesie prelatos omni via ab Ecclesia eliminande. Consimiliter judicavit eadem Facultas de traductione ejusdem Biblie de latino in wulgare, quod scilicet sunt omnino prohibende nec ferende, nec translatio quedam que in magna carta oblata Facultati quorumdam preceptorum, ut ubi dicitur, ad Hebreos et ad Christianos, Symboli Niceni et quorumdam aliorum, sed quod propter errores in fide et moribus ac absurditates que in illa carta continentur debet publice ignibus comburi.

XXXIX. Die martis XXV ejusden mensis anni predicti, congregata Facultate ubi supra, videlicet in collegio Sorbone. Primo lecta est una forma decreti emittendi super negocio translationis sacre Biblie de quo prius, et placuit substantia illius forme, verum ut amplius digeratur ad deputatos rem commisit.

Secundo adhuc auditi sunt nonnulli de ea re oppinantes.

XL. (Fol. 106 v°.) Die lune ultima ejusdem mensis v^e^ XXIII, in eodem loco (collegio Sorbone) congregata Facultate.

Primo comparuit vir honestus Claudius Chevallon, librarius Universitatis, supplicando requirens ut ei liceret venditioni exponere scripta regis Anglie et episcopi Rossensis contra Lutherum, que, ad suasionem, ut dicebat, multorum magistrorum Facultatis, recenter impresserat, offerens librum visitandum, si opus esset. Eo autem absente, auditis nonnullis magistrorum, qui retullerunt se opera illa vidisse et quod erant Ecclesie utilia, conclusum est, post deliberationes, quod permittendum est et permittit eadem Facultas dicto Chevallon quod eosdem libros vendat et emittat [1].

XLI. (Fol. 111.) Eodem die (XIX mensis septembris), circiter meridiem, accepit dominus decanus Odouart, per manus domini Bibault conservatoris, epistolam unam quam ex jussu domine matris domini nostri regis ad Facultatem scripsit dominus cancellarius Francie, pro cujus apertione (fol. 111 v°) convocavit ipse dominus decanus hora IIII deputatos in collegio Sorbone, qui, viso quod per illam epistolam solum petebatur ut Facultas tres magistros seculares de suo cetu Blesis mitteret, ut inde ad varia loca, ex ejusdem domine jussu, pergerent cum duodecim de quatuor mendicantium ordinibus, de quo non poterant ipsi deputati ordinare, statuerunt Facultatem convocandam die crastina, id est dominica XX hujus mensis, hora quarta, in collegio Sorbone et per juramentum, etc.

XLII. Die dominica XX^a^ septembris v^e^ XXIII, Facultate congregata in magno numero, audita lectura et intellecto tenore litterarum predictarum, post maturam deliberationem, fuit conclusum quod pro nunc nulli essent mittendi, sed quod ad eundem dominum cancellarium scribendum est nomine Facultatis, et suis litteris Facultas consultet quod id quod petit domina fieri debet per dominos episcopos mandari executioni, commendando zelum etc. Et fuerunt deputati magistri nostri qui conficerent litteras et memorialia mittenda per magistrum nostrum Villepoys, qui alioquin proficiscebatur Blesis. Que omnia facta fuerunt, et lecte in Facultate littere et notula agendorum, que omnia laudavit Facultas et probavit.

[1] Cette réimpression parisienne des écrits de l'évêque Jean Fisher et du roi Henri VIII forme un volume in-4°, divisé en deux parties :

I. *Assertionis Lutherane confutatio per reverendum patrem Joannem, Roffensem episcopum, Academie Cantabrigiensis cancellarium.* (Marque de B. Rembolt.) *Prostat in edibus Claudii Chevallon* ..... — (A la fin, fol. CLXXX :) *Explicit* ... *anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo tertio, vigesima secunda mensis augusti, Parisiis, in ædibus Claudii Chevallon.*

II. *Assertio septem sacramentorum adversus Martinum Lutherum, Henrico octavo, Angliæ regi, adscripta.* (Marque de B. Rembolt.) — A la fin, fol. XXVIII v°, marque de C. Chevallon.

Un exemplaire de ce volume est à la Bibl. nat., sous la cote D. 7654.



IMPRIMERIE NATIONALE.

XLIII. (Fol. 112.) Die veneris XXV ejusdem mensis [septembris] et anni, congregata Facultate ubi prius.

(Fol. 113.) De quinto autem articulo quo queritur utrum liceat simplici populo simul convenire ut de Biblia conferat, ita censuit sacra Facultas, conformiter ad ea que jam de negocio translationis sacre Biblie in gallicum definivit, quod, quamvis non reprobet a laycis pro oportunitate legi pios tractatus modo illic designatos, convenire tamen ipsos et de Biblia conferre, quia id non modo sanctionibus summorum pontificum et generalium conciliorum sub extremis est prohibitum censuris, sed et fidelium imperatorum legibus, omnino illicitum esse et nullatenus permittendum.

XLIV. (Fol. 113 v°.) Die veneris IIª hujus mensis [octobris] et anni, congregata Facultate in collegio Sorbone, multa fuere in consultationem posita, videlicet de libris Melenthonis, de quadam Passione Christi sermone gallico edita, de Antilogia magistri nostri de Angestz, de quodam alio opusculo contra Lutherum edito; super quibus diu disceptatum est, nichil tamen conclusum, sed totum remissum ad diem lune, et dictum quod hec primo tractarentur quam fieret prosecutio deliberationis de obitibus, et utrum beneficium titulo aut officio correspondeat proprie.

XLV. Die lune V ejusdem mensis, ubi supra congregata Facultate, post collationem exceptorum de libris Melenthonis errorum cum locis unde fuerunt per deputatos excerpti, et matura deliberatione, libri scilicet de Communibus, Apologia pro Luthero que incipit *Contra furiosum*, declamaciuncule in Pauli epistolas, de disputatione Lipsica, scripta ejusdem auctoris in epistolam Pauli ad Romanos et utramque ad Corinthios, damnati fuere ut seditiosi, scismatici, impii et heretici, cum ad defensionem damnate Lutheri doctrine omnia pronissima sint, nec alium sibi proposuerit [1] finem [2].

XLVI. Die martis VIª ejusdem mensis [octobris], congregata ubi supra [in collegio Sorbone] Facultate, elegit tres magistros mittendos ad curiam pro negocio predicationis, insequendo litteras domini cancellarii, per quas ex jussu domine regis matris [3] hoc petiit.

Item comparuit venerabilis pater frater Gilbertus Nicolai, missus, ut dicebat, expresse ab ipsa domina ut super duobus consilium (fol. 114) ei daret sacra Facultas : primum,

[1] *Prestitunt* dans le ms. J'ai cru pouvoir corriger cette leçon.

[2] La sentence en date du 6 octobre 1523, dont le texte a été publié par D'Argentré (*Collectio*, t. II, part. I, p. XIII et XIV), indique en ces termes les livres de Mélanchton que la Faculté condamna au feu : « Liber cujus titulus est : *Loci communes rerum theologicarum, Liber commentariorum in Epistolam ad Romanos unam et in duas Epistolas ad Corinthios*, liber qui inscribitur *Adversus furiosum Parisiensium theologastorum decretum*, liber qui dicitur *Philippi Melancthonis declamatiunculæ duæ in D. Pauli doctrinam*, liber qui vocatur *Philippi Melancthonis Epistola de disputatione Lypsica.* »

[3] *Matre* dans le ms. — Sur ce projet de mission, voir plus haut, p. 369, à la date du 19 septembre 1523.

quibus mediis posset a regno penitus eliminari doctrina Leutheri; secundo, quomodo se justificare possent quedam altissimi status persone que dicunt se injuste notatas quod faverint doctrine illi. Et post maturam deliberationem fuit conclusum quod scribende sunt eidem domine littere credencie per illum patrem et dandi articuli continentes responssa ad petita, que omnia fieri ordinata sunt per deputatos et ad Facultatem afferri ut audiantur et expediantur etc.

XLVII. Die mercurii [VII] ejusdem mensis et anni, congregata Facultate ut supra. Primo, audito quod magistri tres qui fuerant nominati et electi tanquam apti ut irent ad mandatum domine Blesis, renuebant ire, non acceptantes electionem de se factam, propositis insuper pluribus quoad hec dificultatibus. post deliberationem, conclusum est quod non poterant ad id cogi juste per Facultatem ut inviti pergerent, et quod scribendum esset iterum magistro nostro Villepoys, qui cum domino Senonensi est Blesis, pro excusatione Facultatis que aliud nequit agere, et quod prestat quod ipsa domina per suum consilium eligat quos voluerit, et nominatim eos, si placet ei, ad se jubeat venire. Deinde, lecte fuere littere credencie cum articulis confectis ad ipsam pro materia per illum patrem minoritam Nicholai pridie proposita, et paucis correctis placuerunt et littere et articuli, et dictum quod signati per bidellum mitterentur; quod factum est.

XLVIII. (Fol. 114 v°.) Die jovis XV[a] ejusdem mensis, post missam in Sancto Mathurino de more celebratam, pro materiis ordinariis fuit congregata Facultas in capitulo etc. Et ordinatum est quod in membranis, id est in pergameno, fieret liber in quo omnes qualificationes propositionum per Facultatem facte et que fient describentur, et quod pro tam utili negocio non parcatur sumptibus.

XLIX. Die lune XIX ejusdem mensis et anni, congregata Facultate in collegio Sorbone, primo lecte fuerunt littere a curia misse per magistrum nostrum Villepoys, respondentes ad ea que ei fuerunt nomine Facultatis per dominum syndicum scripta.

L. (Fol. 116.) Die martis III mensis novembris, eodem anno V[c] XXIII, post missam pro prima die mensis ejusdem, in Sancto Mathurino congregata est Facultas super articulis in cedula contentis. Proposuit autem Facultati magister noster Guillelmus Emery, primarius collegii de Mignon, epistolam quam de Lugduno scripserat reverendus in Christo pater dominus confessor regius, Trecensis episcopus, ad eundem Aymery, et rogabat ipse reverendus in illa ut suo nomine salutem diceret Facultati, nuncians quod, in mense augusti, accepisset litteras et omnia que ad eum sacra Facultas direxerat, de quibus pro oportunitate verbum domino nostro regi fecerat, pro honore ejusdem Facultatis vel potius pro bono fidei. Et adjungebat ipsum dominum nostrum regem sic sibi dixisse : « Audivi quod theologi Parisienses volunt damnare libros Erasmi, quem ego volo accersire ad me, de quo intendo eis scribere. » Et propterea querebat ipse dominus confessor ut, si in libris

ejusdem Erasmi errores essent, in articulis redigerentur et ad eundem dominum nostrum regem mitterentur, et in hoc res pergrata fieret. Quibus per Facultatem auditis, post deliberationem magistrorum, dictum quod nomine Facultatis aut ejus ordinatione nichil tale fieret; sed posset honorandus magister noster Natalis Beda, syndicus Facultatis, suo privato jure, si vellet (quia ad hec se ultro exhibuit), ad ipsum reverendum patrem scribere, et articulos, si haberet collectos, mittere, de quo nichil ad Facultatem.

LI. (Fol. 119 v°.) Die martis prima mensis decembris anno v^c^ xxiii, in claustro Sancti Mathurini, post missam, congregata Facultate, ultra consueta que tunc tractavit, et ordinavit deputatos post prandium convenire, deliberaturos et conclusuros quid sit agendum circa decretum pro negocio translationum sacre Biblie concluso die xxii mensis augusti (fol. 120), supra folio 35, et ut dictarent quid pro exordio determinationis propositionum Meldensium, de quibus supra, in actu magne ordinarie die crastina legende, et quid pro forma prohibitionis in fine ponenda.....[1]. Deputati[2] autem insequendo prescriptam conclusionem convenerunt. Et quia urgebant illa que spectant ad actum lecture cras future, primo illa absolverunt. Et cum non suppetebat tempus, quod de translationibus agendum restabat ad aliam remiserunt horam.

## 1524.

LII. (Fol. 124 v°.) Die lune xviii januarii v^c^ xxiii, congregata Facultate in collegio Sorbone, tractandis materiis in medium positis, ex omnium magistrorum deliberatione conclusum fuit : primo, quod, priusquam per Facultatem fiat supreme curie responsum de Paraphrasi Erasmi in Lucam, videre opus est requestam per bibliopolam Courard[3] eidem curie datam cum responsione curie, et quod ad hunc finem procuranda [est] per dominum syndicum; qua habita, convocabitur Facultas, solemniter deliberatura super dando responso, et quod mature est in tam arduo negocio procedendum...

LIII. Die veneris xxii^a^ januarii, per juramentum congregata Facultate in predicto collegio Sorbone, post maturam omnium deliberationem de materiis in medium positis, fuit conclusum : primo, quod dedit Facultas et dat deputatos magistros nostros Maillart (fol. 125), Godequin et Pietrequin, injungens eis ut diligentius visitent et examinent quandam expositionem Orationis dominice nuper ab Erasmo emissam, et extrahant quicquid in ea minus rectum invenerint, relaturi omnia Facultati, que, ipsis auditis, decernet quid agendum, quia res non caret difficultate, cum curia suprema per arrestum, ad relationem quorumdam presidentium et consiliariorum, ut imprimeretur consensit et cum privilegio; secundo, quod per magistros nostros Sauvaige, de Novimagio et.....[4] exactius visitabuntur

[1] Espace laissé en blanc. — [2] Le ms. porte *deputatos*. — [3] Conrad Resch. — [4] Place d'un nom laissée en blanc.

Paraphrases Erasmi in Lucam; et Facultati, etc., inventos errores; quo facto, si requiratur ipsa Facultas, dabit suum judicium, et non aliter.

LIV. (Fol. 127.) Die veneris XII[a] februarii V[c] XXIII, congregata Facultate in collegio Sorbone.....

(Fol. 127 v°.) Ego Marcialis Masurier, presbiter, in hac sacra Facultate magister, damno et detestor omnes et singulas propositiones in hiis tribus papiri foliis contentas[1], et sentio cum Facultate quantum ad decisionem et determinationem earum. Et promitto nunquam contra venire hujusmodi decisioni et determinationi sacre Facultatis. Primum autem foliorum exteriori facie sic incipit : *Determinatio Facultatis theologie Parisiensis super aliquibus propositionibus certis e locis nuper ad eam delatis*, etc.; et ultimum folium sic finitur : *Parisius apud Joannem Parvum, sub Lilio, via Jacobea.*

LV. (Fol. 128 v°.) Die veneris XIX februarii V[c] XXIII, per juramentum congregata Facultate in collegio Sorbone, materiis in medium positis, post maturam omnium deliberationem, dictum fuit et conclusum, primo, quod omnibus licenciatis nomine Facultatis precipietur ut intra diem crastinum schedulas suorum signetorum ad dominum decanum afferant et in ejus manus reponant, ut per deputatos videantur qui satyris mordacibus usi fuerunt. Et quia jam constabat quod magistri Michael de Sancto Angelo, Johannes Fretel, Nicolaus Truyart et Johannes Dancyt notorie in hujusmodi erraverunt, ordinatum est quod illi et ceteri qui comperientur in simili presumpsisse, in actu suarum vesperiarum publice de errato a Facultate veniam postulabunt, secundum formam eis per deputatos tradendam.

Item quod pro futuro tempore fiet super hoc per deputatos decretum quoad omnia que concernunt hujusmodi actum, et presertim quoad ipsas famosas satyras, quoad modum[2] gratias agendi, quia non placet ut magistris in particulari agantur, et quoad prolixitatem.

LVI. (Fol. 137 v°.) Die mercurii XV mensis junii, anno predicto (M. D. XXIIII), fuit sacra Facultas congregata post missam apud Sanctum Mathurinum...

(Fol. 138 v°.) Querimoniam denique fecit sindycus (Natalis Beda) de magistro nostro Maillart, dicens quod, in prefato magisterii actu[3], die lune, secundo loco exponens hunc

[1] Cette adhésion aux principes adoptés par la Faculté se faisait, selon toute apparence, la main posée sur un exemplaire de l'édition originale de la *Determinatio*, édition qui forme un livret in-4°, intitulé : *Determinatio Facultatis theologiæ Parisiensis super aliquibus propositionibus certis e locis nuper ad eam delatis de veneratione sanctorum, de canone missæ deque sustentatione ministrorum altaris et cæteris quibusdam. M. D. XXIII.* Sur le recto du dernier feuillet se lit l'adresse du libraire : *Parisiis, apud Joannem Parvum, sub Lilio, via Jacobæa.* Il y en a un exemplaire à la Bibl. nat., D. 7327.

[2] Le ms. porte *mod.*, avec une double abréviation.

[3] C'est-à-dire : « in actu magisterii magistri nostri Henrici Fabri ». La plainte de Noël Béda est consignée sur le fol. 138 du Registre.

terminum *politiores litteras,* ex quarta titulorum cedula sumptum, que (*sic*) quesitum fuerat utrum Henricus politiores litteras in fornacis ingenio probaverit, usque adeo trium lingarum peritiam pro viribus extulerat, ut videretur pretendere quod sine illa nullus possit esse theologus; quod si hoc vellet, plane deliraret, et sanctis doctoribus Chrysostomo, Gregorio magno et similibus, qui unicam habuerunt, cum vernaculam lingam, et omnibus nostris scolasticis, etc. Propterea requisivit quod inprimis declararet prefatus magister, novus Fabri, quas litteras intelligeret per politiores, qui respondit quod litteras sacras puras, hoc est a mendis purgatas; secundo quod ipse doctor Maillart diceret si velit nullum esse posse theologum qui lingarum hebree, grece et latine peritiam non habeat, qui respondens dixit hoc non velle dicere nec pretendere, et quod, licet peritiam hujusmodi commendasset, non tamen vult scolastice theologie, que stilo plano et simplici utitur, derogare. Quo audito, quamvis nonnulli magistrorum dicerent quod etiam de hoc in deputatis merito fieri tractatio deberet, nichil tamen est definitum.

LVII. (Fol. 139 v°.) Die sabbati secunda julii, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo quarto, congregata Facultate in collegio Sorbone...

(Fol. 140 v°.) ... Quinto, quoad materiam magistri nostri Josse, ordinis Cluniacensis, in carceribus palatii ex domini nostri regis mandato detenti propter quasdam suas predicationes[1], dictum fuit quod, considerata relatione oratoris qui proximis diebus de curia reddiit, quo nomine Universitatis et maxime Facultatis pro hac re missus fuerat, non erat novus orator mittendus, nec ita importune agendum. (Fol. 141.) Placebat tamen Facultati quod, quando vellent magistri collegii Cluniacensis, scriberentur littere nomine ejusdem Facultatis reverendo patri domino Roberto Cenalis, episcopo Vinciensi, in curia agenti, agendo gratias de susceptis laboribus et cura pro liberatione predicti Josse captivi, et rogando ut bene cepta dignetur perficere.

LVIII. (Fol. 146 v°.) Die veneris v[a] augusti v[c] XXIIII, in die sancti Dominici, apud Predicatores congregata Facultate post missam, (fol. 147) expositis tractandis materiis, post maturam magistrorum deliberationem, fuit dictum et conclusum, primo, quod epist[ol]a per magistrum Beraldum scripta ut in principio operum divi Chrisostomi imprimeretur et Facultati presentata, quo diceret utrum placeret quod ederetur, non imprimeretur, nec redderetur, sed quoniam detrahit et derogat scholastice theologie, et non tantum viventibus doctoribus, sed et mortuis impudenter maledicit, ita ut potius famosus libellus censenda

[1] Ce Jean Josse avait été emprisonné par ordre de François I[er], à la suite d'un sermon prêché dans l'église de Saint-Séverin de Paris, « parce que, en icelle année et autres précédentes, il parloit aucunes choses contre l'honneur du roy et de la police mauvaise qui estoit au royaume. » *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. de la Société de l'histoire de France, p. 187 et 188. — Jean Josse fut élargi le 20 mars 1525 (n. st.). *Ibid.*, p. 233.

sit, per deputatos duos magistros, scilicet Rustici[1] et Militis, rogaret Facultas dominum rectorem ut, convocatis Universitatis deputatis, exponeretur negocium, quia non modo in illa epistola, sicut in una alia omnino simili in substantia, quam imprimi curat in fronte operum divi Atanasii, mordet et criminatur theologos, sed et etiam philosophiam, et presertim quoad logicam, et requireretur super illo remedium adhiberi, sive per Universitatis auctoritatem sive curie supreme, et quod fieret diligens hujus materie prosecutio.

LIX. (Fol. 147.) Die martis XVI mensis augusti V^c XXIIII, congregata Facultate in Mathurinis post missam pro medio mensis, retullit magister noster Fealte contenta in quodam scripto per Karolum Bovilum carmine emissum, ubi quedam theologa tractat, et facta longa eorumdem contentorum recitatione, in quibus nichil magistrorum animos promovit, tandem dixit nichil in toto opere suspectum invenisse, preter hoc quod ad finem unius librorum prefert scientiam orationi, et quia idem est (fol. 147 v°) ac si diceretur, « noticia preferenda est amori », quod quidam sancti doctores proba[bi]le reputant, non est facta magna vis. In hoc non permisit Facultas ut emittatur liber.

LX. (Fol. 148 v°.) Die XIX mensis augusti V^c XXIIII, in collegio Sorbone congregata Facultate, propositis que tractanda erant, fuit dictum et conclusum primo quod placebat forma epistole quam scribebat magister Nicholaus Berarldus ponenda in principio operum divi Chrisostomi, vel sue vel note Facultatis, quod sic fit.

## 1525.

LXI. (Fol. 161 v°.) Die lune IX^a mensis januarii V^c XXIIII, congregata Facultate in collegio Sorbone...

Auditis querimoniis super eo quod dicuntur multi magistrorum lutheriani esse vel illi perditissime secte favere et secreta Facultatis eis revelare, fuit dictum quod die mercurii proxima omnes et singuli magistri per juramentum vocarentur ad eundem Sorbone locum, et quod super hoc magistri prestarent jusjurandum tunc decernendum; quod si quis renueret, a consorcio rejiceretur et contra eum via juris procederetur.

LXII. Die mercurii XI^a mensis januarii V^c XXIIII, sub delato juramenti convocata Facultate, et post missam sedente in collegio Sorbone, propositis articulis et in consultationem positis, post maturam omnium magistrorum deliberationem, qui erant numero sexaginta et unus, fuit decretum et ordinatum in primis quod placebat forma prestandi juramenta per singulos que sequitur :

« Primo jurabitis quod corde et ore damnatis et execramini omnia Lutheri discipulorum et sequacium illius per Facultatem damnata.

[1] Sans doute le maître qui ailleurs (fol. 150) est appelé « Sauvage ».

« Item jurabitis quod secreta tenebitis facta et que fient per eamdem Facultatem pro illorum extirpatione et correctione errantium, nec ea revelabitis. »

Quo facto (fol. 162) primus omnium dominus decanus Cappel, clara et alta voce, manu ad pectus admota, dixit ita : « Juro. » Et omnes et singuli suo ordine ita juramento sese astringerunt, qui erant, ut dictum est, LXI. Deinde fuit bidello injunctum ut, considerato numero presentium et scripto diligenter per eum collecto, omnes absentes in cartula describeret et predicto domino syndico daret, ut possint ad simile prestandum juramentum cogi, et quod ad juramenta que prestant novi regentes in Facultate hec adjicerentur illaque jurarent.

LXIII. (Fol. 164 v°.) Die martis XIIII[a] mensis februarii V[c] XXIIII...

(Fol. 165.) Proposuit etiam honorandus magister noster Natalis Beda, syndicus, primo, quod, exequendo id quod fuerat per Facultatem ordinatum, scilicet quod daretur requesta curie pro recuperando de unoquoque scriptorum Martini Lutheri unicum volumen in thesauro Facultatis reservandum, etc. Hoc factum fuisse retullit, et lecta fuit in facie Facultatis forma requeste oblate uni consiliario, Facultatis amico et zelatori, sed, quamvis optime composita requesta, ille tamen non fuit illius sentencie ut tunc presentaretur.

LXIV. (Fol. 168 v°.) Die sabbati XVIII[a] mensis marcii V[c] XXIIII...

Ad partem autem sacra theologie Facultas retracta audivit lecturam epistole ex ordinatione illustrissimi principis domini ducis Lothoringie ad ipsam Facultatem per reverendum patrem dominum abbatem Sancti Anthonii misse, qua, in causa fidei contra quemdam presbiterum curatum[1] heresi Lutherana ita seductum ut palam uxorem duxerit, quorumdam magistrorum Facultatis requirit doctrinale judicium de certis libris et articulis scriptis, assertis vel predicatis per eundem hereticum ad hec expresse missis. Ad quod exequendum commissi fuerunt et deputati domini Cappel, de Quercu, Clerici, Berthelemi, Beda et de Combles.

LXV. Die jovis XXIII[a] mensis marcii V[c] XXIIII ante Pascha, congregata fuit Facultas in collegio Sorbone. Materiis autem in medium expositis, post maturam deliberationem, dictum fuit et conclusum : primo, quod placebant facta per deputatos in negocio fidei ex mandato illustrissimi domini ducis Lothoringie, ad Facultatem per reverendum patrem dominum abbatem Sancti Anthonii, vicarium generalem domini cardinalis de Lothoringia, misso; et post lecturam articulorum ejusdem sacerdotis natione Germani, quos in terris prefati domini ducis predicavit, audita cujuslibet articuli censura seu damnatio[ne] per predictos deputatos facta, placuit omnium unanimi voto Facultati, que eosdem articulos damnavit (fol. 169), prout damnat, juxta singulorum lectas et mature consideratas for-

[1] Il est appelé « Wolfangus Schuch » dans un acte de la Faculté, publié par D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. 18.

mas, voluitque et ordinavit de hujusmodi per eam acta damnatione instrumentum fieri auctenticum, Facultatis sigillo munitum post signum bidelli[1], et expediri atque tradi, et modo consimili determinationes per Facultatem factas, unam contra Lutheri scripta, et alteram contra multa [in] diocesi Meldensi predicata, que petuntur. Et denique quod nomine Facultatis ad illum dominum ducem scribetur epistola, illi congratulando pro fidei zelo quo movetur ad errorum extirpationem, fidem defendendo, et eundem ad perseverandum annuendo.

Tunc etiam audita relatione deputatorum ad visitandum opus sermonum Menoti, qui dixerunt communia continere et nichil in eis invenisse quod non possit probabiliter legi, preter unum assertum quo author reprobare videtur excommunicationes pro rebus temporalibus, et quod juramenta pro eis exiguntur, consensit Facultas quod, illa prius remota assertione, quia posset esse occasio scandali, exponantur venditioni hujusmodi sermones.

Presentatus est etiam liber quidam de nativitate beate Marie virginis per magistrum nostrum Sutoris compositus, etc. Ad quem visitandum fuerunt deputati, ut referant, magistri nostri Bouchart et Richardi.

Item alter contra Lutherum [per] quemdam Carolum Bovillum, pro quo fuerunt commissi magistri nostri Gaillart et Villepoys, ut referant, etc.

LXVI. Die xxvii mensis marcii v$^{c}$ xxiiii, Facultate in collegio Sorbone congregata ad concludendum fidei negocium a domino duce Lothoringie missum, de quo precedentibus conclusionibus, post maturam deliberationem, fuit dictum et conclusum primo quod placebant forme epistolarum ad dominum ipsum Lothoringie ducem et ad reverendum dominum abbatem Sancti Anthonii, a sede apostolica pro heresum extirpatione delegatum, Facultatis nomine per deputatos facte, et deinde quod placebant censure quatuor libellorum de quibus supra. Et fuit ordinatum quod per bidellum omnia in auctentiqua forma nuntio expectanti (fol. 169 v°) expedita sub testimonio sigilli Facultatis traderentur, omni mora seclusa; omnium autem censurarum in libris Facultatis originalia inveniri possint, quia decretum fuit cuncta hujusmodi in illis describenda esse.

LXVII. (Fol. 169 v°.) Die sabbati prima mensis aprilis v$^{c}$ xxiiii ante Pascha, fuit Facultas, ut moris est, post missam congregata...

Tunc retulit magister noster Villepoys contenta in quadam apologia per Carolum Bovillum composita, quo se purgare studet a suspitione qua plurimi putabant, ut dicit, eum Lutherianam doctrinam amplecti. Audito autem quod quidem scriberet de ymaginibus sacris, de peculiari devotione quorumdam ad certos sanctos et aliis nonnullis, quo[d]que inveheretur in eos qui carpebant librum suum de Nichilo, post deliberationem fuit dictum quod per plures deputatos iterum videretur et examinaretur liber ille, et presertim quoad

[1] Voir l'acte publié par D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. 17-21.



IMPRIMERIE NATIONALE.

illa expressa et similia. Item quod per bidellum emeretur illud scriptum de Nichilo, et etiam visitaretur per ipsos deputatos, videlicet dominos Berthelemi, Bedam syndicum, ipsum Villepoys et alios per dictum Berthe[le]mi et syndicum vocandos, si expedire viderint.

Tunc etiam requisivit dominus syndicus quatenus pro edificatione populi et bono fidei per impressionem emitterentur determinationes his diebus per Facultatem facte. Prima est super predicationibus magistri nostri Megret, doctoris Facultatis nostre et ordinis Predicatorum. Secundus est super doctrina cujusdam presbiteri Lutheriani per dominum Lothoringie ducem ad hoc missa, ut in ipsis sentenciis plene constat. Quod ut fiat, placuit Facultati et decrevit ut per magistros prenominatos congrue ordinarentur, [et] impressio sic ad honorem Dei cedat et instructionem fidelium.

LXVIII[1]. (Fol. 172). Die sabbati xx mensis maii v$^{c}$xxv, audita relatione finali de contentis in tribus libellis Erasmi in vulgare translatis, qui sunt Encomium matrimonii, Brevis admonitio de modo orandi et Symbolum, fuit dictum quod, cum multa in illis contineantur vel impia vel absurda vel bonis moribus pernitiosa aut heretica, nullatenus permitti debet ut imprimantur Parisius sic translata, sed quod omnino deberent supprimi, cum pias offendant in multis aures; fuerant autem illi libelli per dominum regis in suprema curia procuratorem uni magistrorum Facultatis traditi, ut videret si possent sine periculo imprimi, quod ille, quia vidit rem gravem, non ausus est definire sine Facultatis consilio; unde rem ei proposuerat die prima hujus mensis maii, que deputavit alios tres qui visitarent, etc., et referrent, ut dictum est, etc.

LXIX. Die prima mensis junii v$^{c}$xxv, audita relatione facta per honorandum magistrum nostrum Jacobum Berthelemi de quodam libello in vernaculum verso, inscripto Querimonia pacis, cujus author in linguam latinam fuit Erasmus, quis autem fuerat interpres non constat ex titulo; post deliberationem fuit dictum quod, ex quo ille libellus refertus est erroribus, nullo modo imprimi debet, sed, quemadmodum de nominatis in precedenti articulo dictum est, deputati debent domino procuratori regis in curia, reddendo responsum, tradere articulos perversos de libello ipso extractos, et dicere quod Facultas damnat libellum et dignum flammis judicat.

Idem fuit dictum de alio latine composito per Vutem Lutherianum de Fortuna[2], audita relatione facta per honorandum magistrum nostrum Nicholaum Bouchart.

LXX. (Fol. 172 v°.) Die veneris in vigilia Sancti Johannis Baptiste v$^{c}$xxv, xxiii mensis junii, congregata Facultate apud collegium Sorbone solenniter.....

[1] Cet article et le suivant ont été publiés par D'Argentré, *Collectio*, t. II, part. 1, p. 42.

[2] Il s'agit du pamphlet d'Ulric de Hutten, intitulé : *Dialogi : Fortuna, Febris prima, Febris secunda, Trias Romana*, publié à Mayence en 1520, in-4°.

(Fol. 173.) Tunc retulerunt honorandi magistri nostri Berthelemi et dictus Beda contenta in quadam Appologia facta per magistrum Carolum Bovilium; quibus auditis, fuit dictum quod, ex quo est parum fructuosa, et, volendo se justificare a doctrina lutheriana, asserit multa erronea conformia dicte doctrine, quorum nonnulla fuerunt ibi expresse lecta, non placet Facultati quod imprimatur.

LXXI. (Fol. 176 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo quinto, die prima mensis augusti.....

Retulit honorandus magister noster Corion que, faciendo sermonem in ecclesia Sancti Martini civitatis Meldensis, die dominica XVII mensis julii ultime elapsi, prout ei fuerat per Facultatem, rogante et hoc requirente magistro nostro Marciale Masurier, ejusdem ecclesie curato, injunctum, contigerant, et quod, in odium illius sermonis, dominus episcopus Meldensis fecerat eundem Corion ex officio citari ad diem secundam hujus mensis, a qua citatione per consilium Facultatis, videlicet domini Bouchart, appellavit per procuratorem hora assignationis ad curiam Parlamenti formaliter tamquam ab abusu. Hinc supplicabat dictus Corion quod Facultas susciperet causam et eum defenderet, etc. Quibus auditis, post maturam deliberationem, etc., fuit conclusum in primis prosequeretur viriliter.....

## 1526.

LXXII. (Fol. 185.) Die XV mensis januarii v°XXV, apud Sanctum Mathurinum, post missam ejusdem Facultatis.....

Tunc exibuit Facultati honorandus magister noster Johannes de Vico librum quemdam compositum per Carolum Bovillum, inscriptum Apologia Bovilli contra Lutherum, qui alias fuerat per Facultatem refutatus propter multa in eo contenta minus recte, que dictus de Vico dicebat fuisse correcta, ideo supplicabat deputari aliquos de magistris nostris qui illum visitarent et referrent Facultati, ut ordinaret, eis auditis, si vellet illum librum imprimi. Post deliberationem autem deputatus est magister noster Valentin, cum aliis duobus de conventu Predicatorum, ut librum illum diligenter videant et fideliter referant.

LXXIII. (Fol. 186.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXV, die XV^a^ mensis februarii, in capitulo cenobii Sancti Mathurini sacra congregata Facultate.....

Proposuit etiam predictus dominus Berthelemi quod honorandus magister noster Sutoris scripserat quemdam librum qui dicitur Anterasmycum Petri Sutoris, qua respondet cuidam Apologie Erasmi. Placuit etiam Facultati quod imprimatur.

LXXIV. (Fol. 187 v°.) Die VII ejusdem mensis marcii anno predicto quingentesimo XXV°, congregata Facultate apud collegium Sorbone per juramentum.

Et primo, audita relatione dominorum deputatorum qui fuerant congregati super qualificationibus propositionum et librorum ad Facultatem per dominos judices in causa fidei missorum contra Ludovicum de Berquin; auditis autem qualificationibus dictorum depu-

tatorum, post maturam deliberationem, unanimi consensu fuit dictum et conclusum quod predicte qualificationes (fol. 188), que incipiunt *Ludovici de Berquin libros et codicilos* etc., paucis immutatis, placebant Facultati et eas approbavit. Et quia non omnes propositiones et libri erant omnino expediti, ordinatum est quod die lune sequenti iterum per juramentum vocaretur Facultas ad perficiendum et omnino terminandum quod restat; et interim diligenter et exacte predicti deputati pro hac materia cum aliis qui fuerunt eis adjuncti, ut securius et maturius omnia examinarentur, vacarent et intenderent illi negotio, sic omnia disposita essent et preparata ad ultimum judicium ferendum die lune, ut dictum est. Et ordinavit Facultas quod in ea forma dominis judicibus traderentur manu bidelli Facultatis signate, ut moris est.

Item proposuit dominus syndicus Beda ea que sequuntur.

Primo, ad obviandum erroribus qui quotidie multiplicantur, multum expediens videtur emittere per impressionem omnes determinationes per Facultatem factas contra novos errores et sectationes doctrine lutheriane, scilicet Wolfangum, Megret, Caroli, Pouent, Matheum, Saulnier, librum evangeliorum et epistolarum cum exortationibus galice scriptis pro dyocesi Meldensi, item contra Ludovicum de Berquin. Et quod multi conquerebantur quod jam non essent impresse hujusmodi determinationes. Super quo fuit dictum et conclusum, post deliberationem, quod imprimerentur cum primum fieri commode posset et sub propriis nominibus et connominibus auctorum.

Secundo, quod dominus episcopus Trecensis habebat onus a dominis presidentibus Guillart et Le Wiste significandi Facultati quod ipsa deberet preparare ad remonstrandum domino nostro christianissimo regi, cum primum venerit, errores currentes in regno, et presertim contentos in prefatis determinationibus; et quod predictus dominus Guillart eadem prius omnino dixerat eidem domino syndico; supra quo fuit dictum quod darentur deputati, (fol. 188 v°) et de facto dati sunt ad advisandum super hujusmodi negotio; et nomina deputatorum sunt Berthelemi, Beda syndicus, Loret, Boucher vel Contreras, Stephanus Ruffy, de La Noe, Du Molin et Clerici. Et deputatus est dominus decanus Cappel pro oratore ad christianissimum nostrum regem.

Dixerat etiam dominus episcopus Trecensis predicto domino syndico quod episcopus Lingonensis et ipse procurarent quod nonnul episcopi hujus regni congregarentur, et de eadem materia domino nostro regi haberent verbum.

Remonstratum est etiam per predictum dominum syndicum expediens esse ut libros qualificationum et conclusionum corrigi faceret Facultas, collacione cum originalibus facta, quia dicitur quod sunt aliqui errores in scriptura et omissiones. Quo audito, ordinavit Facultas hec omnino debere fieri ac voluit.

LXXV. Die lune xii[a] mensis marcii v[c] xxv, congregata Facultate per juramentum apud collegium Sorbone, ad concludendum et ex toto perficiendum determinationem librorum et propositionum predicti Ludovici de Berquin, de quibus in precedentibus conclusionibus; audita relatione dominorum deputatorum, omnibus autem lectis, auditis et mature pon-

deratis, totum negotium conclusit Facultas, omnium unanimi consensu, quod ipsa prefata sacra Facultas damnabat, prout damnavit, predictas propositiones et libros et codices, secundum formam et modum ibi in presentiarum per eos lectum; de quo ad longum constat in registro determinationum seu qualificationum Facultatis.

LXXVI. (Fol. 189.) Die xvi[a] mensis aprilis post Pascha, anno quingentesimo vicesimo sexto, post missam, apud Sanctum Mathurinum congregata Facultate.....

(Fol. 189 v°.) Item proposuit dominus syndicus Beda illud quod alias proposuerat in Facultate, videlicet quod bonum esset quod ex parte Facultatis diceretur Universitati, que ipsa die congreganda erat apud Sanctum Mathurinum, quod, cum primum veniret cristianissimus noster rex, quod remonstraretur per honorandum magistrum nostrum Guillelmum Cappel, electum per Facultatem tanquam virum prudentem et expertum, et ex parte Universitatis, de illis erroribus, etc. Que placuit Facultati.

Item de distributionibus magistri nostri Megret et magistri nostri Bernardi, Augustinensis, qui detenti erant in carceribus, dictum fuit, primo, quod pro Megret nichil penitus ei daretur, nec bidellus aliquid reciperet pro eo; de Bernardo autem Augustinensi, quod amodo parvus bidellus poterit servare, et postea Facultas deliberabit quid agendum.

LXXVII. (Fol. 189 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo xxvi°, die prima mensis maii, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum post missam.

(Fol. 190.) De libris Erasmi dictum fuit quod magistri nostri congregabuntur die crastina et aliis diebus, quando eis placuerit, ad qualificandum predictos libros.

Liber autem qui dicitur Colloquia familiaria datus fuit magistro nostro Tristando Rauault cum aliquibus aliis de collegio Navarre, pro visitando et referendo Facultati ac etiam aliis magistris nostris, si eis placet visitare et referre Facultati.

LXXVIII. (Fol. 190 v°.) Anno Domini millesimo [quingentesimo] vicesimo sexto, die martis xv mensis maii, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum post missam.

In primis proposuit dominus syndicus Beda quod erant alique Biblie de novo impresse que non sunt vere, ut audiverat ab aliquibus, ideo bonum esset quod Facultas emeret illos libros, et quod distribuerentur per collegia ad providendum. Quo audito, deputavit Facultas (fol. 191) honorandum magistrum de La Noe cum bidello Facultatis pro illis libris emendis.

De libro autem qui dicitur Familiarium colloquiorum Erasmi multa fuerunt dicta ac etiam de multis aliis; tamen totum negotium remissum est ad diem crastinam apud collegium Sorbone, in congregatione Facultatis per juramentum convocandam.

LXXIX. Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo sexto, die mercurii decima sexta mensis maii, fuit congregata Facultas per juramentum in collegio Sorbone, ad deliberandum finaliter quid esset agendum de libro qui inscribitur Familiarium colloquiorum

formule per Desiderium Erasmum, etc. Nunc autem idem liber, plurimum auctus, inscribitur « Familiarium colloquiorum opus multis nominibus utilissimum », etc. Super quo quidem negotio jam sepius factus fuerat sermo tam in deputatis quam in pleno magistrorum consessu, et die hesterna, post multa super ea re in ipsa Facultate sedente apud Sanctum Mathurinum post missam, ut moris est, proposita, ut maturius materia ipsa discuteretur, remissa est ad hanc diem decimam sextam, qua, in omnium magistrorum presentia, repetita sunt et rememorata que per deputatos prius diversis vicibus fuerant adducta, videlicet quod per autorem dicti libri, quisquis is esset, je[j]unia et abstinencie Ecclesie parvi penduntur; beate Virginis et sanctorum pro ludibrio habentur suffragia; virginitas, si conjugio conferatur, nullius est aut parvi momenti; religionis etiam dissuadetur omnibus ingressus; item ardue difficilesque theologie questiones grammaticalis (*sic*), contra Universitatis per magistros in artibus jurata statuta, proponuntur, unde facile in errores prolabi possunt; et pleraque consimilia perperam in dicto libro tractantur. (Fol. 191 v°.) Quibus diligenter attentis et perpensis, post maturam deliberationem, dictum fuit et unanimi omnium consensu conclusum quod predicti libri lectio omnibus, et maxime adolescentibus, erat interdicenda, quoniam magis per ejusmodi lectionem sub eloquentie pretextu juventus corrumperetur quam institueretur, et quod omnibus mediis debitis esset enitendum ut hujusmodi liber supprimeretur, et a finibus eliminaretur christianorum. Ut autem commodius id fieret, ordinatum est supreme curie porrigendam esse ad hos fines supplicationem, que christianissimo zelo pestiferas doctrinas solet odio prosequi atque pernitiosas execrari novitates. Actum anno et die predictis.

Item tunc eidem Facultati exposuit magister noster Natalis Beda, syndicus Facultatis, se ad errores dudum excerptos per eum de Paraphrasibus Erasmi in Evangelia et omnes apostolicas epistolas Pauli nonnullas adjecisse confutatorias rationes ubi opus esse judicaverat, que fuerant visitate per quosdam de magistris tunc presentibus, et quod intendebat, si Facultati placeret, hujusmodi confutationes in lucem emittere, unacum annotationibus in Jacobum Fabrum. Auditis autem magistris qui perlegerant prefatas confutationes, post deliberationem, fuit dictum et conclusum quod eadem Facultas consentiebat et permittebat, et de facto consentit et permittit hujusmodi confutationes in Erasmum arte impressoria in lucem edi seu emitti.

LXXX. (Fol. 193 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo sexto, die nona mensis julii, congregata est Facultas theologie in collegio Sorbone, sedente pro decano domino Cappel, ad deliberandum quid respondendum esset curie Parlamenti super materia Erasmi, quoad Elenchum ejusdem Erasmi, in censuras Natalis Bede, traditum per curiam ipsi Facultati. Super quo, auditis duobus de magistris qui jam fuerant deputati in eo negotio, scilicet Vallentin et Boucher, post deliberationem, conclusum extitit quod, propter arduitatem negotii, opus erat majori numero deputatorum, et ideo usque ad numerum duodenarium vel eo circa, dati sunt deputati videlicet Berthelemi, Vallentin, de La Noe, Loret, Boucher, Furci, Lohart, Gillain, Godequin, Silvanus, Tourmente, de Ortis, Bertou.

Et adjectum est quod comparerent omnes qui vellent comparere, quibus fuit injunctum ut die sequenti, hora septima, comparerent in majori aula Sorbone, et negotium prosequerentur diligenter usque ad ejus terminationem, ita tamen ut per eos acta refferrent Facultati, que super illis ut videretur definirent.

LXXXI. (Fol. 194.) Anno Domini millesimo quingentesimo xxvi°, die sabbati xviii° mensis augusti, fuit per juramentum congregata Facultas in collegio Sorbone, deliberatura si pro causis fidei esset scribendum domino nostro regi, aut aliis insignibus personis de curia, et super his que Senatus Parisiensis, die precedente et veneris xvii augusti, domino decano et magistris nostris Natali Bede, syndico, et Jacobo Merlin, in ecclesia Parisiensi canonico, quos vocaverat, declaraverat et dixerat ipse Senatus.

Magistris itaque sedentibus exposuit dominus decanus supremam curiam, organo domini presidis Guillard, significasse dominum nostrum regem per epistolam eis mandasse ut sua auctoritate retineri atque per inventarium reservari juberent omnia annotationum prefati Bede syndici in Fabrum et Erasmum volumina, nec vendi sinerent, donec, re discussa, permitteret ipse dominus rex; item quod non ederetur quicquid per ipsam Facultatem adversus aliquem, nisi accedente expresso curie consensu; quod tamen ipse dominus preses interpretatus est de scriptis per particulares magistros, non autem de totius Facultatis determinationibus aut sententiis doctrinalibus, et quod ita intelligenda essent verba in epistola domini nostri regis posita, et quoniam illi qui ejusmodi a rege extorserunt epistolam colorabant prohibitiones ipsas in hoc quod Facultatem dicebant contravenisse cuidam evocationi anno v°xxiii propter Commentarios dicti Fabri procurate.

Auditis per curiam deffensionibus quas pronunciavit predictus Beda, illas probavit, et dixit nunquam dominum regem ita scripsisse si hujusmodi causas cognitas habuisset; unde et suaserunt ut, cum primum rex huc venerit, per oratorem super omnibus illum, omni qua decet modestia, informet, et constanter, quia nunc opus est maxime, pericula fidei et morum aperiat, et decrevit (*sic*). (Fol. 194 v°.) Item Senatus, qui satis innuebat rem ipsam non recte per regem intellectam, magna benignitate in omnibus egit, compatiendo potius et suadendo quam imperando.

Quibus per Facultatem auditis, et lectis exemplis prefate regie epistole ac unius per Erasmum ad dominum nostrum regem scripte, que visa est multum seditiosa, et in pluribus scandalosa ac manifeste hereticis favens, post deliberationem, fuit dictum et conclusum scribendum esse ad dominum regem meliori modo et forma que fieri poterit. Et ad hoc exequendum nominati fuerunt ac deputati honorandus dominus decanus, cum honorandis magistris nostris Clerici, Clictoueo, Beda syndico et Merlin.

LXXXI. Anno Domini millesimo quingentesimo xxvi°, die prima mensis septembris, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam ejusdem Facultatis. . .

Item de conclusione Colloquiorum Erasmi, quam querebat habere quidam vir bonus de

ordine Celestinorum ut mitteret aut ferret Lovanium, post deliberationem fuit dictum quod eidem daretur sub signo bidelli.

LXXXII. (Fol. 198 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo xxvi°, die ultima mensis octobris... Placuit etiam Facultati quod honorandus magister Beda syndicus faceret aliquam parvam orationem domino legato in receptione, qui hodie erat venturus.

LXXXIII. (Fol. 199 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo xxvi°, die quinta mensis novembris, congregata Facultate apud collegium Sorbone...

(Fol. 200 v°.) Tunc, quoniam eodem die obviam pompe funebri corporis illustrissime Claudie, nuperrime regine et filie regis bone memorie Ludovici duodecimi, ire debebat Universitas, quod quidem corpus pridie aplicuerat et repositum fuerat in ede Beate Marie de Campis, requisivit major bidellus ut decerneret Facultas quidnam cuilibet magistrorum nostrorum pro distributionibus tradere deberet. Omnibus autem ponderatis, post deliberationem, fuit dictum quod pro quolibet die singulis magistris, tam his qui ut deputati perrexerunt obviam corpori ultra suburbia Sancti Jacobi, et his qui affuerunt receptioni domini legati in vigilia Omnium Sanctorum, quam his qui aderant cum Universitate in conductu a porta Sancti Jacobi ad ecclesiam Beate Marie, et die sequenti usque ad predictum locum, quinque solidos turonensium.

LXXXIV. (Fol. 201.) Anno predicto millesimo quingentesimo xxvi°, die xx mensis novembris congregata Facultate apud collegium Sorbone...

(Fol. 201 v°.) Auditis deinde multis que proposuit honorandus dominus syndicus Beda quoad acta in deputatis Universitatis die sabbati pro articulis per oratorem ipsius domino nostro regi proponendis, et audita lectura eorum que idem syndicus descripserat super illo negocio, post deliberationem, fuit dictum quod dominus orator non descenderet ad particulares personas Erasmi, Fabri et aliorum que (*sic*) circa fidem erraverunt, nisi res urgeret, sed quod domino regi quasi auriculariter dicerentur et in scriptis traderentur excerpti errores magis notabiles, etc., qui per deputatos signarentur et extraherentur. Item quod plura exempla eorum fierent et darentur domine et principibus vel aulicis, domino vero cancellario similiter cum scriptis articulis per predictum dominum syndicum. Item quod expedit quod plures sint parati loqui si sit opus, et nominantur ad hec domini Clerici, Beda, Villepoys. Non tamen omnino fuit istud conclusum.

LXXXV. (Fol. 202.) Anno Domini millesimo quingentesimo xxvi°, die prima mensis decembris, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam, ut moris est, expeditis que in talibus ordinarie accidere, honorandus magister noster Jacobus Berthelemi proposuit quod dominus advocatus regis in suprema curia Lizet dixerat ei, presentibus aliis quibusdam magistris nostris, se habuisse colloquium cum domino episcopo Meldensi, super negotio fidei, quem invenerat, ut opinabatur, in proposito bono quoad multa; et

volebat idem dominus Lizet illud Facultati significari, ut videret si esset bonum quod deputarentur nonnulli qui cum ipso domino Lizet adirent predictum dominum episcopum Meldensem, in charitate eum monituri ut vellet in propositis stare et salute (*sic*) sue dyocesis consulere, modis qui ei per Facultatem traderentur. Quo audito, post deliberationem, fuit conclusum quod placebat predicte Facultati ut ita fieret, et ad hoc deputati fuerunt magistri nostri Le Cyrier, Clictoueus, ipse Berthelemi, Du Hestray et Godequin, aut tres ex ipsis, qui cum prefato domino advocato Lizet, quando opportunum fuerit, accedent ipsum dominum episcopum Meldensem.

(Fol. 202.) Quoad materiam vero domino nostro regi et principibus pro fide proponendam, fuit dictum quod, extractis articulis erroneis de dictis Fabri, Erasmi, Megret, Caroli et Berquin domino regi et aliis tradendis, sicut fuit prius ordinatum, priusquam presententur, legentur in Facultate et audientur illi articuli qui de libris Fabri fuerunt extracti, quia nichil adhuc egit Facultas contra illos. De aliis autem secus, quia jam fuerunt judicati.

LXXXVI. Anno predicto millesimo quingentesimo XXVI°, die decima mensis decembris, congregata Facultate in collegio Sorbone, lecta fuit et correcta pars articulorum erroneorum de libris magistri Jacobi Fabri extractorum et in wulgare versorum, et dictum de illis quod debent presentari domino regi, domine matri ejus et quibusdam aliis dominis, et quod presentandi domino cancellario non transfundentur in vernaculum, sed latine ut sunt dabuntur. Item dictum fuit quod pro expeditione reliquorum articulorum comparerent omnes magistri nostri post prandium.

LXXXVII. (Fol. 202 v°.) Anno et die predictis, post prandium, comparuerunt in collegio Sorbone nonnulli magistrorum nostrorum, insequendo conclusionem ultimam, qui propter certas rationes dixerunt non esse tunc procedendum in examine articulorum de libris Fabri exceptorum, sed alio die cum primum fieri posset.

Item proposuit tunc magister noster syndicus Beda imponendum esse finem negociis de com[m]i[t]tendis per impressionem determinationibus a Facultate factis contra Caroli, Megret et alios, et de responsione facienda curie supreme quoad injuncta per eam super scriptis Erasmi. Quibus auditis, honorandus magister noster Jacobus Berthelemi, qui senior est in deputatis pro illis materiis, requisivit determinari per dominos presentes utram illarum duarum materiarum vellent primo expediri, ut illi omnino intenderet. Post deliberationem autem fuit conclusum quod ante omnia primo esset respondendum curie de doctrina Erasmi, et inujnctum prefato Berthelemi ut, omnibus postpositis, incumberet expeditioni rei illius.

LXXXVIII. Die XII[a] ejusdem mensis decembris, anno predicto millesimo quingentesimo XXVI°, congregata Facultate in collegio Sorbone, processit in expeditione articulorum



IMPRIMERIE NATIONALE.

de doctrina Fabri extractorum, domino regi et ceteris tradendorum, et fere omnes conclusit.

LXXXIX. Die autem XIIII[a] ejusdem mensis decembris V[c]XXVI, deputati Facultatis convenerunt et quod restabat de dictis articulis terminaverunt, concludentes omnes, sicut fuerant correcti, dandos domino regi et aliis inclitis personis.

XC. Die XV mensis decembris, anno predicto millesimo quingentesimo XXVI°, post missam ejusdem Facultatis, more solito congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, expeditis materiis ordinariis, proposuit honorandus magister noster syndicus Beda statum causarum fidei que sunt in terminis, requirens ut deputarentur aliqui de magistris nomine Facultatis; (fol. 203) adirent dominum cancellarium, illum exhortaturi ut rebus fidei succurreret, quod jure duplici facillime posset, tum quia provincie hujus Senonensis metropolitanus, tum quia justicie regni hujus christianissimi caput, et in particulari dicerent videndum ab eo esse utrum ea que facta sunt et que fieri queruntur in favorem Caroli, Megret, Berquin, Fabri, Erasmi, Gerardi et aliorum justa sint et Deo grata et que honori regis possint cedere. Item quod deputarentur alii qui pro Facultate a domino primo preside audienciam postularent pro terminanda appellatione facta per magistrum nostrum Jacobum Merlin super negotio Origenis a Facultate ad curiam tamquam ab abusu, et videretur si essent requirendi domini episcopi Trecensis et Vinciensis ut domino cancellario pro Facultate loquerentur presentibus aliis deputatis. Quibus auditis, post deliberationem, fuit conclusum primo conveniencius esse Facultatem per simplices magistros debere loqui domino cancellario quam per predictos dominos Trecensem et Vinciensem, qui alio jure ad id tenentur, sed quod ex parte Facultatis debent rogari aut moneri ut suas partes pro his fidei causis agerent, ad quod fuerunt deputati magistri nostri Boucher et Symart. Ad verbum autem habendum cum domino cancellario nominati fuerunt magistri nostri Clictoueus, Beda syndicus, Loret, qui etiam possent adhuc alios quos vellent secum ducere...

## 1527.

XCI. (Fol. 204.) Anno predicto, die XVI[a] mensis januarii, congregata Facultate in collegio Sorbone...

(Fol. 204 v°.) Deinde recitavit predictus honorandus syndicus Beda aulicum quemdam dixisse illi sese in mandatis habuisse ab illustrissima domina vidua defuncti domini ducis Alençonii, que soror est domini nostri regis, ut transcribi curaret omnes determinationes Facultatis in causis fidei factas ab inicio Lutherane factionis, quoniam illas videre cupiebat ipsa domina, rogabat eam ob rem ut Facultatis registra alicui fideli scriptori traderentur, qui ejusmodi determinationes transcriberet, cui quidem aulico jam dicebat idem syndicus tradidisse proposiciones erroneas que per deputatos fuerant extracte de libris Fabri, Erasmi et Berquin et de predicationibus Megret et Caroli, doctorum Facultatis, et lecte

in Facultate, ut domino regi et aliis de curia communicarentur, quatinus veritatem possent pro bono fidei intelligere, aliaque multa super hiis predictus dominus syndicus retulit. Quibus auditis, post deliberationem, fuit dictum quod laudabat predicta Facultas dicto aulico traditas fuisse prefatas propositiones, sed plures tradere absque cerciori requisitione aut mandato pro nunc non erat opus, et quod hoc posset respondere ipse dominus syndicus illi aulico. Offert tamen ipsa Facultas se velle morem gerere bene placito prefate ducisse, dummodo certis mediis illud significet ipsi Facultati, et quod omnino est danda opera per deputatos ut imprimantur hujusmodi Facultatis determinationes, sicut fuit dudum ordinatum.

(Fol. 205.) Item proposuit honorandus predictus syndicus Beda lectam fuisse ab honorandis magistris nostris Majoris, Berthelemy, Tempette, Godequin, a se et aliis epistolam domini Henrici, regis Anglie, qua respondet quibusdam litteris quas ad se miserat Luther, que plurimum utilitatis habet et contra Lutheranam factionem multa efficaciter disserit. Ideo requirebat ut consentiret Facultas illam Parisius imprimi[1]. Auditis autem prefatis doctoribus qui idem affirmarunt, post deliberationem, consensit quod imprimatur, correcto titulo ejusdem epistole ubi dicitur author rex Francie.

XCII. (Fol. 207 v°.) Die XVIII^a^, eodem anno V^c^XXVI, mensis marcii, apud collegium Sorbone, fuerunt per dominum syndicum lecte quedam littere regie ad instanciam Caroli, Fabri et Girardi impetrate etc., virtute quarum fuerat intimata et citata Facultas, loquendo ad personas honorandorum dominorum decani Cappel et prefati syndici Bede, ut comparerent die XX^a^ mensis presentis marcii coram christianissimo nostro rege. Auditis autem deliberationibus, fuit conclusum quod, in favorem fidei, cujus cause tanguntur in prefatis litteris, compareret pro Facultate predictus dominus syndicus Beda, cum duobus magistris et bidello, si opus esset, die assignata, et agerent id quod juris et rationis.

XCIII. (Fol. 208.) Die VIII^a^ mensis aprilis anno quingentesimo vicesimo sexto, ante Pascha, congregata Facultate, per juramentum apud collegium Sorbone, in primis super instructione oratoris ad dominum nostrum regem et comitibus sibi dandis, dictum fuit quod differatur ad tempus.

Item, super negotio Universitatis, quoad litteras mittendas ad summum pontificem, videatur per deputatos Universitatis si honeste scribatur inconsulto rege et cancellario.

XCIV. (Fol. 210.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXVII°, die XIIII mensis septembris, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum.

Item ordinavit prefata Facultas quod die lune XXIII mensis hujus septembris vocaretur Facultas per juramentum (fol. 210 v°) apud collegium Sorbone, deliberatura super his

[1] Il n'y a pas, à la Bibliothèque nationale, d'édition parisienne de la lettre de Henri VIII répondant à cette autorisation donnée par la Faculté.

que facta sunt per multiplices deputatos Facultatis in examine Annotationum magistri nostri Bede, Elenchi Erasmi et Parafrasum ejusdem, necnon libellorum ad hec pertinentium, et quoad libellum missum per dominum nostrum regem ad Universitatem. Audita relatione dominorum deputatorum qui in eo examinando vacaverunt, fuit ordinatum quod qui non deliberaverunt poterunt infra octo dies dare suas deliberationes in scriptis, et rogantur ut dent eisdem deputatis, et quod honorandus magister noster Berthelemi faciet unam formam responsionis dande domino nostro regi super prefato libello, que quidem forma examinabitur primo per deputatos, deinde per Facultatem.

Item quoad alia omnia scripta Erasmi, in quibus dicuntur esse multi errores pernitiosi in fide et moribus qui lectores inficiunt, ordinatum fuit quod distribuentur diversis deputatis, ut unusquisque eorum oblatum sibi librum legat et examinet diligenter et ex eo extrahat que in illo perversa et male sana videbuntur; quo facto, referat Facultati, et illa ordinabit quid sit agendum.

XCV. (Fol. 210 v°.) Die lune XXIII[a] mensis septembris, anno predicto V[c]XXVII, congregata Facultate apud collegium Sorbone per juramentum, in primis fuerunt assignati libri magistris nostris, videlicet magistro nostro Majoris Annotationes in Matheum, Berthelemi in Matheum et Lucam, etc.

Die autem crastina, que erat XXIIII[a] septembris, fuit continuata congregatio apud predictum collegium (fol. 211) super predicta materia.

XCV A. Die XXVIII mensis septembris, anno predicto millesimo quingentesimo XXVII°, congregata Facultate per juramentum apud collegium Sorbone.

In primis retulit honorandus magister noster Johannes de Castro de quodam libro hymnorum gallice conscriptorum. Quo audito, fuit dictum quod Facultas non impediebat impressionem libri, quia nichil ad eam.

Quantum ad modum procedendi in materia propositionum Erasmi, fuit conclusum quod ipse propositiones communicarentur per collegia magistris nostris priusquam aliquid de eis concludatur. Quibus communicatis, in Facultate legentur bis vel ter cum censuris jam factis per deputatos. Quo facto, quilibet tenebitur respondere *Placet* vel *Non placet*. Qui autem dixerint *Non placet*, rationes et causas moventes eos quare *Non placet* dicere poterunt, sed paucis et breviter, nichil jam per alios dictum repetendo. Post deliberationem autem presentium ad pluralitatem, ut moris est, fiet conclusio.

XCVI. (Fol. 212.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXVII°, die XII mensis octobris, fuit congregata Facultas in collegio Sorbone, deliberatura super mediis quibus possent induci honorandi magistri nostri ut omnes comparerent in Facultate quando procedit in causa fidei, hoc est in examine eorum que per deputatos acta sunt quoad quoslibet libros et scripta Erasmi, quia interdum vix assunt quindecim. Post deliberationem autem maturam, fuit ordinatum quod ter in ebdomada sedebit pro hujusmodi materia predicta Fa-

cultas, scilicet diebus lune, mercurii et veneris, vel aliis diebus secundum discretionem et deliberationem magistrorum nostrorum, id est si contingat aliquo illorum dierum impedimentum, alius dies capietur, sic quod ter singulis ebdomadis incumbet Facultas illi rei, et quod hora octava precise comparebunt predicti magistri nostri et sedebunt usque ad decimam horam, singulisque tradet bidellus in fine actus XII denarios turonenses pro distributionibus.

## 1528.

XCVII. (Fol. 216.) Die XV[a] mensis maii, anno predicto (M. D. XXVIII), congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam. In primis fuerunt lecte littere christianissimi nostri regis transmisse Facultati. Quibus auditis, habuit gratias Facultas predicto nostro regi de communicatione suarum litterarum; parata est obedire ei non solum pro contentis in predictis litteris, sed in omnibus aliis.

XCVIII. (Fol. 218 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXVIII°, die XV[a] mensis julii, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum post missam... Deinde narravit multa bona honorandus dominus syndicus Beda pro causis fidei, et presertim de quodam librario incarcerato. Quo audito, laudavit Facultas et habuit gratias prefato syndico de zelo quem habet et semper habuit.

XCIX. (Fol. 219.) Anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo octavo, die prima mensis augusti, congregata Facultate per juramentum, post missam, apud Sanctum Mathurinum... Item proposuit dominus syndicus Beda quod esset bonum visitare reverendissimum dominum cancellarium regium; et fuit electus honorandus magister noster de Molendino, vel magister noster Bertou; et dandas ei gratias de zelo quem habet ad Facultatem.

Item retulit prefatus multa que facta fuerant hiis diebus de processu de Berquin, que placuerunt Facultati.

C. (Fol. 220 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXVIII°, die ultima mensis septembris, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam ibidem celebratam, in primis comparuerunt venerabiles viri magister Nicolaus d'Origny, insignis ecclesie Parisiensis canonicus, Hanequin et Piédefer, qui quidem d'Origny proposuit multa tam ex mente regis quam illustrissime regine Navarre, super reductione magistri nostri Petri Caroli ad Facultatem; et ut melius hoc fieret, presentavit quasdam litteras regias, que fuerunt lecte in facie Facultatis. Presentavit etiam ex parte prefati Caroli oblationem scriptam continentem certos articulos. Deinde multa dixit prefatus d'Origny, et certe multa elegantia, que multum placuerunt Facultati. Deinde circa illustrissimam reginam Navarre dixit, in primis rogabat Facultatem ut orarent Deum pro ea, et multa alia; hiis factis, vocatus est prefatus Caroli, si vellet aliquid dicere. Qui quidem Caroli intravit,

sine capa tamen, et requisivit Facultati solum ut sibi daret duplum responsionum suarum signatarum suo signo manuali. Hiis dictis, recesserunt. Post deliberationem, dictum fuit quod post prandium domini deputati congregarentur et viderent quid super omnibus fieri posset ut regi complaceretur, salva tamen fide et justicia. Et quantum ad illustrissimam reginam Navarre, ordinavit preces et orationes fieri pro ea, et quod crastina die in missa fiat specialis oratio pro ea.

CI. (Fol. 221 v°.) Die prima mensis decembris anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo octavo...

Tunc etiam proposuit honorandus prefatus dominus syndicus Beda quod intellexerat pro certo dominum nostrum regem venturum intra paucos dies peregre ad sacram capellam pallacii, et quod quidam de aulicis consulerent quod tunc deberet fieri verbum nomine Universitatis et precipue Facultatis eidem domino nostro (fol. 222) super causis fidei. Quibus auditis, fuit electus et ad hoc deputatus honorandus magister noster Jacobus de Molendino, cantor et canonicus ejusdem sacre capelle, qui libenter acceptavit onus.

CII. Die autem XII[a] mensis decembris, anno predicto, congregata fuit prefata Facultas in collegio Sorbone super tribus articulis. Primus erat ad audiendam relationem honorandi magistri nostri Du Moulin, qui allocutus est dominum nostrum regem, insequendo ordinationem de qua in conclusione precedente. Audita autem relatione, post deliberationem, gratias egit Facultas Deo qui gratiam dedit oratori in oculis domini nostri regis, ita [quod] responsum pro causis fidei et extirpatione heresum, pro quibus fuerat locutus, favorabile ac gratum ipse dedisset. Gratias etiam egit prefato oratori. Et quoniam dominus prefectus Parisiensis, primus etiam cubili regis custos eique plurimum familiaris, consilium dederat ut, pro complemento inchoati negotii, ipsi domino nostro regi porrigeretur in scriptis requesta, ipse prefectus expeditionem illius procuraret, cujus jam formam fieri fecerat dominus syndicus Beda; qua lecta et mature a Facultate considerata, placuit et ordinatum fuit quod ipsa sic per magistrum nostrum Clodoaldum Cenalis dirigeretur ad dominum episcopum Venciensem, nostre Facultatis doctorem, dominum Robertum Cenalis, ejusdem Clodoaldi fratrem, qui in curia jam residet, ut illam predicto domino prefecto Parisiensi presentet aut presentari curet. Et fuit expresse injunctum magistro Johanni Tannel, primo bidello, quod ut scriba Facultatis hujusmodi requestam signet signo suo manuali, et alias, si plures sint pro causis fidei inchoatis cuiquam porrigende, si eidem illud precipiatur per deputatos Facultatis ad promovendum causas fidei, scilicet dominos clavigeros, cum aliis quatuor aut quinque, quod [1] ipsi ubi opus erit communicabunt et nomine Facultatis agent, aut si eis expedire videbitur referent Facultati.

[1] Le ms. porte *quos*.

## 1529.

CIII. (Fol. 224.) Die IIII^ta^ mensis februarii (M. D. XXVIII), congregata Facultate per juramentum apud collegium Sorbone, ad audiendam relationem honorandorum magistrorum nostrorum deputatorum qui fuerant missi ad illustrissimam reginam Navarre. In primis retullerunt predicti domini deputati, per organum magistri nostri Nicolai de Gradibus, acta cum ipsa illustrissima. Quibus auditis, post deliberationem, fuit ordinatum quod duo ex predictis deputatis redirent ad eandem reginam, acturi gratias ex parte Facultatis pro humana receptione eorum, etc.; et quod, favore ejus, Facultas parata erat consentire quod dicta regina inveniret aliquod medium pacis inter magistrum nostrum Petrum Caroli et ipsam Facultatem, a qua est privatus predictus Caroli, per quod, salvo interesse fidei et justicie, Facultas possit illum sibi reconsiliare et in suum consortium admittere.

CIV. Die XI^a^ mensis februarii, anno predicto V^c^XXVIII^o^, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum. In primis retullerunt (fol. 224 v°) domini deputati, per organum honorandi magistri nostri Stephani Ruffy, ea que proposuerant illustrissime domine regine Navarre, presente etiam rege Navarre, et que ipsa responderat. Quibus auditis, post deliberationem, fuit dictum et conclusum quod Facultas gratias humillimas agebat prefate regine de gratiosa receptione, etc., et quod, obtemperando desiderio prefate regine, consentiit quod dictus Caroli eligat tres viros jurisperitos et tres doctores theologos, et Facultas totidem consimilis qualitatis nominabit, qui simul ordinabunt, viso processu, quidnam pro reparatione scandalorum et edificatione populi agere debeat prefatus Caroli.

CV. Die XV^a^ mensis februarii, anno predicto V^c^XXVIII^o^.

Item retulit honorandus dominus magister noster syndicus Beda ea que facta fuerant cum illustrissima regina Navarre pro materia de Caroli, de qua in precedentibus conclusionibus. Quibus auditis, cum predicto Caroli, qui requisivit audiri in Facultate et intravit sine capa, prout fecit a tempore sue privationis a Facultate, respondit predicta Facultas predicto Caroli et conclusit quod desiderabat purgationem ejus coram quibuscumque judicibus non suspectis, et quod, facta purgatione, libenter et cum gaudio restituet eum ad honores et in suum consortium, et monuit eundem Caroli in visceribus caritatis ut procuraret suam purgationem etiam cum diligencia qua fieri poterit.

CVI. Die IX^a^ mensis marcii, anno predicto, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum per juramentum, super aliquibus articulis.

Primus erat ad audiendum aliqua proponenda Facultati ex parte domini nostri regis qui hoc jubet; et comparuit in Facultate (fol. 225) dominus confessor Chantereau, ordinis Sancti Augustini, qui proposuit predicte Facultati dominum nostrum regem misisse eum ad eam ut coram predicta Facultate vocaretur, in ejusdem Chantereau presentia,

quidam religiosus ordinis Sancti Benedicti qui actu predicat in ecclesia Sancti Severini; quod factum est. Et audita responsione ejusdem predicatoris ad [1] proposita per prefatum confessorem, post deliberationem, fuit dictum quod in primis habebat Facultas gratias christianissimo domino nostro regi, et quod modus predicandi ipsius predicatoris videbatur multum suspectus de illusione quoad comminationes quibus utitur, et quod ex nunc debent ei prohiberi hujusmodi comminationes, et denique quod non videtur malum, si placet domino nostro regi, eum audire, quia per hoc magis probabitur an vera sint ea que loquitur. Negavit tamen multa que ei imponebantur, et dixit quod non facit comminationes illas nisi sub conditione.

CVII. (Fol. 226.) Hac die sabbati XVII[a] mensis aprilis, anno quingentesimo XXIX°, post Pascha, fuit Ludovicus de Berquin condempnatus ad flammas, quod eodem die datum fuit executioni [2] Parisius in Gravia, et hoc propter multa perversa dogmata illius que damnata fuerant, ad petitionem judicum per Facultatem theologie, quam propterea in partem coram judicibus acceperat, qui quidem judices eandem Facultatem absolverunt, et condempnaverunt hereticum in illius expensas.

## 1530.

CVIII. (Fol. 230 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXIX°, die prima mensis februarii, congregata Facultate per juramentum apud Sanctum Mathurinum... Tunc honorandus magister noster Jacobus Berthelemi proposuit Facultati quod inconveniencia quedam possent oriri in prejudicium veritatis et honoris Facultatis ipsius ex modo qui practicatus fuit et de presenti practicatur colligendo oppiniones diversas et contrarias a magistris nostris separatim, in materia dispensationis per sedem apostolicam, quia, sic agendo, videretur Facultas divisa, etc. Quibus auditis, post deliberationem fuit unanimi omnium consensu prohibitum singulis magistris nostris ne ulterius tali modo se subsignarent, et quod nullus hoc prosequeretur quod ita fieret, et hoc sub pena privationis a gremio Facultatis secundum arbitrium ejus.

CIX. Item fuit injunctum principali bidello quod accederet quemdam librarium nomine Chevalon, et ei diceret ex parte Facultatis quod non placet eidem Facultati quod impresserit Opera Ambrosii secundum dispositionem Desiderii Erasmi, et cavet ne similiter agat de Operibus sancti Augustini; alioquin contraveniret arrestis curie Parlamenti cum maximo suo damno.

[1] Le ms. porte *ac proposita*.

[2] Il y a des détails sur le jugement et l'exécution de Berquin, dans le *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Lalanne, p. 378-384. Il est bon de remarquer qu'à la page 378 de ce document, le prononcé du jugement est rapporté au « vendredy vingt sixiesme avril », et qu'il faut lire « vendredy seizième avril ».

CX. Die quarta ejusdem mensis februarii, anno predicto, congregata Facultate apud collegium Sorbone, ad deliberandum super quibusdam auditis quoad materiam conclusionis facte prima hujus mensis, scilicet quoad prohibitionem ne quis signet ulterius in negotio serenissimi regis Anglie : auditis deliberationibus magistrorum nostrorum, conclusit Facultas quod omnia signeta reponerentur in manibus magistri nostri Wayn; et a modo caveant magistri nostri ne sua signeta dent separatim pro tali materia.

CXI. (Fol. 231.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXIX, die XV mensis februarii, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum..... Item comparuit quidam librarius nomine Chavalon, qui presentavit Opera Augustini per Erasmum ordinata et, ut dicebat, correcta, rogans ut visitarentur per Facultatem, ut ei liceret illa imprimere; pro quo faciendo dati sunt deputati.

CXII. (Fol. 232 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXIX°, die prima mensis aprilis, ante Pascha, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam ejusdem Facultatis. In primis proposuit honorandus dominus syndicus Beda quod se opposuerat formaliter, tam nomine proprio quam ut syndicus Facultatis, ad hoc quod magister Martinus Mesnart, graffarius curie officialis Parisiensis, traderet magistro nostro Petro de Garray, natione Hispano, oppinionem quemdam (*sic*) super potestate summi pontificis in dispensatione graduum affinitatis, signatam per prefatum dominum syndicum et alios magistros; quam quidem oppinionem servavit prefatus Mesnart, primo ex ordinatione dicti domini officialis ad requestam prefati domini syndici Bede, et post hoc ex mandato domini Lizet, primi in curia Parlamenti presidentis, quam oppinionem habere volebat dictus Garray, medio quarumdam litterarum regiarum, quod illicitum dicebat prefatus dominus syndicus propter causas in oppositione contentas, et presertim nisi hoc de consensu Facultatis fieret, que in hoc habet interesse. Et ideo requirebat ut, attentis et consideratis rationibus qua[s] Facultati declaravit, prefata Facultas ordinaret hujusmodi oppinionem sibi tradi, aut quod maneret in manibus dicti Mesnart, et nullo modo traderetur prefato Garray. Audito autem prefato Garray ad longum, injunxit prefata Facultas ipsis prefatis domino syndico et Garray ut se retraherent et quod de illa materia deliberet Facultas. Auditis autem deliberationibus omnium et singulorum magistrorum nostrorum, fuit dictum per organum domini decani Le Sirier quod nullus erat oppinionis quod traderetur hujusmodi oppinio prefato Garray. Quid vero de eadem deberet fieri varie fuerunt deliberationes, et propterea super hoc puncto nichil fuit conclusum.

CXIII. (Fol. 233.) Anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo, die ultima mensis aprilis, congregata Facultate per juramentum apud Sanctum Mathurinum, post missam.

Supplicuit deinde honorandus magister noster Quintinus Mengin, ordinis Fratrum Minorum, ut dignaretur predicta Facultas dare suum judicium doctrinale de duabus propositionibus contentis in determinatione sequenti, que talis est : « Determinatio Facultatis theo-



IMPRIMERIE NATIONALE.

logie Parisiensis facta ultima die mensis aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo, super duabus propositionibus, quarum prima est : *La saincte escripture ne se peult bonnement entendre sans la langue grecque, hébraïque ou autres semblables.* Hec propositio temeraria est et scandalosa. — Secunda propositio : *Il ne se peult faire que ung predicateur explique selon la vérité l'epistre ou l'evangille sans les dictes langues.* Hec propositio falsa est, impia et populi christiani ab auditione verbi Dei pernitiose aversiva. Utraque autem assertionum authores de lutheranismo vehementer reddit suspectos. » Post deliberationem, placuit Facultati predicta determinatio.

CXIV. (Fol. 233 v°.) Die XIIII mensis maii, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam medii mensis.

Quantum ad remonstrationem factam per magistrum nostrum Stephanum Loret pro et nomine magistri nostri Petri Caroli, ut posset recipi in consortium Facultatis, inter deliberandum, comparuit reverendus in Christo pater episcopus Silvanectensis, qui, in sua deliberatione, dixit quod de illo Caroli habuerat verbum cum christianissimo nostro rege in hunc modum, videlicet quod ipse Caroli, priusquam recipiatur, tria debet facere, videlicet : primo debet procurare apud judices suam purgationem; secundo predicare in cathedris ubi male predicaverat, dicere oppositum sue predicationis pro edificatione populi; et tertio abjurare in scriptis et signare propositiones. Quo audito, multum placuit et sine ulteriori deliberatione unanimi consensu conclusum est.

CXV. (Fol. 235.) Die sabbati XVI[a] mensis julii, anno predicto millesimo quingentesimo trigesimo, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam ejusdem Facultatis...

(Fol. 235 v°.) Item proposuit magister noster Tristandus Rauault quasdam indulgencias publicari in dyocesi Senonensi, que videbantur ei esse irrationabiles et non discrete. Propterea rogavit ut Facultas deputaret deputatos qui examinarent cedullas et exemplum unius confessionalis quod secum detullit ad hunc finem, cui annuit Facultas, et supplicationi facte per magistrum nostrum Petrum de Cornibus pro quodam predicatore qui propositionem male sanam in cathedra predicavit de materia sacramenti eukaristie.

Item querimoniam fecit honorandus predictus syndicus Beda de codice in quo descripserunt magistri nostri oppiniones suas deliberando in causa divortii regis Anglie, quem acceperat reverendus in Christo pater episcopus Silvanectensis, et quod dixerat se traditurum domino primo presidenti Lizet, dum ab eo peteretur in facie Facultatis; et quoniam hoc minime fecit et recessit a villa Parisiensi, post deliberationem, conclusum fuit et ordinatum, de consensu omnium et nemine (fol. 236) reclamante, quod, die lune vel die crastina, magister Jacobus Fournier, subbidellus predicte Facultatis, iret ad prefatum reverendum episcopum, et in presentia magistrorum nostrorum Michaelis Moricet et Andree Benoist, qui asseruerunt se ituros ad eundem, loquerentur prefato domino episcopo et dicerent quod Facultas rogat eum plurimum ut remittat per ipsum Fournier et ipsos pre-

dictos magistros nostros predictum codicem, quia omnino vult Facultas hujusmodi codicem servari, ut equum est, in suis archivis.

CXVI. Anno Domini millesimo quingentesimo trigesimo, die prima mensis augusti, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud Sanctum Mathurinum, post missam.....

(Fol. 236 v°.) Quantum ad magistros nostros qui fuerant missi ad dominum episcopum Silvanectensem, audita relatione magistri nostri Benoist, fuit dictum quod magistri nostri Berthelemi et Beda irent ad dominum presidentem Lizet, et eum rogarent ex parte Facultatis ut scribat ad predictum dominum Silvanectensem ut reddat librum determinationum magistrorum nostrorum super materia divortii regis Anglie.

CXVII. Die XIII[a] mensis augusti, anno predicto, congregata Facultate post missam apud Sanctum Mathurinum, audita relatione magistri nostri Frizon, et lectis litteris reverendi patris domini episcopi Silvanectensis in facie Facultatis, post deliberationem, fuit ordinatum quod per dies octo expectaretur adventus predicti reverendi, et cum primum venerit, quatuor deputati illum accedent et ex parte Facultatis pro tercio instabunt ut codicem petitum restituat; quod si adhuc deneget, videbit Facultas quid agendum. — Item ordinavit Facultas et precepit bidellis quod dicant omnibus magistris nostris qui non deliberaverant in Facultate de materia divorcii regis Anglie quod non dent sua signeta cuicunque, nec pro parte affirmativa nec pro parte negativa.

## 1531.

CXVIII. (Fol. 238 v°.) Anno predicto millesimo quingentesimo XXX°, die IX[a] mensis januarii, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum. In primis proposuit dominus decanus se habuisse in mandatis a domino primo presidente Lizet ut vocaret singulos magistros Facultatis, audituros querimoniam factam in curia, ita ut ad aures domini nostri regis pervenerit de emenda decem librarum imposita per Facultatem magistro nostro novo Cahors, ordinis Augustinensium, de qua superius mentio facta est[1], et quod in hujusmodi relatione plurimum fuit scandalisata Facultas. Et ulterius dixit predictus decanus quod prefatus dominus primus presidens dixerat ei remittendam esse illi doctori illam emendam. Quibus auditis et mature ponderatis, fuit dictum quod, re ipsa per

[1] Cette amende avait été prononcée le 15 décembre 1530, « quoniam in convivio sui magisterii non dedit fercula honesta nec sufficientia, propter quod etiam per alios magistros nostros fuit facta magna querimonia, non propter suas personas, sed propter solennitatem et honorem gradus magisterii. » Fol. 238. — Quant à l'emploi de l'amende, la délibération portait : « summam decem librarum turon. convertendam non in erarium Facultatis, neque ad utilitatem magistrorum nostrorum, sed in alios pios usus, et quod si secundus licenciatus de eadem domo, qui (*sic*) fuit ultimus vocatus in sua licencia, fiat doctor, daretur predicta summa ei; si minus, daretur Domui Dei. »

dominum nostrum christianissimum regem, cui Facultas vult in omnibus obedire, bene intellecta, laudaret quod factum est. Et deputavit aliquos de magistris nostris qui a[l]loquentur dominum episcopum Matisconensem, ut per eum informaretur de veritate ipse dominus noster rex pro justificatione Facultatis. Et quoniam dictum fuit per predictum Cahors (fol. 239) hoc non fuisse factum per eum, nec per magistros domus, nec per predictum episcopum Matisconensem, sed per dominum episcopum Silvanectensem Guillelmum Parvi, doctorem Facultatis, deputati sunt decanus cum duobus aliis ut adirent eum et super ista causa eum interrogarent cur talia fecisset, et quod primo debebat loqui Facultati aut aliquibus de senioribus pro honore Facultatis, que est mater sua, et referent Facultati responsum ejus, que ordinabit ulterius quid agendum de eo.

CXIX. (Fol. 239 v°.) Die prima mensis februarii, eodem anno v^c^ tricesimo, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum... Item supplicavit magister noster Petrus [de] Garray, in presentia duorum notariorum quos secum a[d]duxit, ut preciperet Facultas bidello principali sibi dari omnia acta et conclusiones factas in materia regis Anglie. Quo audito, recesserunt notarii. Post autem deliberationem, dictum fuit quod duo de magistris nostris cum predicto Garray (fol. 240) et primo bidello irent ad dominum primum presidentem Lizet, qui hanc materiam intelligebat, ad inquirendum et consulendum quid super hac materia agendum fuerit.

## 1532.

CXX. (Fol. 249.) Die III mensis aprilis, anno predicto millesimo quingentesimo XXXII°, post Pascha, congregata Facultate post missam apud Sanctum Mathurinum...

Tunc proposuit dominus syndicus materiam responsionum quas fecit Erasmus ad censuras Facultatis et magistrum nostrum Judocum Clictoueum. Quibus auditis, fuit conclusum quod predictus primus bidellus Facultatis accederet aliquos librarios Universitatis, et unicuique eorum diceret quod Facultas rogat eos ut non vendant nec recipiant aut imprimant hujusmodi responsiones Erasmi, alioquin predicta Facultas recurret ad remedium justicie. Item dedit deputatos et injunxit eis ut diligenter excerpent de ipsis responsionibus errores novos et quos sine aparencia defendit; quo facto, referent Facultati et tunc videbit quid agendum.

CXXI. Die XV aprilis, anno predicto, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, in primis proposuit dominus syndicus Beda acta per dominos deputatos quoad declarationes factas per Erasmum ad censuras Facultatis.

(Fol. 249 v°.) Quibus auditis, fuit ordinatum quod cum prefatis deputatis comparerent alii magistri in collegio Sorbone eodem die et sequentibus, qui excerpta et annotata per precedentes iterum examinarent, et ex omnibus signarent propositiones illas que sunt manifestiores in errore.

CXXII. Die xxv predicti mensis aprilis, congregata Facultate apud collegium Sorbone, ut audirent singuli magistri propositiones annotatas ex libro Erasmi, qui nisus est censuris Facultatis respondere, lectis autem illis, post deliberationem, fuit dictum quod una pars illarum scriberetur in multis schedulis, et daretur omnibus magistris nostris priusquam de negotio disputaretur et concluderetur.

CXXIII. Die IIª mensis maii, anno predicto millesimo quingentesimo XXXIIº, congregata Facultate post missam pro prima die mensis apud Sanctum Mathurinum celebrata[m], in primis proposuit dominus syndicus quod, secundum conclusionem Facultatis factam die XXV mensis aprilis, tradite fuerant propositiones aliquot excerpte per deputatos de annotatis de multitudine annotatarum contra Erasmum, dicens quod ex quo ille et alie annotate jam in particulari formaliter vel equivalenter damnate sunt per Facultatem, jam non est laborandum circa singulas earum, sed videndum quid de libro fieri debeat. Post longam autem et maturam deliberationem, fuit conclusum et dictum quod liber non est declaratio veritatis, sed involutor et errorum defenssio, et propterea, cum sit pernitiosus plurimum, judicio doctrinali censuit Facultas quod sit omnino suprimendus et a manibus fidelium deponendus. De forma autem seu modo hujusmodi damnationem faciendi, et quando publicabitur, et si judicibus delegatis in causis fidei, aut curie (fol. 250) Parlamenti, vel Parisiensi episcopo sit recurrendum, et per dominum syndicum Facultatis, eorum pro autentiqua damnatione seu juridica, recurrendum, postea videbitur. Laudaret tamen Facultas plurimum quod si aliquis magister nomine privato scriberet contra predictum Erasmum, aperiendo et monstrando fidelibus quomodo, dum vult palliare et excusare errores suos, novos[1] superaddit.

CXXIV. (Fol. 255.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIIº, die XV mensis octobris, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam, retullerunt honorandi magistri nostri, per organum magistri nostri Jacobi Berthelemi, vidisse Bibliam de novo impressam per Robertum Stephanum, grossis caracteribus, cum multis annotationibus in marginibus et in textu quo Ecclesia usa est, non perceperunt aliquid esse immutatum. Quo audito, placuit Facultati quod vendatur[2].

## 1533.

CXXV. (Fol. 258.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIIIº, die secunda mensis januarii, in congregatione Facultatis, post missam de Spiritu Sancto pro die prima mensis celebrata, retulit honorandus dominus syndicus Beda primo errores contentos in quodam

[1] *Novo* dans le Registre.

[2] Cette Bible est un gros volume in-folio, à la fin duquel l'imprimeur a mis cette souscription : « Parisiis excudebat Robertus Stephanus, in sua officina, ann. M. D. XXXII, VIII idus novemb. »

libello nuncupato Christiana studiose juventutis institutio per Christophorum Hegendorphinum, et De disciplina et institutione puerorum Othonis Brunfelsii parenesis [1], ad Facultatem misso ut de illo suum daret doctrinale judicium. Audita autem lectura hujusmodi errorum, post deliberationem maturam, fuit, nemine reclamante, dictum et conclusum quodlibellus ille, cum in Germania a predictis Christophoro et Otone, perfidie Lutherane sectatoribus et defensoribus, compositus fuerit, et erronea multa ac schismatica contineat, secteque hujusmodi Lutherane impie faveat, est a catholicis omnibus abjiciendus et omnino supprimendus.

CXXVI. (Fol. 259 v°.) Anno predicto millesimo quingentesimo XXXII°, die XXIX mensis marcii, ante Pascha, congregata Facultate in collegio Sorbone, ut deliberaretur quid agendum esset contra errores qui dicuntur hac quadragesima in pluribus cathedris (fol. 260) hujus civitatis Parisiensis publice predicari, et de certis scedulis passim super indulgentiarum publicatione que dicuntur communi omnium consensu [2] scandalose. Re autem per dominum syndicum proposita, et explicatis querimoniis ad eum his de rebus delatis, post maturam deliberationem, fuit communi omnium voto conclusum : in primis quod monendi erant baccalarii Facultatis actu Parisius predicationis officium exercentes, qui erant sex numero, et propterea fuerant vocati, ut contra hujusmodi errores et perversam Lutheranorum doctrinam predicarent, modestiam tamen servantes; et eis expresse fuit prohibitum personas aut loca specialiter nominare, hoc est in vicia et errores agerent, non in authores. Item rogati fuerunt honorandi magistri nostri omnes qui sermones audiunt ut annotent et scripto rediganl quecunque audierint populo tradi et predicari non recte, et domino syndico ea presentent, ut, illis perpensis, videatur quid pro remedio sit agendum.

Quoad negotium scedularum que pro indulgentiarum promulgatione compitatim et ecclesiarum valvis affiguntur, que plane displicent ut abusive et scandalose, quia promittunt facientibus pauca quedam veniarum numerum supra omnem rationem, ut puta uno loco viginti octo millium annorum cum innumeris quadragenis, alio loco octodecim millium annorum, et alio decem millium cum quadragenis sine fine; item, et quod non minus a vero abhorret, liberationes animarum a penis purgatorii unius uno die quadragesime, alterius altero, et sic de multis. Deputati fuerunt tres doctores qui, nomine Facultatis, accederent dominos vicarios reverendi in Christo patris et domini Parisiensis episcopi, et eis significarent ista rogarentque ut providerent ne in posterum hujusmodi abusus locum Parisius habeant, quia maximam generare possunt in qualibet Ecclesie parte scandali materiam; eosdem preterea dominos vicarios, nomine quo supra, exorarent ut vigila-

[1] Nous connaissons une édition parisienne de ces deux traités publiée en 1541 : « Christiana studiose juventutis institutio, per Christophorum Hegendorphinum. De disciplina et institutione puerorum Othonis Brunfelsii Parænesis. » Parisiis, ex officina Roberti Stephani, typographi regii. M. D. XLI. » In-8° de 40 pages.

[2] Le mot *consensu* omis par le copiste.

rent et inquirerent an vera sint que ad Facultatem deferuntur de quibusdam actu predicantibus Parisius, quod scilicet sectam videntur omnino tenere (fol. 260 v°) aut saltem fovere lutheranam, et quod istud ad officium maxime pertinet episcopi. Facultas autem nichil potest nisi de doctrinis fidem tangentibus ferre judicium, et regere eos qui de suo sunt gremio recte in fide ambulare et moribus.

CXXVII. (Fol. 261.) Anno Domini millesimo quingentesimo xxxiii°, post Pascha, die xvi[a] mensis aprilis, fuit sacra theologie Facultas congregata apud Sanctum Mathurinum ad audiendam relationem dominorum deputatorum qui hesterna die fuerant vocati a domino legato et aliis dominis de consilio stricto, sedentibus autem magistris nostris retullit honorandus dominus syndicus Beda multa que predictis dominis deputatis proposuerat predictus reverendissimus dominus legatus, inter que dixit quod habebat in mandatis a christianissimo nostro rege inquirendi et justiciam faciendi de quibusdam predicatoribus qui indiscrete, ut dicebat, predicaverant quasi vellent commovere populum contra magistrum Girardum Roussel, qui predicaverat cadragesimam ante illustrissimam reginam Navarre in castro Lupari, et de doctoribus theologis, baccalariis, si invenirentur culpabiles; et, post multas remonstrationes, injunxit predictus dominus reverendissimus legatus quod die sequenti venirent ipsi theologi in magno numero, et interim colligerent omnes articulos erroneos quos audire potuerunt predicatos fuisse per predictum Roussel, et quod presentarentur intra triduum sibi aut consilio, et quod rex volebat omnino justiciam fieri de quibuscumque qui probarentur predicare aut tenere doctrinam Lutheranorum. Quibus auditis, habuit gratias predicta Facultas dominis reverendissimo legato et ceteris; et ordinatum fuit quod singuli magistri qui interfuerant sermonibus predicti magistri Girardi Roussel scriberent omnia que annotaverunt male predicata ab illo, (fol. 261 v°) et quod per juramentum vocarentur post prandium hora prima in collegio Sorbone, ad audiendum lecturam predictorum articulorum et ad deliberandum quid agendum in hac materia pro bono fidei. Quod factum fuit. Et quia non erant adhuc omnes predicti articuli collecti propter absentiam aliquorum magistrorum, deputati sunt aliqui magistri de collegio Navarre qui perficerent ut infra terminum assignatum presentarentur.

CXXVIII. Die xxi[a] mensis aprilis, anno predicto millesimo quingentesimo xxxiii°, post Pascha, fuit predicta Facultas congregata in collegio Sorbone, ad audiendum lecturam litterarum regiarum ad eam transmissarum, quibus cavebatur quod, illis visis, mitteret predicta Facultas ad eum duos vel tres de sufficientioribus magistris. Quibus auditis, delecti sunt et deputati honorandi magistri nostri Nicolaus Clerici, archidiaconus Cathalacensis (*sic*), et Vallentinus Lievin, inquisitor fidei, et Johannes de Gaigny, ut irent ad predictum [dominum] nostrum regem. Quia tamen predictus de Gaigny fuit impeditus, non potuit ire cum aliis.

CXXIX. Die XXV predicti mensis, fuit etiam predicta Facultas congregata in predicto collegio Sorbone ad audiendum relationem deputatorum Clerici et Lievin, qui jam redierant de curia, qui retullerunt medio multorum dominorum et principum habuisse audienciam promptam a christianissimo nostro rege, qui eis multa pro fide et extirpatione errorum proposuit et cum animi fervore. Audita autem responssione eorum cum magna clementia, eos allocutus est et excusationes eorum, quoad nonnulla ad eum de Facultate falso relata, benigne[1] suscepit. Quibus auditis, gratias habuit predicta Facultas eidem domino nostro regi, et ordinavit quod die crastina celebraretur missa solemnis de Sancto Spiritu apud Carmelitas ad intentionem domini nostri regis.

CXXX. (Fol. 262.) Die XXVI ejusdem mensis aprilis, post missam celebratam de Spiritu Sancto, fuerunt congregati domini deputati in magno numero in capitulo Carmelitarum, ad conficiendum litteras dirigendas domino nostro regi et aliis principibus et dominis zelatoribus fidei; et visis illis et correctis, ordinatum fuit quod mitterentur per nuncium expressum sumptibus Facultatis.

CXXXI. Die VI[a] mensis maii, anno predicto, fuit sacra theologie Facultas congregata apud Sanctum Mathurinum ad audiendum lecturam litterarum transmissarum Facultati per dominum magnum magistrum de Montmorency, et aliarum litterarum a domino nostro rege transmissarum domino episcopo Silvanectensi. Quibus auditis et lectis, et ponderatis in earum tenoribus contentis, omnes magistri gratias Deo et domino nostro regi ac prefato magno magistro egerunt, quoniam pleni sunt zelo contra hereses pro defensione fidei. Et ordinavit prefata Facultas quod omnes et singuli magistri Dominum Deum nostrum orarent continue prout ipse det illis perseveranciam in sanctis illis propositis, et laboret unusquisque conformiter ad desideria eorum adjuvare causam fidei nostre.

CXXXII. Die IX[a] mensis maii, anno predicto millesimo quingentesimo XXXIII°, fuit sacra theologorum Facultas congregata per juramentum apud collegium Sorbone, ad audiendum ea que reverendus in Christo pater et dominus Silvanectensis episcopus, et alii judices commissi a reverendissimo domino legato pro causis fidei, contra predicatores qui Parisius in quadragesima novissima predicaverunt, proposuerat honorandis magistris nostris decano, syndico et aliis tribus magistris Facultatis, quos (fol. 262 v°) per bedellum vocaverunt die mercurii VII predicti mensis. Sedentibus autem omnibus magistris nostris, in magno numero congregatis in ipso collegio Sorbone, recitavit Facultati honorandus dominus syndicus Beda quemadmodum prefati domini judices, per organum unius illorum, videlicet de Stella, dixerant eisdem magistris quod receperant litteras a domino nostro rege, cum litteris commissionis reverendissimi domini legati, quibus, inter alia, eis

[1] *Beginne* dans le ms.

injungebat predictus dominus noster rex ut continuo illa Facultati communicarent, ut eadem Facultas, obediendo mandatis domini nostri regis et prefati reverendissimi legati, traderent (*sic*) articulos ad eamdem Facultatem delatos tanquam male predicatos per magistrum Girardum Roussel, et quod haberent ipsi decanus et syndicus convocare Facultatem die predicta IX$^{a}$; et quod interim ipsi judices traderent copias predictarum litterarum domini nostri regis et commissionis domini reverendissimi legati, ut videret ipsa Facultas quidnam agere deberet; et preceperant magistro Andree Riboteau, quem pro suo scriba seu grafario elegerant, traderet predicte Facultati hujusmodi copias; quod fecit, et ad Facultatem per bidellum nostrum. Quibus lectis et bene intellectis et auditis que premissa sunt, post maturam deliberationem, habuit predicta Facultas gratias christianissimo domino nostro regi, domino legato et prefatis dominis judicibus; et ordinavit Facultas quod hec materia non tractaretur amplius coram tota Facultate, sed per dominos deputatos, quorum nomina sequuntur : Dominicus Le Sirier, decanus, Jacobus Berthelemi, Natalis Beda, syndicus, Valentinus Lievin, inquisitor fidei, Nicolaus de Gradibus, Jacobus Pasqueti, Anthonius Abbatis, Stephanus Loret, Stephanus Ruffy, Marcus Le Preu, Guillelmus de Villiers, Thomas Veteris, Nicolaus Maillart, Johannes Probi, Alanus Quefurus, et Robertus Bouchyny, qui haberent potestatem totius Facultatis agendi omnia que videbuntur utilia pro hac materia fidei acsi esset tota Facultas, et quod post prandium convenirent deliberaturi super agendis. Hec omnia fuerunt conclusa unanimi omnium consensu et nemine contradicente.

CXXXIII. Eodem autem die et anno, congregati sunt domini deputati post prandium in predicto collegio Sorbone, (fol. 263) et concluserunt dandos esse articulos dominis commissariis nisi aliter consilio jurisperitorum videretur, quod tamen non se faceret Facultas partem neque astringeret ad probandum; nominaret tamen testes quos scire posset utilles ad presentem causam. Et ordinaverunt quod honorandus magister noster Johannes de Gaigny compareret cum eis in hac materia, quia laboravit multum in colligendis articulis et describendis.

CXXXIV. Die XII$^{a}$ mensis maii, anno predicto millesimo quingentesimo XXXIII$^{o}$, congregatis dominis deputatis pro causa fidei Facultatem representantibus in collegio Navarre, lecti fuerunt articuli mittendi ad christianissimum dominum nostrum regem, cum litteris, necnon copia predictorum articulorum, cum litteris mittendis ad dominum magnum magistrum, que omnia placuerunt. Et conclusum fuit, nemine contradicente, et unanimi consensu, quod traderentur predictis dominis commissariis aut per alios mitterentur, eaque signarentur signo manuali primi bidelli Facultatis et sigillo predicte Facultatis sigillarentur.

CXXXV. Die XV mensis maii, anno predicto millesimo quingentesimo XXXIII$^{o}$, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum, post missam ejusdem Facultatis, expeditis



IMPRIMERIE NATIONALE.

materiis ordinariis, suplicuit quidam religiosus de ordine Predicatorum, nomine frater Ludovicus Theobaldi, ut posset recipi de gracia speciali et more secularium, et obtullit obedienciam datam per magistrum nostrum de Fenario, doctorem Facultatis, quem recepit Facultas respectu habito ad labores quos accepit nomine Facultatis pro causis fidei in curia ad dominum nostrum regem et alios principes, occasione noticie et familiaritatis quam habet cum domino majore magistro et ejus uxore.

Item retullit honorandus dominus syndicus Facultatis omnia acta in ipsa fidei causa cum dominis commissariis (fol. 263 v°) Silvanectensi episcopo et aliis in precedentibus conclusionibus nominatis. Que omnia laudavit et approbavit Facultas. Et habuit gratias predictis dominis deputatis et diligenciis et laboribus per eos assumptis nomine ipsius Facultatis.

Item declaravit prefatus dominus syndicus quod fecerat convocari specialiter per bidellum magistrum nostrum Boissel et fratrem Johannem de Sallignac, qui frequentissime affuerunt sermonibus predicti magistri Girardi Roussel, ut coram Facultate plane dixerant (*sic*) quid de eis sermonibus videretur. Interrogatus igitur dictus Boissel respondit nichil in presentiarum se velle dicere, sed coram judicibus, si vocaretur, deponeret id quod sentit. Dictus vero de Sallignac, baccalarius formatus, interrogatus quotiens interfuisset predictis sermonibus, respondit se frequentissime, tamen numerum dierum non posset exprimere. Interrogatus preterea quidnam sentiret de doctrina illius, et si catholice instrueret populum seu auditores, ad quod audacter respondit quod et de meritis et veneratione sanctorum, de fide, de Ecclesia et ejus potestate et aliis nichil audiverat ipsum Roussel predicare aut dicere quin in scola Facultatis diceretur aut sustineretur et quod non legerit in sacris Ecclesie doctoribus antiquis. Qua responssione audita, mirati sunt magistri nostri, et fuit dictum quod postea de omnibus hiis videretur quid agendum. Et deputavit unanimi consensu magistros nostros Jacobum Berthelemi, Natalem Beda syndicum, et unum de collegio Navarre, qui soli interrogarent, si opus esset, predictos Boysel et de Sallignac et alios, si aliquid scirent de hujusmodi sermonibus et redigerent scripto audita et nomina testium qui possent testimonium perhibere.

CXXXVI. (Fol. 264.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIII°, die XXVI[a] mensis maii, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud collegium Sorbone per juramentum, ad audiendum lecturam cujusdam copie litterarum regiarum super facto domini Bede et baccalariorum qui predicaverant kadragesimam, et unius cordigeri. Quibus lectis, habuit predicta Facultas christianissimo nostro regi gratias, et unanimi consensu conclusum est quod negotium communicaretur ejus consilio ad videndum quid super hoc agendum sit.

In eadem congregatione ordinatum est quod honorandus magister noster Nicolaus Clerici supleret vices magistri nostri Natalis Bede in officio syndici usque ad ejus reditum, vel quoadusque Facultas aliter ordinaverit, et voluit predicta Facultas quod in subsidium predicti magistri nostri Le Clerc, syndici, assumet magistros nostros Bouchyny et de Gaigny, vel alium quem voluerit.

CXXXVII. Die xxvii[a] mensis maii, anno predicto, congregati sunt deputati pro causis fidei in collegio Sorbone, qui unanimi consensu voluerunt et ordinaverunt quod solummodo irent duo de predictis deputatis, videlicet domini et magistri nostri Nicolaus Clerici et Stephanus Loret, ad dominos judices pro causis contra magistrum Girardum Roussel.

CXXXVIII. (Fol. 264 v°.) Die autem xxviii[a] predicti mensis maii, anno predicto, congregatis deputatis in predicto collegio Sorbone, retullerunt honorandi magistri nostri Clerici et Loret ea que facta sunt coram dominis judicibus. Quibus auditis, habuerunt gratias illis, et ordinaverunt quod mitteretur aliquis magistrorum nostrorum specialiter et expresse ad dominum nostrum regem, sub beneplacito tamen Facultatis.

CXXXIX. Die penultima predicti mensis maii v[c] xxxiii, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud Sanctum Mathurinum post missam. In primis, materiis ordinariis expeditis, retullit honorandus magister noster Jacobus Berthelemi ea que facta sunt per dominos deputatos Clerici et Loret apud dominos judices super materia Girardi Roussel, quod scilicet predicti judices differunt negotium usque post festa Penthecostes. Et nominaverunt pro promotore magistrum Jacobum Gilbert alias Regis. Quo audito, placuit Facultati.

Et quia dicebatur quod fiebant libelli famosi per compita affixi, ideo conclusit Facultas quod rogaretur dominus rector pro congregatione fienda super inhibitione fienda super predictis.

CXL. Anno Domini millesimo quingentesimo xxxiii°, die xiii[a] mensis junii... Comparuerunt domini deputati ipso die, ante prandium, in collegio Sorbone, super materia fidei.

CXLI. (Fol. 265.) Die xix[a] mensis junii, anno Domini millesimo quingentesimo xxxiii°, fuit sacra theologorum Facultas congregata per juramentum apud Sanctum Mathurinum. In primis, materiis ordinariis expeditis, proposuit honorandus dominus magister noster Jacobus Berthelemi quod bonum esset habere aliquem virum honestum qui solicitaret pro materiis fidei apud dominos judices et alios, et nominavit magistrum Arnulphum Monart, procuratorem Universitatis. Quo audito, placuit Facultati, et quod pro suis laboribus solveretur expensis Facultatis, et rogat eum.

Proposuit etiam honorandus dominus decanus Le Sirier quod videretur si esset expediens mittere aliquem vel aliquos ad dominum nostrum regem ad informandum predictum dominum nostrum regem de materiis fidei, et ita placuit Facultati, etiam expensis Facultatis, si videatur consilio quod mittatur.

CXLII. Die prima mensis julii, anno Domini millesimo quingentesimo xxxiii°, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud Sanctum Mathurinum, post missam ejusdem

Facultatis de Spiritu Sancto celebratam. In primis, materiis ordinariis expeditis, quantum ad materiam que concernit fidem, conclusit Facultas quod ad suplendum impedimenta nonnullorum suorum deputatorum quibus commissum erat dictum fidei negotium, ipsi deputati vocarent eos ex magistris nostris quo[s] idoneos et utilles cognoscerent; simili modo ipsi deputati viderent inter se de mittendo ad regiam majestatem, et de syndico constituendo in absentia magistri nostri Bede.

CXLIII. Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIII°, die predicta prima mensis julii, congregati sunt deputati apud Sanctum Mathurinum, post predictam congregationem. In primis electi sunt per eos primo, loco magistri nostri defuncti Veteris et aliorum qui non possunt interesse, Clerici, Gillain, Richardi, Bouchart, Groteau, Des Fossés, de Cornibus et Laurentii. Item elegerunt (fol. 265 v°) pariter pro oratore ad regiam majestatem magistrum nostrum Nicolaum Bouchart, unacum fratre Ludovico Theobaldi, ordinis Predicatorum, baccalario in theologia. Item pro syndico, in absentia magistri nostri Bede usque ad suum reditum, electus est honorandus magister noster Johannes de Gaigny.

CXLIV. Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIII°, die VIII[a] mensis julii, fuit sacra theologorum Facultas congregata apud collegium Sorbone, que unanimi consensu passavit procuratorium modo et forma sequentibus :

« Universis presentes litteras inspecturis, decanus singulique magistri Facultatis theologie in venerabili florentique et fructifero studio Parisiensi, salutem in eo qui est omnium vera salus. Notum facimus tam presentibus quam futuris quod, die VIII[a] mensis julii, anno Domini millesimo quingentesimo XXXIII°, Facultate debite congregata apud collegium Sorbone, creavimus et constituimus procuratores nostros videlicet magistros Arnulphum Monart et Jacobum Fournier, presbiteros, et eorum quemlibet in solidum, ad nominandum et ministrandum testes reverendo in Christo patri et domino episcopo Silvanectensi et dominis magistris Leonardo de La Guyonnye et Petro de L'Estoille, domini nostri regis in sua Parlamenti curia Parisius consiliariis, et Francisco Tabary, officiali Parisiensi, in hac parte commissariis, causa informandi super contentis in articulis per nos ad eundem dominum nostrum regem transmissis, conformiter et insequendo dicti domini nostri regis ordinationem et mandatum, in suis litteris patentibus apud opidum de Molins die XVIII[a] mensis maii novissime fluxi datis et expeditis contentum, necnon ad faciendum et peragendum nostro nomine ea et[1] omnia que ex hiis dependent, ratam habentes nominationem testium jam per dictum Monart coram prefatis dominis commissariis factam, protestantes tamen, prout per antea pluries protestati sumus, quod per hoc non intendimus nos partem adversus (fol. 266) magistrum Girardum Roussel constituere, sed duntaxat prenominatos procuratores creavimus et constituimus causa obediendi mandatis dicti domini nostri regis et premissorum dominorum commissariorum. In cujus rei testi-

[1] Au lieu de *et*, le ms. porte *que*.

monium, sigillum prefate nostre theologice Facultatis litteris presentibus duximus apponendum. Datum Parisius, in nostra congregatione generali apud collegium Sorbone, anno et die predictis. »

Item, eodem die, ordinatum fuit per dominos deputatos in predicto collegio Sorbone et conclusum quod scriberentur littere ad dominum magnum magistrum, et signarentur signo magni bidelli sub hac forma : « Du commandement et ordonnance de messeigneurs les doyen et maistres de la Faculté de théologie en l'Université de Paris. »

CXLV. Anno Domini M^mo D^mo XXXIII°, die II^a mensis augusti, congregata Facultate apud Sanctum Mathurinum. In primis, materiis ordinariis expeditis, fuit electus in absentia honorandi magistri nostri Bede, in officio syndici honorandus magister noster Johannes Gillain, qui, licet propter multas causas recusabat, tamen obediendo Facultati acquievit.

CXLVI. (Fol. 266 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIII°, die octava mensis augusti, fuit congregatio deputatorum sacre Facultatis theologie apud collegium Sorbone quibus data fuerat omnimoda potestas pro agendis Facultatis pro materiis fidei, sine regressu ad Facultatem, et quicquid agerent, nomine Facultatis agerent; in qua fuerunt lecte littere mittende ad christianissimum nostrum regem, dominum legatum et magnum magistrum super hujusmodi materia; quibus lectis et bene intellectis, placuit predictis dominis deputatis quod mittentur ad predictos dominos cum signo nostri scribe sive magni bidelli, sine regressu ad Facultatem, etiam nomine totius Facultatis.

CXLVII. (Fol. 267.) Anno Domini M^mo D^mo XXXIII°, die XXIII^a mensis augusti, fuit congregatio deputatorum sacre Facultatis theologie apud Sanctum Mathurinum quibus data fuerat omnimoda potestas pro agendis Facultatis pro materia fidei, sine regressu ad Facultatem, et quicquid agerent, nomine Facultatis agerent; in qua fuerunt lecte littere mittende ad dominum Silvanectensem episcopum, quibus auditis et bene intellectis, placuit predictis dominis quod mittentur ad predictum dominum Silvanectensem episcopum, signo nostri scribe sive magni bidelli, sine regressu ad Facultatem, etiam nomine Facultatis.

CXLVIII. (Fol. 267 v°.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIII°, die XXVII^a mensis octobris, fuit sacra theologie Facultas congregata per juramentum apud collegium Sorbone, in qua subsequentes magistri affirmaverunt medio juramento in facie Facultatis nunquam condempnasse neque scire condempnatum librum intitulatum *Le Miroir de l'âme pécheresse* per predictam Facultatem aut per deputatos ejusdem : Dominicus Le Sirier, decanus, Nicolaus Clerici, Jacobus Berthelemi, Nicolaus de Gradibus [1], Jacobus de Gouca, Marcialis

[1] Ici et ailleurs ce nom est écrit *Grabus* avec un trait au-dessus de la première syllabe. — Un *Nicolaus de Granibus, in artibus magister et in theologia licentiatus*, figure dans un acte de l'Université du 2 mars 1507. Jourdain, *Index*, p. 320.

Masurier, (fol. 268) Phillippus Prevost, Johannes Sudoris, Stephanus Ruffy, Petrus Richardi, Nicolaus Maillart, Johannes Probi, Nicolaus Pastoris, Johannes Bertou, Johannes Bouliochy, Nicolaus Martelli, Johannes de Castro, Margarinus Quenel, Johannes Loquet, Phillipus Maugarny, Phillibertus Haresche, Matheus Ory, Michael Doe, Thomas Laurencii, Jacobus Feré, Alanus Quefurus, Johannes Prothais, Stephanus Allart, Robertus Bouchyny, Stephanus Bailly, Petrus Luillier, Nicolaus Frizon, Petrus des Fossés, Michael Berthelemi, Radulphus Cazet, Gobertus Pastour, Vincentius Cabot, Johannes Benedicti, Nicolaus Boysel, Jacobus Du Moustier, Petrus Aurati, Aigulphus Lamberti, Guillelmus Ribou, Guillelmus Furbeti, Jacobus Mainnet, Emericus de Courselles, Adam Caynart, Jacobus Emery, Robertus Vaucost, Johannes Barenton, Alvarus de Moscoso, Claudius de Mailly, Jacobus de Barnyères, Hieronimus Fragus, Petrus de Cornibus.

CXLIX. Die IIIª mensis novembris, anno Domini millesimo quingentesimo XXXIIIº, fuit sacra theologie Facultas congregata per juramentum apud Sanctum Mathurinum. In primis proposuit reverendus in Christo pater et dominus Silvanectensis episcopus de libro intitulato *Le Miroir de l'âme pécheresse*. Post deliberationem, conclusit Facultas, per organum honorandi magistri nostri Jacobi Berthelemi, pro decano sedentis, quod non dampnaverat predictum libellum; quod si contingit aliquem vel aliquos dampnasse nomine dicte Facultatis, predicta Facultas non approbat. Et ordinavit predicta Facultas quod singuli magistri scribent nomina sua manu propria in approbationem hujus conclusionis, affirmantes se nunquam condempnasse dictum libellum, neque scire dampnatum fuisse per ipsam Facultatem aut per deputatos ejusdem.

CL. (Fol. 268 vº.) Die VIª mensis novembris, anno predicto millesimo quingentesimo XXXIIIº, congregata Facultate per juramentum apud Sanctum Mathurinum...

Item fuit vocatus quidam (fol. 269) Augustinensis qui predicabat apud ecclesiam Sancti Salvatoris, et multum reprehensus in facie Facultatis propter suas predicationes. Et in eadem congregatione comparuit unus promotor, missus a domino officiali Parisiensi, qui requirebat si aliquam inquisitionem fecerat predicta Facultas contra predictum Augustinensem, aut si aliqui testes deponebant contra eum, quod mitterent ad eum, quia erat in causa in curia domini officialis.

CLI. (Fol. 269.) Anno Domini millesimo quingentesimo XXXIIIº, die octava mensis novembris, congregata fuit sacra theologie Facultas per juramentum apud Sanctum Mathurinum, super libello intitulato *Le Miroir de l'âme pécheresse;* que quidem Facultas insequendo priorem deliberationem in congregatione Universitatis XXIIIª mensis octobris factam unanimiter conclusit, presente reverendo in Christo patre domino Guillelmo, episcopo Silvanectensi, confessore regio et doctore theologo, non condempnasse, reprobasse neque approbasse dictum libellum per se aut deputatos ejusdem, cum non viderit neque examinaverit, idcirco judicium ferre non potuit, eundem approbando vel reprobando. In quo-

rum fidem et testimonium, inscribi jussit nomina singulorum magistrorum nostrorum qui interfuerunt dicte congregationi et sigillari sigillo Facultatis et signari signis manualibus domini decani et scribe nostri. Nomina autem illorum qui interfuerunt huic congregationi sunt magistri nostri Dominicus Le Sirier, decanus, Clerici, Berthelemi, Morterii, Du Moulin, de Gradibus, Masurier, Prevost, Sudoris, Finet, Aymery, Le Preu, Maillart, de Cornibus, Probi, Pastoris, Martelli, de Villiers, Adam, Mailly, de Castro, Haresche, Quenel, Bertou, Marichal, Bouchyny, de Mailly, Groteau, de Moscoso, Prothays, Ruffy, Ory, Luillier, Doe, Bailly, Frizon, des Fossés, Pastour, Feré, Brullé, Le Cointe, Loquet, Cazet, Berthelemi, de Barnyères, Benedicti, Lamberti, Quefurus, Deaurat, Mainnet, Sonnet, Vaucost, Ribou, Furbeti, de Courselles, Laurencii, Cabot et Boysel.

---

## *Note sur le manuscrit mentionné à la page 350.*

(N° 673 du fonds latin des Nouvelles acquisitions.)

Les Pronostiques de Julien de Tolède et dix homélies de saint Augustin sur la première épître de saint Jean.

Volume de 135 feuillets de parchemin. 196 millimètres sur 150.

Écriture à longues lignes du commencement du XII^e^ siècle. Il a été formé par la réunion de deux manuscrits, copiés à la même époque, mais dont chacun a une série distincte de signatures.

*Première partie* (fol. 1-62), dont les cahiers portent les signatures I-VIII.

Fol. 1. « Incipiunt capitula libri primi de origine mortis humane. »

Fol. 1 v°. « Incipit liber Pronosticorum futuri seculi Juliani, Toletane civitatis episcopi, de origine mortis humane. Quomodo mors primum subintraverit in mundum. Peccato primi hominis actum esse ut mors in mundum intraret Paulus apostolus docet... »

Fol. 13 v°. « Incipiunt capitula libri secundi. »

Fol. 14 v°. « Incipit liber secundus de animabus defunctorum et quomodo se habeant ante ultimam corporum resurrectionem et de differentia paradisorum. Unus est terrenus paradisus, ubi primorum hominum corporaliter vita extitit... » — Fol. 61 v°. « ...Nam quis alius noster est finis. Explicit. Deo gratias. Amen. »

Sur le folio 62 on a ajouté, en caractères du XII^e^ siècle, des vers qui devaient être peints ou gravés à l'entrée du réfectoire et du dortoir du monastère :

IN REF[ECTORIO].

Hujus adire sacre tendis qui fercula cęnę
Pallida visque cibo jejunia pellere sumpto,
Huc thalamis aptum regalibus affer amictum,
Atque magis verbo mentem saciare memento,

Sortitus vite panem sine labe perhennem.
Sic gemino foveas artus animamque parato,
Corporis ut pastus cordis non inquinet actus;
Spiritus intus alat, caro quo saciata quiescat,
Et caro feta cybis animę sit subdita vinclis.
Sic, visente sue convivia rege catervę,
Ipse tenens dextram poteris ridere sinistram,
Quo capies cenam novit quę cedere nunquam.

IN DORMIT[ORIO].

En monachorum adsum custos, defensor et auctor.
Provideat quæ quisque gerat qualisve resurgat.

*Seconde partie* (fol. 63-135), dont les cahiers portent les signatures I-VIIII, non compris le dernier feuillet.

Fol. 63. « Incipit liber sancti Augustini de Caritate. Omelia prima. Meminit sanctitas vestra euvangelium secundum Johannem ex ordine lectionum nos solere tractare, sed quia nunc interposita est sollempnitas sanctorum dierum quibus certas ex [ev]angelio lectiones oportet in ecclesia recitari. . . . »

Fol. 74. « Incipit II[a]. » — Fol. 83. « Incipit III. » — Fol. 90 v°. « Incipit IIII. » — Fol. 96 v°. « Incipit V. » — Fol. 103. « Incipit VI. » — Fol. 112. « Incipit VII. » — Fol. 117. « Incipit VIII. » — Fol. 123. « Incipit VIIII. » — Fol. 129. « Incipit X, ab eo quod ait : *Omnis qui credit quod Jhesus sit Christus, ex Deo natus est,* usque ad id quod ait : *hec est enim dilectio Dei ut precepta ejus servemus.* Meminisse vos credo, qui adfuistis hesterno die, ad quem locum in progressu hujus epistolæ pervenerit nostra tractatio. . . » — « . . . quam tu credas Christo predicanti. »

C'est la série de sermons qui a été publiée dans les œuvres de saint Augustin sous le titre de : « In epistolam Joannis ad Parthos tractatus decem ». Voir Migne, vol. XXXV, col. 1977-2062.

Princeton Theological Seminary Libraries
1 1012 01252 0575